Robert Fossaert, économiste
(mars 2005)

L'Europe ou les Europes ?

Un document produit en version numérique par Robert Fossaert,
Économiste marxiste
Courriel : robert.fossaert@wanadoo.fr

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
Fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi.
Site web : http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par M. Robert Fossaert, économiste marxiste, à partir de :

Robert Fossaert (2005)

L'Europe ou les Europes ?

Une édition électronique réalisée à partir du texte de M. Robert Fossaert (2005), **L'Europe ou les Europes**. Paris : mars 2005. Texte disponible sur le site web de M. Fossaert :

http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/Euro_4.htm

Autorisation formelle accordée par l'auteur, le 5 mars 2005, de diffuser cette œuvre, sur le site web des Classiques des sciences sociales. Un immense merci pour cet essai fondamental qui vise à nous permettre de comprendre le rôle de l'Europe à l'heure actuelle.

robert.fossaert@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 10 mars 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay,
province de Québec.

Table des matières

Inroduction

Première Partie

L'Europe au temps de la guerre froide
(Autrement dit :
L'Europe dans le troisième système mondial capitaliste)

- (1) [La chaîne américaine.](#)
- (2) [La chaîne soviétique.](#)
- (3) [Reconstruction ou novation ?](#)
- (4) [Capitalisme d'État à l'ouest, socialisme d'État à l'est.](#)
- (5) [La vogue des "communautés" à l'ouest.](#)
- (6) [Les bénéfices du communisme.](#)
- (7) [L'OTAN s'installe.](#)
- (8) [L'effondrement du socialisme étatique.](#)
- (9) [L'Europe des États.](#)

Deuxième Partie

L'Europe après la guerre froide
(Autrement dit :
L'Europe dans le quatrième système mondial capitaliste)

- (10) [La nouvelle donne.](#)
- (11) [La jeunesse de l'euro.](#)
- (12) [L'OTAN contre l'Europe.](#)
- (13) [L'Europe affaiblie par ses élargissements.](#)
- (14) [Les inquiétudes de l'Europe vieillissante.](#)
- (15) [Les grands États européens : \$2 + 1 < 3\$.](#)
- (16) [Les carrefours de l'Europe.](#)

Annexes

- [Annexe 1](#) - La Politique Agricole Commune (PAC)
[Annexe 2](#) - Recherche d'une politique monétaire
[Annexe 3](#) - Sur la géographie des luttes de classes

Robert Fossaert (2005)

L'Europe ou les Europes ?

Paris : mars 2005.

Texte disponible sur le site web de M. Fossaert :

Macrosociologie :

http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/Euro_4.htm

[Retour à la table des matières](#)

L'Europe ou les Europes ? (2005)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir étudié *le Monde sinisé, les Indes, le Proche et Moyen-Orient* et *l'Amérique latine*, j'entreprends l'examen de l'Europe comme sous-ensemble du système mondial actuel, c'est-à-dire comme région surdéterminée par une structure mondiale qui l'enveloppe totalement, quelles que soient les marges d'autonomie qu'elle ait pu conserver ou reconstituer. En effet, les principales puissances d'Europe donnèrent jadis forme à un monde colonial et marchand au sein duquel les deux premiers systèmes mondiaux proprement capitalistes mûrirent du 18^e au début du 20^e siècle et s'étendirent jusqu'à absorber la planète entière. Ces mêmes puissances impériales et impérialistes se sont déchirées durant la première moitié du 20^e siècle à tel point que l'Europe s'est retrouvée en position subordonnée dans les deux systèmes mondiaux qui se sont ensuite formés avant la fin de ce même 20^e siècle.

Le repérage spatio-temporel des structures mondiales auxquelles je viens de faire allusion est justifié par divers textes consultables sur le présent site ¹ mais pour bien discerner la région dite *Europe* dans le système mondial actuel, il convient d'en répéter quelques arguments. En effet, les critères qui ont déjà permis de singulariser chacune des grandes régions du monde actuel valent également dans son cas.

À vrai dire, le premier de ces critères, celui des barrières géographiques qui empêchent l'interaction illimitée des sociétés qu'elles séparent, n'a ici qu'une valeur réduite. L'Atlantique sépare bien les peuples européens de leurs contemporains américains, mais la Méditerranée est une limite beaucoup plus poreuse, puisqu'au fil de l'histoire maints empires se sont durablement installés sur ses deux rivages. Ici, la géographie ne vaut que par le renfort d'Etats efficaces, contrôlant les flux humains qui peuvent traverser cette "mer du milieu des terres". De fait, la limite sud de l'Europe coïncide présentement avec la Méditerranée, mais à l'avenir elle pourrait fluctuer autant qu'elle le fit en maints siècles passés. Il en va de même pour sa limite orientale, car l'immense extraversion asiatique de la Russie rend illusoire la ligne imaginaire souvent tracée de l'Oural (montagne et fleuve) à la Caspienne et au Caucase (ou aux plateaux irano-turcs). Bref, la délimitation spatiale de l'Europe est mal inscrite sur le terrain. Aujourd'hui comme hier, elle se joue principalement du fait des sociétés tenues pour bordurières par les puissances européennes prédominantes.

Par contre, les quatre critères suivants ont une valeur discriminante plus affirmée. L'un concerne le climat démographique qui résulte ici - comme en Amérique du nord - d'une croissance très ralentie, si bien que contrairement au reste du monde où les populations continuent de s'enfler rapidement et, donc, de rajeunir leur âge moyen, le vieillissement est de règle en Europe. Un autre critère spécifie le climat économique pour une région où la richesse et la vitesse acquises masquent encore les effets durables d'une production désormais ralentie. Autrement dit, l'Europe qui fut naguère grande exportatrice d'hommes devient de plus en plus petite démographiquement et, sans bien s'en rendre compte, elle est déjà engagée économiquement sur une même pente.

Faut-il imputer à ces pertes d'élan l'assagissement politique de l'Europe ou faut-il inscrire cet apaisement au crédit des puissances externes et locales qui ont transformé ce quartier du monde depuis un bon demi-siècle ? Ce point devra être débattu fort attentivement, mais il n'est pas douteux que, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Europe a joui d'un climat politique pacifié qui se prolonge, nonobstant les spasmes guerriers de l'ex-Yougoslavie, ce qui contraste fort heureusement avec les troubles dont souffrent maintes autres régions. Dans ce contexte, les richesses, savoirs et savoir-faire accumulés par les peuples d'Europe sont, certes, d'une grande variété, mais ils n'en ont pas moins déposé, comme sédiment commun, une civilisation qui les apparente durablement, d'autant que la facilité des contacts et communications offre, dans le monde présent, maintes occasions d'en ressentir la singularité. Ainsi l'Europe

¹ Voir <http://www.macrosocviologie.com/index>.

jouit d'un climat idéologique (ou culturel : c'est pour moi la même chose) qui lui est tout à fait propre, nonobstant ses parentés avec les climats qui règnent chez les "enfants de l'Europe" transplantés aux temps de la colonisation ¹.

Au total, donc, l'Europe d'aujourd'hui est cet ensemble de sociétés qui baignent - à quelques variantes près - dans un même climat démographique, économique, politique et culturel bien distinct de celui des autres régions du monde. La délimitation spatiale de cette région attractive se joue pour l'essentiel dans la reconnaissance politique de cette communauté "climatique". Qu'ils soient marocains, turcs ou ukrainiens, les peuples chez lesquels se manifestent des envies de "rejoindre l'Europe" doivent se soumettre, à ce titre, au jugement des Etats européens et de l'Union où ceux-ci ont commencé de se rassembler.

Il faudra aussi périodiser correctement l'histoire du *sous-ensemble* européen, puisqu'aussi bien le système mondial actuel *inclut* et *mondialise* une Europe qui put se croire, naguère encore, la maîtresse du monde. L'illusion d'optique à éviter date des siècles impérialistes où l'Europe découvrait un "Nouveau Monde", s'entichait de la Chine ou de l'Inde, puis découpait en colonies, protectorats et zones d'influence la planète entière ou peu s'en faut. Alors, l'Europe avait quelques raisons de se croire au centre du monde et d'en scander l'histoire selon les effets des guerres et des révolutions dont elle était la matrice, mais cette époque est dépassée, irrémédiablement morte. Si bien que les temporalités propres à l'actuel système mondial s'imposent en toutes régions, y compris dans une Europe qui devient "semi-périphérique". Cette position est acquise depuis qu'à l'issue de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis et l'URSS ont rapidement polarisé le monde entier, ce qui a donné forme au troisième système mondial capitaliste, celui de la "guerre froide". Ensuite, elle a été déplacée, mais confirmée, après que l'implosion de l'URSS et la dispersion de ses dépendances politico-culturelles eût permis aux Etats-Unis d'acquérir une prépondérance incontestable (sinon incontestée) dans le quatrième système mondial capitaliste, encore en vigueur aujourd'hui.

Or il se trouve que durant la première de ces deux périodes, celle qui a duré des années 1945-50 aux années 1988-90, la région européenne a été l'un des terrains d'élection de la guerre froide. Non le seul, mais celui où la transformation des structures régionales a été le plus profondément marquée par cette "guerre" d'un genre nouveau. Il faudra donc revenir sur cette période pour bien comprendre ce qu'est l'Europe actuelle et pour juger des transformations qui continuent de s'y opérer sur les lancées déjà prises ou du fait d'inflexions nouvelles à bien identifier. Ainsi donc, ma recherche sur l'Europe en tant que sous-ensemble du système mondial va se partager entre le temps de la guerre froide et celui de l'après-guerre froide, non sans prêter attention au devenir de l'espace européen de l'une à l'autre de ces périodes.

¹ On peut encore lire avec profit *Les enfants de l'Europe* de Louis Hartz, ed. française, Paris, 1968.

L'Europe ou les Europes ? (2005)

Première partie

L'Europe au temps de la guerre froide

(Autrement dit :

L'Europe dans le troisième système mondial capitaliste)

[Retour à la table des matières](#)

La capitulation allemande de mai 1945 consacra la victoire de l'URSS et des Etats-Unis, soutenus par de rares Etats européens, au premier rang desquels figurait la Grande-Bretagne. Cette victoire fut partout célébrée dans les ruines d'une Europe dont les industries, les villes, les ports et les chemins de fer étaient plus qu'à demi détruits, à moins qu'ils n'aient été usés jusqu'à la corde par l'occupant allemand et ses alliés. Les agricultures européennes, non libérées des réquisitions de guerre, étaient moins atteintes, mais manquaient souvent de cheptel, de matériel, d'engrais ou de semences. Bref, l'élan des populations ne suffirait pas de sitôt à normaliser la situation, d'autant qu'il fut canalisé dans des voies très différentes par les deux principaux vainqueurs. Qui plus est les stratégies que ceux-ci poursuivirent pour soumettre l'Europe à leurs "chaînes" respectives furent fort contrastées, étant bien entendu que la nature exacte de ces "chaînes" devra être explicitée à mesure que leurs

effets permettront d'en juger. Mais, d'entrée de jeu, je dois souligner que ces "chaînes" ne sont pas des concepts précis, ce sont simplement des métaphores, d'ailleurs polyvalentes. Elles "enchaînèrent" certes les pays, mais elles offrirent aussi à ceux-ci des axes autour desquels ils purent tramer leurs politiques propres. Nouvelles dépendances et nouveau tissu de relations internationales, telles sont les deux significations principales que ces métaphores entendent suggérer.

Les deux chaînes se formèrent presque simultanément. Leur premier effet fut de départager l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, la première incluant le nord, jusqu'à la Finlande et la seconde intégrant toute la péninsule balkanique. En 1948, ce partage s'achèva, par abandon des guerrillas grecques et par le "coup de Prague". N'en déplaise aux géographes, la Grèce fut rangée à l'Ouest et la Tchécoslovaquie à l'Est. En fait, les deux chaînes révélèrent vite leur caractère principalement militaire.

[1]. – La chaîne américaine

[Retour à la table des matières](#)

A ses débuts, *la chaîne américaine* sembla tirer son caractère militaire des accords de Yalta où furent dessinées les zones d'occupation de l'Allemagne et de l'Autriche, y compris Berlin et Vienne dotés d'un zonage propre et les "taux d'influence" des Russes et des Alliés anglo-américains en Pologne et Hongrie, comme dans les Balkans. Les "zones" furent effectivement occupées¹, mais les "taux" furent rapidement ignorés par l'URSS dont les armées (ou celles de ses alliés) étaient seules présentes dans tous les pays concernés, sauf en Grèce où la Grande-Bretagne intervint *manu militari*. Les Etats-Unis jouèrent également le rôle principal dans les AMGOT² ou gouvernements provisoires des Territoires occupés. Ces embryons préfigurant les "zones" façon Yalta se fondirent par étapes dans ce qui deviendra la République Fédérale d'Allemagne (RFA) et disparurent de l'Autriche dès son traité de paix (1955) alors qu'en Italie l'AMGOT³ s'effaça dès 1945 et qu'en France il fut court-circuité par les représentants de la "France Libre".

¹ La France, dès 1945, d'une fraction de la zone américaine en Allemagne et en Autriche.

² *Allied Military Governments of Occupied Territories*

³ En 1944, sitôt renversé le gouvernement de Mussolini, ce pays passa du statut d'ennemi à celui d'allié.

Dans ce contexte, l'aspect militaire de la chaîne américaine sembla bientôt s'estomper. Le relais fut pris par une aide en vivres, en crédits et en fournitures diverses, distribués d'autorité ou négociés au coup par coup. Ce régime généreux, mais cahotique et parfois arbitraire - selon la tenue politique des pays d'Europe de l'Ouest et les humeurs de l'Administration washingtonienne - fut relayé en 1947 par le plan Marshal qui proposa de remplacer ces palliatifs par une aide globale et pluri-annuelle administrée par un organisme *ad hoc*. Après ratification parlementaire, ce projet devint loi et fut appliqué de 1948 à 1951 par une agence américaine dite *European Recovery Program* (ERP). Dès 1947, les pays ayant accepté l'offre américaine ¹ se concertèrent avec les Etats-Unis (et le Canada) dans une *Organisation Européenne de Coopération Economique* ² (OECE) pour aider l'ERP à décider des quotités par pays des crédits apportés et de leur emploi.

Le militaire refit surface, dès 1948, par la signature du Pacte de l'Atlantique Nord qui entra en vigueur l'année suivante. Cette alliance présentée comme le bouclier de l'Europe libre contre la menace soviétique prit, dès 1949, la forme d'une *Organisation du Traité de l'Atlantique Nord* (OTAN ou en anglais NATO), c'est-à-dire d'une armée intégrant les forces terrestres, navales et aériennes de tous ses membres, sous un commandement permanent dont la direction suprême revint aux Etats-Unis. En fait une partie des forces de certains pays restèrent hors OTAN, parce qu'elles avaient à s'employer hors l'Europe - comme le gros des troupes américaines ou les armées des puissances encore coloniales, telle la France. Inscrits dans l'organigramme du Pentagone, de façon d'abord discrète, les deux commandements "suprêmes" de l'OTAN furent toujours placés sous l'autorité d'un général américain pour le SACEUR ou d'un amiral américain pour le SACLANT ³ auxquels furent adjoints, dans toute la pyramide des commandements régionaux, des états-majors et des installations et services d'appui, une armée d'officiers et de généraux où tous les Etats alliés participèrent selon une savante gradation diplomatique.

Ainsi formalisée pour vingt ans, selon un Pacte qui sera renouvelé en 1969, puis transformé dans des conditions que l'on retrouvera, *la chaîne américaine* ne se réduisit pas à son seul appareil militaire. Quand l'OECE eut achevé sa mission première, en appui du plan Marshall, elle ne tarda pas à être transformée (1952) en une *Organisation pour la Coopération et le Développement Economique* (OCDE) qui prit l'allure d'un club inter-étatique où l'on coordonnait les informations statistiques des uns et des autres et où l'on portait, chaque année, un jugement collectif sur la

¹ Pratiquement toute l'Europe de l'Ouest, hormis la Suisse (non nécessaire) et l'Espagne (bannie comme franquiste). L'Autriche et la RFA étaient concernées et la Turquie fut adjointe à la liste (ce qui prépara sa future adhésion à l'OTAN). Les hésitations de la Tchécoslovaquie furent balayées par le "coup de Prague" en février 1948.

² Où les décisions, préparées par de multiples comités qualifiés, furent prises à l'unanimité, les Etats-Unis étant présents.

³ SACEUR désigne le Commandant suprême allié en Europe (Etat-major à Versailles, puis à Mons quand la France se retira en 1966) et SACLANT le Commandant suprême des forces alliées de l'Atlantique (Etat-major à Norfolk, Etats-Unis)

politique économique de chacun des Etats. En outre, la charte fondatrice de l'OCDE fixa clairement les objectifs à moyen et long terme assignés à tous les ex-bénéficiaires de l'aide Marshall : abaisser les barrières douanières, promouvoir le libre-échange et favoriser les paiements multilatéraux c'est-à-dire la libre convertibilité des monnaies les unes dans les autres, ce pourquoi une *Union Européenne de Paiements* (UEP) fut créée en 1950 . Ce clearing inter-étatique permettait d'"économiser" les dollars alors peu abondants dans les réserves de change des banques centrales. Mais, pour la grande joie des banques commerciales, l'UEP fut dissoute par l'OCDE dès 1958.

À ces missions nullement bénignes, l'OCDE adjoignit, au fil des ans, quelques fonctions qui enrichirent considérablement *la chaîne américaine*. L'une fut la gestion, en coopération avec l'OTAN, d'un *Coordinating Committee* (COCOM) qui traqua les transactions jugées dangereuses avec l'URSS et ses alliés. L'autre fut d'héberger, à partir de 1974, une *Agence Internationale de l'Energie* (AIE) destinée à contrer l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) qui avait pris en 1973 l'initiative d'une forte hausse des prix qu'elle renforça d'ailleurs en 1975

D'autres embranchements de *la chaîne américaine* pourraient encore être explorés, notamment ceux qui concernent les écoutes téléphoniques et les observations satellitaires, les activités souterraines de certains services mobilisés contre divers "périls rouges" ou les subventions arrosant parfois les partis et les syndicats bien-pensants. Mais pour en compte, il faudrait démêler les rapports complexes entre la Présidence des Etats-Unis, le Pentagone, le *State Department* (c'est-à-dire les Affaires étrangères) et les services plus ou moins coordonnés par la CIA, ce qui nous éloignerait par trop de l'Europe où les influx de ces divers centres de pouvoir ont circulé via *la chaîne américaine*, comme par d'autres voies plus traditionnelles, celles de la diplomatie notamment. Point n'est besoin d'y venir, pour conclure que *la chaîne américaine*, mise en place dès les années 1945-50, a profondément marqué la vie politique et l'organisation de l'Europe de l'Ouest, sauf à juger plus loin de son évolution après 1990.

[2]. – La chaîne soviétique

[Retour à la table des matières](#)

La chaîne soviétique est un peu plus ancienne que *la chaîne américaine*. Par certains côtés, en effet, elle a été expérimentée dans les grosses sections de *l'Internationale Communiste* pour ce qui est des partis ne détenant pas le pouvoir d'Etat et elle a trouvé une brève application dans les Etats baltes annexés par l'URSS de 1939 à 1941. Toutefois son plein déploiement européen ne commença qu'en 1944-45, à mesure que les armées soviétiques progressèrent vers l'ouest. Consolidée vaille que vaille jusqu'à la fin des années 1960, cette chaîne se dégradait ensuite et s'évanouit finalement en 1989-90. Elle fut politique autant que militaire, car le parti communiste qui devint le principal appareil d'Etat dans les pays de type soviétique eût pour rôle majeur, au centre comme dans les plus lointaines périphéries, de coordonner tous les autres appareils, y compris l'armée et la police. De nombreuses fonctions qui relevaient de la société civile* ¹ plus que de l'Etat dans toute l'Europe de l'Ouest, furent également placées sous son contrôle (industries, commerces, édition, presse, etc.). Non sans perturbations, la tutelle exercée par l'URSS sur l'Europe de l'Est lui imposa ce même système et s'efforça de soumettre le parti communiste local au contrôle de son " grand frère " soviétique. Elle se heurta toutefois à de multiples difficultés, depuis la crise yougoslave de 1948 jusqu'au "printemps de Prague" de 1968, puis jusqu'à la débandade finale de 1989-90. Le contrôle soviétique fut plus fragile encore à l'égard des partis communistes d'Europe de l'Ouest. Dès 1947-48, la plupart de ces partis étaient déjà quasiment résorbés, si bien que l'URSS ne garda d'influence que sur le cercle dirigeant de certains d'entre eux. Les principaux exemples furent ceux de la France et surtout de l'Italie où les partis communistes demeurèrent fortement implantés dans les masses populaires et largement représentés dans les Parlements nationaux et les assemblées électives locales. Mais le contrôle soviétique, parfois contesté dans les cercles dirigeants et, plus encore, chez les cadres moyens de ces derniers partis, se réduisit pratiquement à une pure influence idéologique dans la foule des adhérents et sympathisants, foule que chacune des scissions de l'histoire soviétique amenuisa peu à peu. Très sensibles dans les

¹ Les termes marqués d'un astérisque sont analysés dans les divers tomes de *La Société* sur le présent site.

comportements électoraux, ces réticences se firent sentir plus durement encore dans les syndicats et les associations que des militants communistes animaient.

Dès 1956, le militaire l'emporta nettement sur le politique dans toute l'Europe de l'Est, après la crise polonaise et la révolution hongroise que l'URSS maîtrisa à grand peine. Ainsi, le pacte de Varsovie qui avait formalisé en 1955, l'alliance militaire dirigée par l'URSS "en réponse" à l'OTAN se chargea également de consolider le "camp socialiste". Ni le *Kominform*, officialisé derechef en 1947 pour coordonner l'action des partis communistes de l'Est et de l'Ouest – mais qui souffrit dès 1948 de la "dissidence" yougoslave – ni le *Comecon* installé en 1949 pour stimuler la coopération des économies planifiées de l'Est n'avaient pu cimenter le "camp du socialisme et de la paix". Pourtant, la coopération économique progressa cahin caha. La zone soviétique d'Allemagne, convertie en République Démocratique Allemande (RDA) en 1955, la Hongrie, autorisée à assouplir sa planification à partir de 1957 et la Pologne qui fut dispensée de collectivisation agricole prirent peu à peu du poids dans le *Comecon* où leur produit par tête ne tarda pas à dépasser celui de l'URSS. L'Europe de l'Est cessa d'être un pur repoussoir, ce qui rendit aux partis communistes de l'Ouest un peu de la crédibilité que l'héroïsme soviétique leur avait donnée en 1943-45. Mais, dès 1968, le "printemps de Prague" interrompu par les armées du pacte de Varsovie fit perdre l'influence regagnée. *La chaîne soviétique* survécut pourtant, dans l'Europe aux frontières sanctifiées par le traité d'Helsinki (1975), malgré les tensions suscitées par le surarmement réciproque, activé par Reagan et qui épuisa les économies de l'Est. Quand Gorbatchev accéda au pouvoir en 1985, après le long règne de Brejnev et de ses successeurs octogénaires, il était trop tard : l'Europe de l'Est échappa au contrôle soviétique quatre ans plus tard et l'URSS elle-même ne survécut que deux petites années à l'effondrement du "mur de Berlin".

La chronique événementielle qui vient de décrire sommairement l'installation et le déclin de *la chaîne soviétique* ne doit pas conduire à sous-estimer son action profonde et durable en Europe de l'Ouest. Conjointement avec *la chaîne américaine* et en usant, elle aussi, d'agents spéciaux, de subventions occultes et de flots de propagande, elle a inscrit la guerre froide dans tout l'espace européen, dans la vie économique, politique et culturelle de tous les peuples européens coincés entre deux puissances suréquipées en armements, nucléaires ou non, installés pour partie, de façon manifeste ou sournoise, dans la plupart des territoires de l'Est comme de l'Ouest. Il n'est donc pas surprenant que les péripéties politiques des deux puissances prédominantes et de leurs alliés, affidés et satellites respectifs aient pesé lourdement sur les deux parties de l'Europe disjointe. Encore faut-il examiner les réactions des divers pays de ces deux Europes pour bien apercevoir les novations qu'ils ont opérées sous cette double contrainte. L'Europe épuisée de 1945 a fait place à une Europe très différente de celle d'avant 1914 ou d'avant 1939. Les changements qui se sont tissés entre *les deux chaînes de la guerre froide* ont profondément modifié les structures sociales européennes. Si bien que le nouveau système mondial qui est né – pour une part essentielle, mais non exclusive – du fait de l'implosion du "camp socialiste" puis de l'URSS n'a pas refermé une sorte de parenthèse historique, mais a eu pour

tremplin l'Europe refaçonée durant la guerre froide. C'est dire que le système actuel ne serait pas compréhensible sans un examen détaillé des effets structurels que les quarante-cinq ans de guerre froide ont produits au sein de l'Europe.

[3]. – Reconstruction ou novation ?

[Retour à la table des matières](#)

En Europe, la riche Suisse, la Suède déjà social-démocrate et le pauvre Portugal échappèrent seuls aux dommages physiques de la guerre. Partout ailleurs, on entreprit de reconstruire les usines, les ports et les ponts, les principales voies ferrées ou routières et même les habitations, encore qu'en ce dernier domaine le provisoire fut durable. Mais les pays aux populations bousculées et aux frontières retaillées furent les premiers à douter s'il s'agissait bien d'une reconstruction. La Pologne, soumise en 1939 à son quatrième partage historique, se retrouva, en 1945, déplacée de 100 à 200 km vers l'ouest, abandonnant à l'URSS l'essentiel de ses marches orientales, mais gagnant sur l'Allemagne, jusqu'à la "ligne Oder-Neisse". L'Allemagne, ainsi rapetissée, perdit également l'Autriche et les Sudètes *anschlussées* en 1938 et le "protectorat de Bohème-Moravie" occupé en 1939¹. Ailleurs, les rectifications de frontières furent rares et souvent mineures, mais d'autres causes gonflèrent les populations déplacées : celles qui fuirent le nazisme dès avant 1939 ou le communisme tant que le "rideau de fer" ne fut pas établi et celles qui furent portées par d'autres courants vers l'Ouest ou vers Israël, etc. Le tout s'opéra tandis que les camps de prisonniers et de déportés se vidèrent rapidement en Allemagne et plus tardivement en URSS. De leur côté, les camps "provisoires" pour les personnes déplacées par les faits de guerre ou délogées par les changements de statut de leurs cantons d'origine furent maintenus en activité pendant près d'une décennie parfois. L'Allemagne qui avait mis en branle dès 1938 cet énorme brassage d'individus, de familles et de peuples entiers fut payée de retour à partir de 1945 et fut donc le principal dépotoir des reflux contraints. En simplifiant les évaluations que les sources allemandes exagérèrent peut-être, on peut résumer ainsi leurs données pour les années 1944-1952.²

¹ Sudètes, Bohème et Moravie formaient la partie tchèque de la Tchécoslovaquie.

² *Grosser historischer Weltatlas*, 3è partie, p 89b, *Bayerischer Schulbuch-Verlag*, 4è ed. 1981.

VERS LA POLOGNE : Reflux depuis l'URSS, y compris les pays baltes, l'ex-Pologne orientale et d'autres régions.	environ 5 millions
VERS L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE : Reflux depuis les mêmes provenances.	environ 5,33 millions
VERS L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE : Reflux d'Allemagne de l'Est, des Sudètes, du reste de la Tchécoslovaquie et des Balkans.	environ 5,35 millions

L'Europe centrale vécut ainsi, jusqu'aux années 1950, une reconstruction mêlée à un énorme déménagement de familles dispersées ou désunies et au retour à la vie civile de millions de soldats et d'officiers, etc. Pour la seule Allemagne de l'ouest, les 10 à 11 millions de "réfugiés" dénombrés ci-avant, durent se fondre dans une population qu'ils portèrent à 50 millions environ, d'où un chômage massif qui mit plus de dix ans à se résorber. Dans l'Europe orientale, bientôt figée sous le contrôle soviétique, les populations furent, elles aussi, très secouées et, par surcroît, une grande partie de l'équipement industriel fut déménagée vers l'URSS, au titre des réparations de guerre, alors qu'à l'Ouest, de telles réparations furent rares, si l'on excepte la Sarre, prise en gage par la France.

À ce refaçonnage partiel des frontières et au tourbillon général des populations, les puissances européennes concernées auraient volontiers adjoint un rétablissement de leurs empires coloniaux souvent distendus par la guerre, mais dès 1947-49, la vague mondiale, partie des Indes et d'Indonésie, balaya leurs colonies, malgré l'entêtement de quelques gouvernements : le belge et le français ne décrochèrent qu'en 1962 de "leur" Congo ou de "leur" Algérie, le Portugal clôturant cette retraite en 1974 seulement.

Populations, frontières, zones d'influence, empires : tous ces changements qui bouleversèrent le paysage et le rêve impérial de l'Europe s'accomplirent, pour l'essentiel, durant les années de reconstruction physique du capital fixe industriel, immobilier, urbain et territorial que la guerre avait ruiné. Mais elles ne furent pas perçues comme les premiers indices d'une réorganisation radicale. Du traité de Vienne (1815) à celui de Versailles (1920) l'Europe avait constaté que ses guerres conduisaient à de nouvelles donnees entre Etats. En outre, la guerre de 1914-18 lui avait fait découvrir que les combats des armées industrielles imposaient de longues et onéreuses reconstructions, tandis que leur durée et leur mortalité bouleversaient les esprits autant que les monnaies et les moeurs. On y vécut donc les années d'après 1945 comme un déjà vu, compliqué par la suprématie (supposée temporaire) de la Russie au communisme étrange et des Etats-Unis une nouvelle fois débarqués de ce côté-ci de l'Atlantique. Quant aux turbulences des empires coloniaux, elles ne

retinrent pas l'attention de gouvernants et de peuples encore myopes et distraits, à de rares exceptions près.

Cette illusion d'optique - qui se dissipera peu à peu, au cours des décennies suivantes - empêcha les peuples et beaucoup de gouvernants d'entrevoir la portée de quelques novations pourtant majeures. Que le plan Marshall soit la générosité d'un Etat réamorçant une clientèle européenne qui stimulerait le chiffre d'affaires de ses marchands fut vite évident. Que la crainte de "perdre l'Europe" - alors que les Etats-Unis étaient en train de "perdre la Chine" au bénéfice du "communisme international" - ait été une motivation majeure de leurs états-majors politiques et militaires fut tout aussi évident. Et que, dans les pays où la propagande communiste demeurait vivace, on ait compris que le plan Marshall portait en germe une soumission durable de l'Europe à la tutelle américaine, devint évident, bien au delà de l'opinion influencée par cette propagande. Mais certaines autres potentialités ouvertes par l'aide Marshall demeurèrent souvent inaperçues.

Cette aide transféra chaque année, de 1948 à 1951, environ 1% du PIB américain (soit 19 milliards de \$ de l'époque par an) ¹ vers les seize pays européens qui purent les utiliser - principalement en achats aux Etats-Unis - en produits alimentaires de première nécessité, en pétrole et en équipements industriels, le tout selon le mécanisme déjà décrit (n°1). Une partie de l'aide, variable selon les Etats, fut également consacrée au redressement des finances publiques ou à la stabilisation des taux de change, ce dernier cas étant, notamment, celui de la Grande-Bretagne qui dut dévaluer massivement sa £ en 1948. Au total, les Etats reçurent l'équivalent de 2,5 % de leurs revenus nationaux cumulés de cette la période 1948-51 : de quoi augmenter d'environ un point leur taux d'investissement. Mais les fonds Marshall ne furent pas donnés aux entreprises importatrices des produits aidés, ils leur furent prêtés (en monnaie nationale) pour des durées et à des taux convenus avec l'OECE, si bien qu'ils furent remboursés aux organismes prêteurs, mis en place par les gouvernements bénéficiaires ² et prêtés derechef, toujours sous contrôle américain. Comme le souligne Duisenberg, pour chaque dollar d'aide Marshall, les Etats-Unis contrôlèrent deux dollars de ressources effectives. Ensuite, les circuits nés de l'aide Marshall se perdirent finalement dans le budget général des Etats ou, parfois, dans leurs banques publiques d'investissement. A juste titre, Duisenberg souligne que la principale innovation institutionnelle dûe au plan Marshall fut la création de l'Union Européenne de Paiements (évoquée au n°1), car, malgré son abolition formelle en 1958, cette novation fut prolongée par les divers *Systèmes Monétaires Européens* qui débouchèrent finalement sur la création de l'euro (voir annexe n°2).

¹ Soit un peu plus de 80 milliards de \$ actuels. Les données utilisées ici sont tirées d'une conférence de Duisenberg, alors président de la Banque des Réglements Internationaux (BRI ou, en anglais, BIS) à l'occasion du cinquantenaire du discours de Marshall à Yale (*BIS Review*, 54/1997).

² Organismes comme le FDES français (*Fonds de Développement Economique et Social*) ou, en Allemagne de l'ouest, la *Bank für Wiederaufbau* (Banque pour la Reconstruction).

Tandis que le plan Marshall suivait son cours, le plan proposé par Monnet en 1950 aboutit, l'année suivante à la formation d'une *Communauté Economique pour le Charbon et l'Acier* (CECA) qui assembla avec l'Allemagne ¹ et la France, le Benelux et l'Italie. Cette CECA coordonna les activités des industries minières et sidérurgiques de six des pays bénéficiaires de l'aide Marshall. La coopération des Krupp et des de Wendel avec leurs principaux homologues d'Europe occidentale (hormis la Grande-Bretagne) remplaça fort heureusement les ex-cartels nationaux de "marchands de canon" de sombre réputation et permit un développement rapide des industries de base - et même, dans le cas de l'Italie, l'expansion d'industries jusqu'alors peu développées qui allaient rapidement devenir des compétiteurs efficaces. Puis, en 1952, une *Agence Européenne de Productivité*, logée dans l'OECE et financée par les Etats-Unis organisa les voyages d'étude en Amérique de milliers de spécialistes et de centaines de fermiers, en provenance de quinze pays. L'avenir de ces deux institutions fut très contrasté. L'apostolat productiviste dura peu d'années, tandis que la CECA devint le prototype d'une *Communauté Economique Européenne* formalisée par le traité de Rome en 1957 et promise à un large avenir.

[4]. – Capitalisme d'État à l'ouest, socialisme d'État à l'est

[Retour à la table des matières](#)

Plan Marshall, plan Monnet, CECA : à l'arrière-plan de ces institutions et de leurs premières excroissances, on aperçoit une spécificité européenne qui fut un temps masquée par les traits communs à toutes les "économies de guerre", mais dont les Etats-Unis se défirent rapidement (sauf en matière nucléaire) pour rétablir en tous domaines la prééminence du mode de production capitaliste* dans sa version monopoliste*. C'est que le capitalisme d'Etat* qui avait plus ou moins survécu à la guerre de 1914-18 fut fortement relancé dès les années 1930 et plus encore durant la seconde guerre mondiale et ce en ses deux formes, d'ailleurs liées : comme mode de production* et comme articulation économique* (c'est-à-dire comme système de politique économique). Cette relance s'accéléra, après le conflit, par l'effet des nationalisations industrielles et bancaires qui furent fréquentes en Grande-Bretagne,

¹ C'est-à-dire la *République Fédérale d'Allemagne* (RFA) formée en 1949 par l'ensemble des trois "zones" occidentales d'occupation.

comme en France, en Italie, en Allemagne ou en Autriche, etc.¹, mais aussi par des créations nouvelles dans l'industrie (nucléaire, aéronautique, etc) et dans les services publics (en matière de santé, de sécurité sociale, de transports collectifs, d'habitat, etc). Pour coordonner et impulser ces ensembles souvent vastes, plusieurs gouvernements établirent des agences *ad hoc* - tel le *Commissariat Général du Plan* dont le premier dirigeant fut, en France, Jean Monnet. En Hollande, le *Central Plan Bureau* enrichi par la très longue expérience du *Waterstaat*², fut, avec Tinbergen, le terreau de *Comptabilités économiques nationales* semblables à celles que l'Angleterre mit au point (Stone et Mead), tout comme la France (Gruson) et à celles que réalisèrent aux Etats-Unis des émigrés russes (Kuznets, Léontieff), ex-employés du *Gosplan* soviétique des premières années 1920. Les économies ouest-européennes arrosées par l'aide Marshall, mais surtout fécondées par le mariage d'un capitalisme privé en pleine reconstruction et d'un capitalisme d'Etat, alors florissant, se révélèrent perméables aux politiques économiques d'inspiration keynésienne et aux politiques sociales concrétisant les perspectives généreuses du Plan Beveridge, même si les gouvernements, souvent garnis de politiciens "d'avant-guerre", demeuraient encore ignorants de ces novations théoriques. Ainsi, au moment même où la chaîne américaine commençait à prendre forme, un clivage politique s'esquissait entre l'Europe et les Etats-Unis, en matière économique et sociale.

Par contre, la rude mise en place de la chaîne soviétique eut pour premier effet d'assujettir les Etats d'Europe orientale à d'étroits contrôles. Victorieuse et dotée d'une puissante industrie lourde, tournée principalement vers des fins militaires, l'URSS tarda pourtant à se remettre de la guerre. Son territoire européen avait été ravagé, son immense armée laissa maints contingents dans les "zones" que Yalta lui avait reconnues, la démobilisation du reste et surtout celle des prisonniers de guerre rescapés des camps allemands s'opéra sous un filtrage policier qui en conduisit une fraction substantielle vers les camps du Goulag, cependant que les peuples, caucasiens ou autres, que les vigilances stalinienne avaient expulsés vers l'Asie y furent maintenus et que de vastes contingents russes ou d'autres nationalités furent transférés vers l'ouest biélorusse, polonais, balte et allemand.³ Qui plus est, l'URSS aux structures économiques et politiques encore mal stabilisées avant l'agression allemande de 1941, subit ensuite d'énormes chambardements dûs à ses défaites initiales et à ses priorités politico-militaires d'après la victoire de Stalingrad (1943), si bien que la "reconstruction" de l'Europe orientale fut enveloppée dans celle de son nouveau tuteur, sans bénéficier, comme celle de l'Ouest, d'une quelconque aide américaine ou autre.⁴ C'est dans cette perspective que s'inscrivirent les démontages d'usines - déjà notés - ainsi que les créations de firmes soviéto-hongroises (et autres)

¹ Notamment dans les usines de ces deux derniers pays absorbées par les *Hermann Goering Werke*..

² Administration des travaux hydrauliques (digues, drainages, assèchement, etc) plus importante encore que l'Administration des Ponts et Chaussées, tôt développée par la France.

³ Notamment à la suite de l'annexion d'une large partie de la Prusse orientale.

⁴ Après la cessation du prêt-bail américain qui avait aidé à équiper les armées soviétiques et après le rejet du projet d'aide Marshall.

imposées aux pays soumis au contrôle russe, pour exploiter les ressources minières et industrielles déclarées prioritaires pour la reconstruction de l'économie socialiste, localement et, surtout, en URSS même. Cette forme de "coopération" s'étendit à mesure que les partis traditionnels reconstitués furent évincés des gouvernements nationaux, en Europe de l'Est, mais elle ne persista pas très longtemps. Elle disparut de la Yougoslavie dès 1948, quand ce pays s'émancipa de la tutelle russe, puis fut remplacée par les formes plus variées que la création du *Comecon* (1949) permit de mettre en place.¹

Peu à peu, la coordination des planifications nationales et la coopération internationale que le *Comecon* organisa, produisirent quelques résultats positifs, mais dans les limites propres au "modèle soviétique"². Les assouplissements qui suivirent la mort de Staline (1953) et, plus encore, la crise polonaise et la révolte hongroise de 1956 eurent quelques résultats positifs, au point que les performances de ces deux pays, comme celles de l'Allemagne de l'est et de la Tchécoslovaquie dépassèrent les progrès de l'URSS, nonobstant les priorités qui favorisaient ces derniers. Mais cet effet ne gagna guère les républiques balkaniques et il fut continuellement surclassé par les performances économiques de l'Europe occidentale.

À l'est comme à l'ouest, les années de "reconstruction" ne reconstruisirent pas les sociétés et les Etats d'avant-guerre. Par delà les effets dûs aux redécoupages territoriaux et aux transferts de populations, des novations économiques majeures s'inscrivirent dans les structures économiques (poussées variées du capitalisme d'Etat* à l'ouest et imposition uniformisante d'un socialisme étatique* à l'est), s'esquissèrent dans les structures politiques* (surtout à l'ouest) et bouleversèrent les structures idéologiques* (principalement à l'est, mais d'une façon que l'avenir révélera précaire).

¹ Dans un climat politique marqué par les procès des "nationalistes" et des "titistes" qui servirent notamment à discipliner les leaders communistes et autres qui gênaient les autorités soviétiques.

² Priorité aux industries d'équipement, négligence des services autres qu'administratifs, ampleur des budgets militaires, règlement bilatéral des échanges internationaux, ultérieurement complété par un clearing inter-étatique à taux rigides, etc.

[5]. – La vogue des “communautés” à l’ouest

[Retour à la table des matières](#)

Peu après la CECA (n°3), deux nouvelles entités coopératives furent établies en Europe occidentale. La première fut le *Centre Européen pour la Recherche Nucléaire* (CERN) qui associa un nombre croissant d'Etats, y compris la Grande-Bretagne et la Suisse et qui reçut, en outre, des scientifiques américains et d'autres régions extra-européennes, quand sa notoriété fut bien établie. En effet, le CERN de dota d'un énorme accélérateur de particules, vaste anneau de près de 9 km de diamètre, enterré sous les territoires suisse et français, qui servit de laboratoire de recherche en physique fondamentale. Son activité s'est poursuivie sans discontinuer, au prix de modernisations parfois plus onéreuses que l'installation initiale, le partage de ces coûts exorbitants étant la motivation principale des Etats associés.

L'autre entité, couramment dénommée EURATOM, était officiellement désignée comme *Communauté Européenne de l'Energie Atomique*. Elle vit le jour en 1957, après avoir surmonté une difficulté de principe : la France souhaitait poursuivre ses recherches militaires - qui allaient aboutir, à l'explosion d'une première bombe nucléaire, trois ans plus tard, alors que ses cinq partenaires (les mêmes que dans la CECA) voulaient s'en tenir aux utilisations civiles de l'énergie nucléaire. La France eût gain de cause, malgré les réticences américaine et anglaise. La Grande-Bretagne - dont la 1ère bombe A, construite avec l'aide des Etats-Unis avait explosé dès 1952 - excipa de ce choix, comme de la modeste dose de supranationalité dont allait jouir EURATOM, pour s'abstenir d'y participer, si bien que la route fût libre, au cours de cette même année 1957, quand fut signé le traité de Rome, fondateur de la Communauté Economique Européenne (CEE) pour fusionner dans celle-ci la CECA et EURATOM.

La CEE qui rafla ainsi les mises communautaires de l'Europe des Six naquit du traité signé en 1957, après quatre ans d'études de négociations, mais qui n'entra en application qu'à compter du 1er janvier 1958, pour établir, en trois étapes tri-annuelles, un "marché commun" aux six pays fondateurs. Au terme de la troisième étape, en décembre 1969, ce marché à peu près commun exista effectivement, sous la forme d'une union douanière intégrale, cernée vis-à-vis du reste du monde par un tarif extérieur commun, assorti de directives communautaires débordant de beaucoup la simple unification douanière. Mais, pour en arriver là, il fallut inventer la PAC et contenir l'AELE.

La PAC, c'est-à-dire la Politique Agricole Commune - dont la trajectoire est décrite par l'annexe n°1 - naquit sous une forte pression de la France et de l'Allemagne. Elle garantit la plupart des revenus paysans et ralentit de ce fait l'exode rural, tout en stimulant l'agriculture, l'élevage et la pêche. En une dizaine d'années, l'Europe se dispensa de presque toutes les importations américaines, argentines et autres et devint, à son tour, un exportateur de premier plan, notamment pour les céréales. Il fallut encore attendre plus d'une décennie avant que le revers de cette politique onéreuse et défavorable aux pays sous-développés devint visible, mais, dans l'intervalle, elle créa une assez grande solidarité des classes paysannes de l'Europe, aida quelques gouvernements à stabiliser leurs majorités et contribua nettement à la popularité de la CEE.

Chemin faisant, elle aida également à assourdir les sirènes de l'AELE. *Cette Association Euripéenne de Libre Echange*, fut fondée en 1960 par des pays non membres de la CEE, afin de contrebalancer l'influence de celle-ci. Elle rassembla autour de la Grande-Bretagne les pays scandinaves, la Suisse, l'Autriche et le Portugal. Sans aller jusqu'à former une union douanière, elle favorisa effectivement le libre-échange entre ses adhérents, mais elle s'abstint soigneusement de toute politique commune, applicable par une bureaucratie *ad hoc*. Cette allergie au "supranational" convenait parfaitement à la Grande-Bretagne qui avait en outre des raisons de se méfier d'une CEE étrangère à ses traditions insulaires, réticente à certains au moins des souhaits américains - alors que l'Angleterre s'accrochait fidèlement à ses "liens spéciaux" avec les Etats-Unis - et hostile à tout ce qui survivait des "préférences impériales" que la Grande-Bretagne maintenait ou ravivait même avec certains de ses ex-dominions, comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou l'Union Sud-Africaine. Pourtant, il ne fallut pas trois ans pour que le pragmatisme anglais l'emporte sur ces motivations durables, puisque la CEE était manifestement en train de réussir. Mais la tentative du gouvernement Heath de rejoindre cette Communauté fut bloquée par un refus formel de la France qui irrita les pays du Benelux.

C'était en 1963, un an après la fin de la guerre d'Algérie et de Gaulle, revenu au pouvoir depuis plus de cinq ans pouvait enfin déployer ses ambitions. Cette année-là, il força l'accouchement de la PAC ¹, signa avec l'Allemagne un traité de l'Elysée sur lequel on reviendra (n° 15), mais attendit encore trois ans avant de retirer les troupes françaises de l'organisation militaire de l'OTAN (n°7).

La mise en place de la PAC renforça les outils financiers de la CEE. Déjà, en 1958, une *Banque Européenne d'Investissement* (BEI) avait été créée pour adjoindre aux ressources propres à la CEE des capitaux empruntés sur le marché, afin de financer des opérations pluriannuelles jugées majeures, mais cette institution mettra quelques années à se rôder (n° 16). Par contre, le *Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole* (FEOGA) créé en 1962 pour la mise en oeuvre de la PAC ne tarda

¹ Voir annexe n°1 sur l'épisode de "la chaise vide".

pas à prendre de l'ampleur. Les montants compensatoires bientôt créés pour mettre les prix garantis par la PAC à l'abri des fluctuations monétaires alourdirent plus encore la gestion financière de la CEE, mais c'est seulement au cours des années 1970 que cette gestion fut rendue délicate par la réforme du FMI, les hausses de prix pétroliers et la surproduction agricole européenne ¹. Les années 1960 furent finalement un premier âge d'or pour la CEE : ses institutions apprirent à fonctionner sans trop d'à-coups, ses finances furent suffisantes, mais demeurèrent très modestes (moins de 1% du PIB des Etats membres), son environnement économique fut dynamisé par des investissements soutenus, y compris ceux de firmes extra-communautaires qui vinrent s'installer dans la CEE pour jouir des avantages de ce vaste marché commun et dynamisé plus encore par des budgets étatiques porteurs d'investissements et de services publics en expansion. Ainsi, par exemple majeur, les années 1960 sont celles où les pays européens rattrapèrent leur retard en matière d'habitat et déployèrent leurs appareils scolaires pour faire face aux générations du *baby boom* qui déferlèrent dans les divers niveaux de scolarité - et même dans les manifestations de rue, à l'instar du Mai 1968 français ou des mouvements brigadistes d'Allemagne occidentale et d'Italie. La CEE connut ainsi une première décennie euphorique.

La situation de l'AELE fut moins favorable, même si ses adhérents bénéficièrent le plus souvent d'une bonne conjoncture économique. Les difficultés vinrent principalement de l'Angleterre, lorsqu'elle tenta d'entrer dans la CEE et, plus encore, lorsque la fragilité de sa balance des paiements l'obligea, en 1964, à protéger sa £ par une surtaxe sur ses importations. En 1973, Pompidou, successeur de de Gaulle, se rallia, au bénéfice d'un référendum, à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE, ratifiant de la sorte un élargissement préparé depuis quelques années déjà : le Danemark et l'Irlande furent de la même promotion ². Le sophisme à la mode assurait que l'entrée de l'Angleterre, mère de tous les Parlements, allait renforcer le caractère démocratique d'une CEE embourbée dans une technocratie bruxelloise riche de complexités et de roueries. En fait, bien des choses changèrent cette année-là, à commencer par le prix du pétrole qui fut quadruplé et sera derechef rehaussé, deux ans plus tard. Cette grave péripétie - inintelligible pour qui ignorerait le long écheveau des guerres israélo-arabes ³ - suscita une réaction américaine qui renforça l'OCDE, antenne exécutive de l'aide Marshall qui commençait à s'assoupir : une *Agence Internationale de l'Energie* (AIE) fut établie sous son égide pour contrebalancer l'*Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole* (OPEP). La France, très réservée devant ce projet, ne put cependant l'empêcher. Tout au plus obtint-elle des membres de la CEE, un vague soutien pour créer à Paris, de concert avec l'Egypte et d'autres Etats du Proche et Moyen-Orient, un Institut du Monde Arabe dont la réalisation requit d'ailleurs de longues années. En fait, la Grande-Bretagne sortit

¹ Voir annexes n°1 et n°2.

² La Norvège et la Suisse restèrent dans l'AELE où l'Islande les rejoignit en 1971, suivie par le Lichtenstein en 1991. Les trois autres membres fondateurs partirent vers la CEE en 1986 (Grèce) et en 1995 (Suède et Autriche).

³ Voir *Le Proche et Moyen-Orient*, www.macrosociologie.com.

grand vainqueur de cette péripétie majeure, car elle put, tout à la fois, s'insérer dans la CEE et ranimer son économie que les autres pays européens surclassaient de plus en plus. En effet, les nouveaux prix du pétrole permirent d'entreprendre la très onéreuse exploitation des gisements gaziers et pétroliers de la Mer du Nord, dont la Norvège tira également une rente substantielle. Ainsi, l'Angleterre devint, pour quelques décennies, une puissance pétrolière d'intérêt mondial, tandis que la CEE n'accroissait son rayonnement international qu'en syndiquant une large partie de l'aide souvent modeste qu'elle procurait à son Tiers-Monde. Depuis 1969, en effet, la CEE avait mis en place une formule d'aide qu'elle raffina par la convention de Lomé (1975) et dont elle étendit le bénéfice à 70 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ces pays ACP étaient, en leur presque totalité, d'anciennes colonies de l'un ou l'autre des Etats assemblés dans la CEE.

Outre cette affirmation mondiale (plutôt mineure), la Communauté, passée de Six à Neuf membres en 1973, s'élargit plus encore, en incluant trois pays qui se libérèrent vers 1974 de leurs gouvernements non ou peu démocratiques. La Grèce, débarrassée des colonels, fut admise en 1981, suivie par l'Espagne et le Portugal en 1986, deux pays où, de façon d'ailleurs très contrastée, la dictature de Franco et les restes du salazarisme avaient été déblayés. Ainsi, la Communauté *Economique* Européenne sembla prendre l'allure d'une communauté *politique*, mais ce n'était là qu'une apparence, car aucun bâti de pouvoirs nouveaux ne vint enrichir une Communauté cantonnée dans la gestion coopérative de la zone de libre-échange qu'elle était substantiellement. Qui plus est, la transformation de l'Europe des Six en Europe des Douze alourdit la gestion politique de cette zone, car le traité de Rome demeura, à quelques détails près sa loi fondamentale. L'Acte Unique, ainsi dénommé, en 1986, pour désigner un nouveau traité qui visait à déblayer un grand nombre d'obstacles non-douaniers qui gênaient encore la libre circulation des marchandises et des capitaux ne toucha ni aux fiscalités, ni aux normes bancaires et financières et resta sans portée pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs.¹

Du désordre économique peu à peu croissant qui s'établit vers le milieu des années 1970 et se traduisit par un élargissement du chômage, jusqu'aux novations politiques majeures que déclencha l'effondrement du "camp socialiste" à la fin des années 1980, l'Europe de l'ouest - pour l'essentiel assemblée dans la CEE - continua de vivre sur la lancée idéologique que plusieurs décennies de croissance forte et de *Welfare State* lui avaient imprimée. C'était une Europe riche et heureuse d'où les révoltes juvéniles qui fermentaient depuis plus d'une décennie avaient chassé les relents des années de guerre, sinon déjà tous ceux des "épépées" coloniales. Une Europe, aussi, dont la joie de vivre était valorisée par toutes ses comparaisons avec l'Europe de l'est.

¹ Surtout des plus qualifiés, tant les professions-à-statut, les conventions collectives et les règlements universitaires portant sur l'équivalence des titres et diplômes résistèrent pesamment aux velléités uniformisatrices de l'espace européen. La CEE à 12 resta une communauté réduite aux acquis de la CEE à Six.

[6]. – Les bénéfices du communisme

[Retour à la table des matières](#)

A partir de 1945 et parfois même plus tôt, la population de l'Europe occidentale bénéficia d'un puissant *baby boom* qui se prolongea jusqu'au milieu des années 1970. Les reflux imposés par les traités de paix et les rapatriements de coloniaux s'adjoignirent au croît naturel, après quoi l'appel aux immigrés - du Maghreb pour la France, de Yougoslavie et de Turquie pour l'Allemagne, d'Italie pour plusieurs pays, etc. - renforça ce mouvement, dès que la forte croissance économique eût résorbé le plus gros du chômage. Puis, peu à peu, la tendance s'inversa. A l'approche de la fin du siècle, plusieurs pays dont l'Allemagne, auraient enregistré un net recul de leur population, n'était l'immigration qui demeura forte, malgré un marché du travail plus atone. Ailleurs, comme en France, une croissance démographique très ralentie fut encore enregistrée, alors que l'immigration demeurait pressante. De son côté, l'Italie, foyer d'une très forte émigration jusqu'au milieu du 20^e siècle, devint à son tour la destination de forts courants d'immigration où les retours au pays ne tenaient qu'une place mineure. Et ainsi de suite : malgré de nettes variantes, on put enregistrer, pays par pays, un contraste marqué entre l'élan d'après-guerre et l'atonie démographique des dernières décennies du siècle.

Comme un contraste semblable se manifesta du côté de la croissance économique, on pourrait être tenté d'établir une corrélation simple entre l'élan ou le freinage démographique et l'expansion ou le ralentissement de la production. Sans douter de cette corrélation, on doit cependant en refuser la simplicité car d'autres facteurs, parfois prépondérants, sont intervenus en la matière.

	POPULATION EN MILLIONS <i>Source : INSEE</i>		
	1950	1975	1990
Allemagne Fédérale	50,5	61,8	63,2
Royaume Uni	50,5	56,2	57,6
Italie	47,1	55,4	56,7
France	41,8	52,7	56,7
Espagne	27,9	35,4	38,9
	PIB PAR TÊTE EN % DE CELUI DES ETATS-UNIS <i>Source : PWT 6.1</i>		
Allemagne Fédérale	n.a.	74	74
Royaume Uni	70	70	69
Italie	38	67	73
France	50	78	76
Espagne	27	60	54

L'unification de son marché commun fit de la CEE un espace propice aux investissements venus d'ailleurs. Ainsi vit-on l'industrie automobile japonaise s'installer en Belgique, tandis que l'américaine, un temps tentée par l'Angleterre, choisit surtout l'Allemagne et que les usines d'origine européenne s'étalèrent dans tout le marché commun, d'abord par des filiales de vente et d'après-vente, puis par des chaînes de production. D'autres pays et d'autres industries se mêlèrent à ce mouvement, en une progression d'abord prudente et lente, mais qui finit par se généraliser. L'un des effets les plus frappants put s'observer dans les pays les moins développés de la CEE, tels l'Irlande et les trois tard venus méditerranéens. Là, par une évolution qui s'amplifiera au cours des années 1990 et 2000, mais qui s'amorça dès avant, l'accès au marché commun - assorti d'aides structurelles financées par la CEE - se révéla comme un puissant réducteur du sous-développement, en projetant la Grèce, le Portugal et les autres sur une trajectoire qui les a de plus en plus rapprochés de la moyenne européenne.

Exception à noter : la banque internationale - américaine ou autre - se mêla peu à cette poussée générale. Elle accompagna bien les transactions commerciales

ordinaires, à l'instar des banques japonaises souvent tournées vers l'information des firmes nippones sur les opportunités marchandes ouvertes en Europe, ou des banques américaines qui accompagnèrent les groupes pétroliers et industriels venus s'implanter en Europe. Mais la conquête de nouveaux marchés monétaires et financiers ne les attira pas encore dans la CEE, alors que toutes les grandes banques, y compris les européennes, se jetèrent dès 1974 vers le Proche et Moyen-Orient désormais riche de *pétrodollars* et vers les *petits tigres* qui commençaient à montrer les dents, de Hong-Kong à Singapour. Les cartels bancaires européens, maîtres chacun de l'un des principaux marchés nationaux expliquent ce décalage qui se résorba peu à peu à partir de 1985-90, quand la concurrence bancaire commença d'être promue par la CEE, cependant que les fusions/acquisitions d'entreprises européennes amorcèrent leur essor : on en compta quelques dizaines en 1985, mais déjà plus de 220 en 1990. ¹

Depuis 1973-75, la vulgate économique-politique répandue en Europe impute aux hausses de prix pétroliers de ces années-là - lesquelles furent rapidement rabotées par l'inflation...- la nette baisse des taux de croissance économique que l'on observa à partir de 1975 et qui dure encore aujourd'hui. Mais c'est confondre une grosse vague avec les mouvements profonds de l'écorce terrestre. En effet, par un mouvement amorcé bien avant 1975, mais dont les effets furent d'abord compensés par l'élan déjà pris et par le premier afflux de capitaux étrangers dans la CEE, la structure des formations économiques* européennes se transforma substantiellement. L'élan déjà pris se reconnaissait essentiellement à la poursuite des hausses de prestations sociales et des salaires privés et publics ², ainsi qu'à la poursuite, en divers domaines stratégiques, de puissants investissements publics (espace, aviation, autoroutes, voies ferrées, habitat, aménagement urbain, etc). Ainsi, le mode de production capitaliste d'Etat* demeura fort actif, sous les formes variables qu'il présentait en Europe occidentale et la stimulation de l'économie par des politiques économiques *ad hoc* ³, bien que ralentie par certaines des immixtions libre-échangistes de la CEE, demeura significative. L'exemple allemand illustre bien cette situation, pour qui sait décrypter le capitalisme "rhénan", ce mélange de *Soziale Marktwirtschaft* ⁴, de cogestion des firmes importantes, d'intrication des entreprises et des banques publiques ou privées, d'opérations pilotées ou soutenues par les *Länder*, etc. Les formations économiques* européennes continuaient de mêler ce mode de production à d'autres modes artisanaux, commerçants et paysans relevant de la petite production marchande et à un mode de production proprement capitaliste* qui grignotait cette petite production

¹ Source : BIPE.

² Le tout formant ce que Galbraith a fort bien analysé sous le nom de *built-in stabilizers*.

³ C'est-à-dire l'articulation économique capitaliste d'Etat*.

⁴ Économie sociale de marché, formule adoptée par la social-démocratie au congrès de Bad Godesberg (1959).

marchande ¹ et qui était le siège d'une nette concentration monopoliste*, mais qui n'avait pas encore déplacé le centre de gravité de l'ensemble. Autrement dit, le capitalisme privé n'avait pas encore reconquis, en Europe occidentale, tout le terrain perdu depuis les années 1930, sauf en Grande-Bretagne où le gouvernement Thatcher (1979-90) accentua, tambour battant, l'offensive déjà amorcée par ses prédécesseurs. La privatisation d'entreprises jadis nationalisées ou créées par voie étatique, le grignotage des services publics, la déprotection des classes moyennes et salariales et surtout le champ laissé libre, presque en tous domaines, à la concurrence et à l'initiative privée furent les instruments de cette politique que plusieurs pays commençaient d'imiter. Les performances médiocres d'après 1975 furent dûes à leur contagion.

Mais avant que ce repli stratégique ait produit le chômage abondant et la baisse des niveaux de vie populaires qui allaient s'accroître après la fin de la guerre froide, les classes populaires et moyennes de toute l'Europe occidentale jouirent pendant près de trois décennies d'un progrès social sans précédent. Des salaires assez régulièrement croissants ou correctement stabilisés durant les phases d'inflation aiguë ou de dépression, des prestations sociales progressivement ajustées pour répondre à presque tous les périls de l'existence, des conditions de vie et d'habitat améliorées pour la plupart des familles, des services publics largement déployés et souvent de bonne qualité, notamment dans un enseignement étendu à toute la jeune génération, des biens durables largement diffusés, y compris l'automobile, tout cela devint l'ordinaire de peuples qui ne prirent une pleine conscience de ces gains qu'à l'heure où ils furent mis en péril.

Sans paradoxe aucun, on peut affirmer que les populations d'Europe occidentale furent, alors, les bénéficiaires du communisme, c'est-à-dire les bénéficiaires de politiques assises sur un capitalisme corrigé par des Etats, orientées vers des finalités sociales dignes de Beveridge et de Keynes, sinon de Marx, lesdites politiques étant rendues possibles par les craintes de bourgeoisies - assouplies par la menace "interne" qu'exerçaient les fortes minorités communistes de plusieurs pays dont l'Italie et la France, et un syndicalisme longtemps puissant presque en tous pays et assouplies plus encore par la menace "externe" d'un communisme soviétique dont il fallait surclasser les modestes performances en Europe orientale, tout en se dotant des moyens de contrebalancer sa puissance militaire. Ce dernier levier importait, d'ailleurs plus que tout autre pour la politique européenne des Etats-Unis.

¹ Plusieurs dispositifs protègent ce vaste secteur (lois restreignant le grand commerce, statuts des professions libérales). La plus onéreuse de ces projections est la PAC (voir annexe n°1) qui subventionne abondamment la plupart des classes rurales.

[7]. – L'OTAN s'installe

[Retour à la table des matières](#)

Le traité de Dunkerque (1947) ne fût jamais qu'un *in memoriam* par lequel la Grande-Bretagne et la France nouaient derechef leur alliance militaire contre un éventuel réveil agressif de l'Allemagne, là même où, sept ans plus tôt....En 1948, un traité de Bruxelles étendit l'alliance "dunkerquoise" aux pays du Benelux et forma une *Union de l'Europe Occidentale* (UEO) pour organiser l'assistance militaire et économique contre le même adversaire potentiel. Mais cette première UEO se dilua dès 1950 dans l'OTAN où l'Allemagne la rejoignit bientôt...Qui plus est, les tendances neutralistes éveillées en Europe occidentale par les prémices de la guerre froide se concrétisèrent par un Traité de Londres (1949) qui fonda le *Conseil de l'Europe*, assemblée où les représentants de dix pays - dont la Suisse, toujours neutre - allaient désormais se réunir périodiquement à l'enseigne des Droits de l'Homme et de la coopération culturelle.¹ Ledit Conseil élaborait, en somme, le guide des bonnes manières européennes, mais il fallut attendre le traité d'Helsinki (1975) pour qu'il devienne en outre l'antichambre des nouveaux candidats aux coopératives européennes.

C'est en 1949-50 que virent le jour les institutions à qui reviendraient les rôles principaux en Europe : la CECA et sa descendance économique déjà explorée (n°5) et l'OTAN qui allait proliférer de façon ambiguë et parfois surnoise. Aiguillonné par le blocus que les Soviétiques imposèrent à Berlin-Ouest, de juin 1948 à mai 1949, le Pacte Atlantique, conclu pour vingt ans en 1949, se traduisit à partir de 1950 par l'installation, en Europe occidentale, de tout un réseau de bases terrestres, navales et aériennes, assorti de télécommunications et d'oléoducs et chapeauté par de multiples états-majors dûment hiérarchisés. Une conférence tenue à Ottawa en 1951 essaya d'accoupler l'OTAN à l'OECE, ex-agent du Plan Marshall (n°3) : ainsi, en 1952, il fut envisagé de créer une *Mutual Security Agency* (MSA) pour concrétiser cet jonction. Mais beaucoup d'Etats jugèrent que cette entreprise de double muselage de l'Europe était trop ambitieuse. La priorité américaine étant désormais militaire, les amarres économiques furent larguées. On enrichit l'OTAN de la Grèce où la guerrilla communiste avait été vaincue et où le pouvoir civil de l'armée allait bientôt s'accroître, puis pour faire bonne mesure, de la Turquie, afin d'apaiser de force le

¹ Une Banque de Développement du Conseil de l'Europe fut créée par la même occasion, mais elle ne prit jamais un réel essor.

conflit gréco-turc qui ne cessait de rebondir depuis 1920. De la sorte, la plateforme anatolienne donna aux aéroports et aux radars "otaniens" toutes les commodités souhaitées par le Pentagone.

Cependant, la grande question fut l'entrée de l'Allemagne dans l'OTAN, vivement souhaitée par les Etats-Unis, mais bloquée par les souvenirs tout frais de la guerre et par les pactes évoqués ci-avant. Depuis 1949, les zones d'occupation en Allemagne occidentale avaient été fondues en une trizone qu'une nouvelle constitution dota d'un gouvernement national - encore sous tutelle - mais à qui ne manquait plus que la souveraineté militaire. Sitôt après l'échec de la MSA, une tentative plus subtile fut esquissée par plusieurs gouvernements d'Europe occidentale.¹ Il s'agissait d'intégrer l'armée allemande dans une *Communauté Européenne de Défense* (CED), elle-même logée (ou fondue) dans l'OTAN, projet longuement débattu en France où il se heurta aux refus conjoints des partis d'opposition (gaullistes et communistes) et d'un courant neutraliste ou pacifiste qui corrodait la majorité, non sans interférences majeures de politique coloniale.² En août 1954, l'Assemblée Nationale française rejeta la CED, si bien qu'en 1955, l'Europe occidentale, y compris la France dotée d'un nouveau gouvernement, rendit vie à l'UEO pour y inclure l'Allemagne et lui donner un semblant de substance propre, en y créant un Comité permanent, chargé d'assurer la production en commun et la standardisation de diverses catégories d'armements pour les sept pays de l'UEOO.³ Tout le monde, Allemagne comprise, se retrouva dans l'OTAN, tandis que le 2^e avatar de l'UEO n'eut pas plus de poids réel que le premier. D'autant que la Grande-Bretagne et la France, bientôt engagées dans une expédition conjointe⁴ pour "libérer" le canal de Suez que le gouvernement Nasser venait de nationaliser, durent replier bagage vers la base "anglo-otanienne" de Chypre, sous la double pression des Etats-Unis et de l'URSS, sans que l'OTAN ainsi divisée ait l'occasion de piper mot. Bref, la question allemande fut ainsi résolue, pour ce qui concerne l'OTAN et les Etats-Unis.

Quand de Gaulle prit le pouvoir en mai 1958, une question française se posa d'emblée. Dès l'automne de cette année-là, son gouvernement, pourtant engoncé dans une réforme constitutionnelle et une guerre d'Algérie, tenta de faire réaménager l'OTAN sous un directoire où la France rejoindrait l'Angleterre et les Etats-Unis, mais cette velléité fut vite bloquée par les deux alliés anglo-saxons. La tension devint plus vive, à propos de l'armement nucléaire. La première bombe américaine avait écrasé Hiroshima en 1945, la première anglaise (aidée par les Etats-Unis) explosa en 1952, trois ans après le premier essai soviétique. En France où les travaux étaient bien avancés, pratiquement sans aide extérieure, de Gaulle poussa les feux, si bien que la

¹ Généralement centristes, c'est-à-dire de tendance chrétienne-démocrate ou social-démocrate.

² La défaite de Dien-Bien-Phu est de mars 1954. Les accords de Genève grâce auxquels le gouvernement Mendès-France mit fin à la guerre franco-vietnamienne furent signés à Genève en juillet 1954.

³ Les six fondateurs de la CEE plus la Grande-Bretagne.

⁴ Renforcée par une offensive militaire d'Israël contre l'Egypte.

première bombe française explosa dans le désert algérien en 1960 ; Déjà, depuis mars 1959, la France avait interdit le stationnement d'armes nucléaires étrangères sur son territoire ¹, récupéré l'entier contrôle de ses moyens de défense aérienne, soumis les vols alliés à une autorisation à renouveler annuellement et dégagé sa flotte méditerranéenne du commandement OTAN de cette zone. Tous gestes qui manifestaient le refus de décisions militaires prises sans l'accord préalable du gouvernement français et qui préparaient l'autonomie plus complète que l'équipement français en armes nucléaires allait favoriser. Ces réticences manifestes furent enrobées dans un chaleureux soutien aux Etats-Unis quand éclatèrent, en 1961, l'émotion provoquée par la construction du mur de Berlin et, en 1962, la crise dite "des fusées cubaines".

Bientôt, d'ailleurs, la France ayant enfin accepté l'indépendance algérienne et ayant surmonté les derniers spasmes de l'OAS (1962), de Gaulle se trouva plus libre de ses mouvements sur la scène internationale. Dès 1963, le traité dit "de l'Elysée" manifesta une claire volonté franco-allemande d'enterrer une hache de guerre qui avait tant servi et organisa une coopération des deux pays, concrétisée par une série de conférences à l'échelon ministériel, de fréquence au moins bisannuelle laquelle fit du couple franco-allemand le moteur principal de la CEE. Malgré d'occasionnelles péripéries, le pacte des deux Etats tint bon jusqu'à la fin du 20^e siècle et se prolonge aujourd'hui encore (n°15).

Toutefois le climat militaire de l'OTAN, alourdi depuis 1962, par l'offre américaine de "mutualiser" les capacités nucléaires disponibles (ce qui aurait englobé le nucléaire français) ne s'allégea pas quand cette offre fut retirée, car l'adoption par les Etats-Unis d'une nouvelle doctrine d'emploi, celle de la "riposte graduée" aux éventuelles agressions soviétiques, fit craindre à plusieurs pays européens que l'Amérique abandonnait ainsi la protection automatique et générale qu'ils croyaient garantie par le traité fondateur de l'OTAN. Alors s'ouvrit une période de débats théoriques sur la bonne doctrine nucléaire dont les résultats emplissent des mètres de rayonnages dans les bibliothèques. Pour sa part, la France afficha une "stratégie du faible contre le fort" qu'elle déclara applicable "tous azimuts". ² En clair, la menace adressée à tout agresseur éventuel était de lui infliger, quoi qu'il arrive, de substantiels dégâts. La mise en chantier de sous-marins à propulsion nucléaire et de fusées bien protégées donna - peu à peu - du corps à cette menace, d'autant que la France refusa de laisser englober son armement nucléaire dans les limitations, bientôt discutées entre Américains et Russes, puisqu'aussi bien elle n'y fut pas associée.

¹ Les autres pays de l'OTAN ne firent pas de même, si bien que le territoire allemand, sis aux premières lignes de la guerre froide devint vite le plus dense en armes nucléaires.

² Ce qui pouvait signifier qu'à l'extrême, la faible France n'hésiterait pas à nucléariser quelque ville américaine, menace supposée suffisante pour dissuader la forte Amérique d'user de sa force contre la France.

En outre, de Gaulle usa de sa capacité diplomatique retrouvée, pour propager des idées peu agréables aux oreilles américaines, dans des territoires qu'ils considéraient comme leur chasse gardée. En 1964, il visita le Mexique, puis chacune des capitales de l'Amérique du sud ; en 1967, à Montreal, il fit entendre un "vive le Quebec libre !", entre temps, il dénonça, depuis Pnom-Penh, l'immixtion des Etats-Unis dans la seconde guerre du Vietnam Outre ces discours urticants, le gouvernement français était engagé, depuis quelques années déjà, dans une discussion interne à l'OTAN sur l'interopérabilité que celle-ci imposait aux forces militaires des alliés. Des procédures d'état-major aux normes de l'équipement et à l'organisation des armées, à toutes échelles, cette évolution gommait les chances d'emploi autonome des troupes affiliées à l'OTAN, rendait de plus en plus difficile l'emploi d'armes et d'engins de fabrication nationale et laissait au commandement américain le soin de distribuer, selon ses convenances propres, l'information obtenue par observation aérienne ou (de plus en plus) satellitaire. Qui plus est, les intrications terrestres des agences militaires de renseignement et de police et les implications, pour la politique interne de plusieurs pays, de leur anticomunisme de principe de leur anticomunisme de principe alourdissaient tous ces débats de méthode, non sans exploser parfois en scandales, bien ou mal étouffés. C'est dans ce contexte qu'intervint, en 1966, le retrait complet des forces françaises. Annoncé en mars, cet abandon se traduisit dès juillet par le départ de tous les officiers français inclus dans l'organisation militaire intégrée et aboutit, avant le 1er janvier 1967, au départ de tous les hommes et de tous les équipements propres à l'OTAN, installés sur le territoire français, y compris l'état-major central (Versailles et Paris-Dauphine) qui émigra vers Mons (Belgique).

L'éviction de l'OTAN émut certes les partenaires d'une France qui demeurait liée par le Pacte Atlantique et jurait que son retrait de l'organisation militaire intégrée n'avait d'autre but que de renforcer la défense collective en développant ses moyens propres et en essayant d'obliger les Etats-Unis à abandonner leur tutelle exclusive sur l'alliance, au bénéfice d'une coopération plus ouverte aux puissances européennes. Mais les tumultes français de mai 1968, les drames qui allaient suivre le "mai rampant" italien et les attaques de la *Rote Armée Fraktion* allemande, sans compter les espoirs, puis les désespérances du "printemps de Prague" et l'intervention des troupes "du pacte de Varsovie" qui y mit un terme en août 1968 rendirent bientôt inaudibles les débats intra-otaniens. D'autant qu'un an plus tard, Pompidou remplaça de Gaulle et s'empessa de renouveler pour vingt nouvelles années le traité fondateur de l'OTAN. D'ici 1989, on verrait bien...

Ce qu'on vit tout d'abord, c'est un apaisement des relations germano-russes. En effet, un traité signé en 1970 par la RFA et l'URSS reconnut pleinement l'existence de l'autre Etat allemand (la RDA) et permit l'entrée des deux Allemagnes à l'ONU. Puis, tandis qu'en arrière-plan les négociations sur la limitation des stocks d'armes nucléaires mûrissaient peu à peu, un débat pan-européen s'esquissa dès 1972, pour réduire les tensions entre l'Est et l'Ouest. Il aboutit au traité d'Helsinki (1975) qui offrit à l'URSS une satisfaction majeure : la sanctuarisation de toutes les frontières intra-européennes, par et pour l'ensemble des signataires, moyennant quoi des

"mesures de confiance et de sécurité" furent agréées pour surveiller les mouvements de troupe intra-européens. En prime, l'URSS prit de fervents engagements sur le respect des droits de l'homme, ce qui ne la souciait guère, compte tenu de la fermeté de son contrôle idéologico-politique. En quoi elle se trompait, comme il apparut assez vite (n°8).

Confiance et sécurité avaient fait l'objet de débats très détaillés, si bien que les mesures prévues par le traité d'Helsinki furent de bonne qualité. Sous l'égide d'une *Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe* (CSCE), réunion périodique de diplomates qui pouvaient, en outre, s'assembler sans délai si l'une des parties au traité craignait pour sa propre sécurité, des procédures d'information préalable furent établies pour annoncer tous les mouvements de troupes de quelque importance, des observateurs venus des pays frontaliers purent assister à toutes les grandes manoeuvres militaires, à quoi s'ajoutèrent ultérieurement des missions internationales de contrôle de la régularité des opérations électorales. Pour des raisons d'allure pragmatique, cette *Conférence* de diplomates (assistés d'experts divers) fut convertie en 1991 en une *Organisation* permanente, de sigle analogue (OSCE), mais de nature différente : une *Conférence* négocie, une *Organisation* est hiérarchisée. Ainsi l'OSCE devint un satellite de l'OTAN, soumis d'assez près à l'autorité américaine (n°7). En attendant, l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) connut en 1976 une sorte de troisième naissance - aussi proche de l'avortement que les deux précédentes ; Elle fut adornée d'un *Groupement Européen Indépendant de Programme* (GEIP), en principe chargée de définir les voies et moyens de l'armement européen dans l'OTAN.

Le traité d'Helsinki et la CSCE ne calmèrent pas toutes les appréhensions européennes, car l'offensive soviétique en Afghanistan, précédée par divers coups d'Etat locaux, conduisit de 1982 à 1989 à une lourde et vaine intervention armée. En 1983, Reagan répliqua à cette offensive par une *Initiative de Défense Stratégique* ¹, vaste programme d'armement dont le joyau devait être un "bouclier anti-missiles" protégeant les Etats-Unis et les alliés qui y coopéreraient. ² L'URSS épuisa son économie et celle de ses "alliés" d'Europe orientale, en essayant d'équilibrer cette nouvelle course aux armements dont l'un des aspects majeurs fût le déploiement, en Europe même, de nouvelles batteries de missiles nucléaires auxquelles l'OTAN répondit par un étalage analogue, nonobstant de vives réactions dans plusieurs pays otanisés, à commencer par l'Allemagne. Pour sa part, la France, alors dirigée par Mitterrand se rallia à cette décision de l'OTAN, sans y associer le territoire français, mais en encourageant l'Allemagne à l'accepter pleinement, ce qu'elle fit... Comme en outre, Mitterrand poursuivit le semi-rapprochement avec l'organisation militaire de l'OTAN que la France avait amorcé sous la présidence de Giscard d'Estaing (1974-

¹ Doublée, en Afghanistan même, par un soutien massif (via le Pakistan) à toutes les guérillas antisoviétiques, bouillon de culture où l'islamisme radical proliféra, pour la gloire ultérieure du séoudien Ben Laden.

² Aujourd'hui encore, ce "bouclier" demeure un rêve irréalisable. Au reste, Ben Laden et ses affidés ont démontré, en septembre 2001, que ce "bouclier", s'il existait un jour, ne servirait de rien...

81), on peut conclure que, durant les années où le "camp socialiste" s'effritait en Europe de l'est (voir n°8) la question française semblait plus qu'à demi résolue et que l'OTAN était solidement installée en Europe, par le nouveau bail conclu en 1989.

[8]. – L'effondrement du socialisme étatique

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on tient compte des situations déjà acquises, mais qui restaient à officialiser ou à clarifier (Finlande et Autriche d'un côté, Yougoslavie de l'autre), l'Ouest contenait, en 1950, 62 % de la population européenne totale. Au cours des quarante années suivantes, l'Est - non compris l'ensemble des pays et régions incorporés dans l'URSS - allait passer de 38 % à 42 % de ce total, sans annexion aucune, par l'effet des différentiels démographiques. En revanche, la croissance économique allait renforcer massivement le poids de l'Ouest, bien avant la débandade de l'Est européen au cours des années 1980.

L'effondrement du socialisme étatique devint d'abord sensible par ses répercussions en Europe occidentale, c'est-à-dire au bout de *la chaîne soviétique*. Les révélations scandaleuses du 20^e congrès du PC de l'URSS, bientôt suivies par l'écrasement de la révolte hongroise ravagèrent les PC de France, d'Italie et d'autres pays, même si le remplacement de la "fidélité inconditionnelle à l'URSS" par le polycentrisme que proclamait Togliatti ralentit leur déclin.

POPULATION EN MILLIONS			
	1950	1975	1990
Pologne	24,8	34,1	38,1
Yougoslavie	16,3	21,4	23,8
Roumanie	16,2	21,2	23,2
Allemagne de l'est	18,4	14,8	15,7
Tchécoslovaquie	12,4	14,8	15,7
Hongrie	9,3	10,5	10,4
PIB PAR TETE EN % DE CELUI DES ETATS-UNIS			
Pologne	- *	37	26
Yougoslavie	-	-	-
Roumanie	-	20	19
Allemagne de l'est	-	-	-
Tchécoslovaquie	-	-	53 ./ 49 **
Hongrie	-	38	36

Source s : IDB Summary Demographic Qata et Série PWT 6.1

(*) un tiret (-) signifie : données non disponibles (**) le 1er indice concerne la République tchèque, le second vaut pour la Slovaquie

Mais, tandis qu'il devint impossible de rassembler les dirigeants des PC européens, pour quelque "approbation unanime" que ce soit, les habitants de l'URSS vécurent avec espoir le "dégel" khrouchtévien ou le lancement du premier *sputnik*. Le répit fut toutefois de courte durée : les réformes brouillonnes de Khrouchtchev n'activèrent pas l'économie, la "mise en valeur des terres vierges" steppiques n'interrompit guère la stagnation des récoltes céréalières, la détente politique n'eut qu'un temps. Dès 1964, l'accession de Brejnev au pouvoir accéléra le retour aux méthodes du passé : non l'esclavage concentrationnaire*, mais un rude maintien de

l'ordre dans les entreprises comme dans les esprits. En 1968, le "printemps de Prague" ne survécut pas à cette "remise en ordre" et la débandade des partis communistes occidentaux s'accéléra d'autant. Seuls quelques pays d'Europe orientale tirèrent leur épingle du jeu, par des modernisations gagées sur des emprunts à l'ouest (Pologne), par de prudentes innovations commerciales (Hongrie) ou en acquérant, comme l'Allemagne de l'est, un rôle de sous-traitance de l'industrie ouest-allemande, à la faveur du traité germano-russe de 1970 ; à quoi l'on peut ajouter l'énorme recours de la Yougoslavie à l'émigration de main-d'oeuvre vers l'Allemagne fédérale. Toutefois, les intellectuels d'Europe orientale qui interprétèrent le traité d'Helsinki (1975) comme une promesse d' "épanouissement des droits de l'homme" (n° 7) durent vite déchanter : l' "ordre moral" continuait de régner, à Varsovie comme ailleurs.

La novation vint de Gdansk où une puissante grève paralysa les chantiers navals, jusqu'à ce qu'un accord soit signé avec le syndicat - indépendant du P.C. - qui s'était formé sous le nom de *Solidarnosc* et qui, de proche en proche, regroupa salariés et intellectuels, dans un pays où la paysannerie avait échappé à la collectivisation des terres et où le clergé catholique formait un appareil idéologique* très mal subordonné au pouvoir communiste. Une grève générale déclenchée par *Solidarnosc*, en 1980 ne put être réduite *manu militari*, comme celle de 1956. La loi martiale décrétée par le général Jaruzelski fut un pâle reflet des mouvements de troupes soviétiques de cette époque lointaine.

Ainsi débuta la décennie 1980 qui fut décisive. En novembre 1982, j'entendis Pierre Mauroy, retour des funérailles de Brejnev, annoncer que le véritable dirigeant nouveau qui allait réformer l'URSS, serait Gorbatchev, mais ce dernier dut encore, laisser passer deux gérontes avant d'accéder au secrétariat général du PC soviétique en 1985. Dans un pays obligé d'importer des millions de tonnes de céréales et où l'économie stagnait ou régressait, nonobstant sa production d'avions, de fusées et d'autres équipements militaires. Les ministères centraux et les vastes combinats ne répondaient plus guère aux injonctions et incitations du Gosplan et ne paraissaient - hormis quelques secteurs ultra-protégés - qu'au prix de transactions "commerciales" hors-plan, de ruses comptables et de sornoiseries statistiques. L'armée, riche de millions de recrues et servie par priorité peinait de plus en plus à soutenir la guerre d'Afghanistan que Brejnev avait déclenchée en 1979 et qu'elle poursuivrait vainement pendant sept ans encore. La démoralisation profonde du pays pouvait se mesurer à l'ampleur de l'alcoolisme qu'Andropov - l'un des deux prédécesseurs de Gorbatchev - avait prise comme cible principale, sans réduire en rien le déclin de l'espérance de vie des Russes. La dénatalité accentuait cette régression russe, tandis que le croît démographique des peuples "soviétiques" d'Asie centrale et du Caucase demeurait substantiel. Quand la centrale nucléaire de Tchernobyl (Biélorussie) explosa en 1986, ce fut comme un symbole de l'URSS tout entière : une technologie avancée, une organisation médiocre et une très mauvaise gestion. En fait, le mode de production étatique-socialiste* autour duquel l'URSS avait bâti son économie et la centralisation extrême du Parti-Etat* qui formait l'ossature politico-idéologique de la société tout

entière ¹ n'avaient jamais atteint un point d'équilibre fonctionnel assez stable pour garantir leur durée, si bien que la crise des années 1980 prit l'allure d'une déchirure irréparable, chaque accroc venant aggraver les failles et les ruptures qui se manifestaient ailleurs, dans le soubassement structurel de la société.

Pour réparer la société soviétique et en faire derechef un modèle acceptable pour les pays d'Europe orientale - acceptable, car il ne s'agissait plus de l'imposer comme au temps de Staline - Gorbatchev déclencha une révolution idéologique* dans les sommets de l'Etat et du Parti. Il tenta de rendre la société plus transparente, mais cette *glasnost* inhabituelle devint, après quelques hésitations initiales, un révélateur des vices profonds d'une société qui avait besoin, s'il en était temps encore, de réformes massives et radicales et non de bonnes paroles conduisant à de sages retouches successives. Si bien que la *perestroïka* escomptée par la nouvelle équipe dirigeante n'amorça point les restructurations escomptées, mais suscita, des pays baltes au Caucase, des revendications nationalistes, tandis que maints combinats industriels, à commencer par les mines du *Donbass*, faisaient entendre les revendications de la misère, à quoi beaucoup d'instances dirigeantes du parti répondirent, du centre aux régions les plus lointaines, par des raidissements de tradition stalinienne. En août 1991, l'agonie de l'URSS s'acheva par le putsch d'un quarteron d'*apparatchiks* civils et militaires qui sombra en trois jours. L'accouchement d'une autre Russie allait commencer au milieu d'une douzaine de nouvelles républiques émancipées du contrôle soviétique.

La fin fut plus rapide en Europe orientale, même si elle aboutit à des résultats tout aussi tâtonnants (n°10). Les vacances prises sur les côtes de la Mer Noire, par les touristes hongrois, russes et autres, au cours de l'été 1989, s'achevèrent par des caravanes de Lada qui transitèrent, via la Hongrie qui venait d'ouvrir sa frontière occidentale, jusqu'en Autriche et en République Fédérale Allemande (RFA). Les Allemands de l'est furent nombreux à hémorragie démographique. Certes, l'URSS avait encore la force d'empêcher ces exodes massifs, mais elle n'en avait plus la volonté. Andropov, prédécesseur de Gorbatchev et ancien ambassadeur s'engouffrer dans cette brèche, si bien que l'ouverture du mur bâti à Berlin, en 1961, ne fut, en octobre 1989, que l'établissement d'un raccourci pour un pays déjà soumis à une énorme de l'URSS dans la Hongrie de 1956, avait été rendu attentif au relatif succès des réformes hongroises. Gorbatchev, avait salué l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, par un " Plus jamais ça !" que ses amis tchèques rapportèrent lors de son accession au pouvoir. à Moscou. Ordonner de nouveaux massacres pour rétablir l'étanchéité des frontières de l'Europe orientale n'était plus possible, sans prendre le

¹ Les termes marqués d'un astérisque ont été détaillés dans *La Société* dont une version abrégée est accessible sur le présent site. Les six volumes de cet ouvrage, publiés de 1977 à 1983, ont analysé - entre autres types de sociétés - les structures économiques, politiques et idéologiques des formations étatiques-socialistes* et n'ont pas manqué de repérer, chemin faisant, les signes annonciateurs de la crise soviétique. *Le monde au 21^e siècle*, puis *L'avenir du socialisme* que j'ai publiés respectivement en 1991 et 1996 ont prolongé cette analyse jusqu'à son terme irréversible.

risque de révoltes multiples en URSS même. Si bien que, dès 1990-91, une autre Europe commença de se dessiner par la débandade du "camp socialiste", la réunification de l'Allemagne au sein de la RFA et l'éclatement de la Yougoslavie. La guerre froide s'achevait en Europe, là où elle s'était cristallisée en premier lieu, le système mondial, en son entier, allait bientôt s'en trouver transformé.

L'agonie du socialisme étatique ne concernait pas que le communisme. On a souvent résumé l'histoire du socialisme européen et même mondial, tout au long du 20^e siècle, comme l'affrontement de deux tendances principales : la révolutionnaire qui a trouvé dans le communisme son expression principale et la réformiste qui s'est manifestée sous les espèces du travaillisme, de la social-démocratie et de divers socialismes - à ne pas confondre avec le national-socialisme allemand. En 1989, en guise de bicentenaire de la Révolution Française, on aurait pu célébrer la victoire de la réforme sur la révolution, mais les célébrations furent rares et sans grand élan. C'est que les socialismes victorieux n'avaient aucune proposition à formuler pour la reconstruction des sociétés naguère soviétisées, ni même pour l'orientation d'une Europe débarrassée de la guerre froide. Avaient-ils perdu leur sève propre ou souffraient-ils d'une maladie nouvelle, vite dénommée "mondialisation du capitalisme" mais dont l'investigation clinique n'a guère progressé ? On y reviendra assurément. ¹

[9]. – L'Europe des États

[Retour à la table des matières](#)

La *Communauté Economique Européenne* (CEE) de 1990 contenait neuf Etats. Un an plus tard, elle accueillera trois nouveaux membres et sera rebaptisée *Union Européenne* (UE) laquelle s'étendra à 15 Etats-membres dès 1995, et ainsi de suite. Cet édifice diplomatico-juridique, dont le chantier entrait dans sa cinquième décennie était - et demeurera - un objet en devenir, sans programme préconçu. Théoriquement et pratiquement, la seule façon pertinente d'envisager cette CEE-UE, est de la considérer comme **une coopérative d'Etats**, par ailleurs engagés - tous ensemble ou non - dans d'autres coopératives et dans d'autres institutions interétatiques d'allure plus classique : de l'Union Postale ² à l'OTAN. Donc, une coopérative d'Etats,

¹ Voir *L'avenir du socialisme* par Robert Fossaert, ed Stock, 1976.

² Avec l'*Union Télégraphique Internationale*, l'*Union Postale* (Berne 1874) est le prototype des agences internationales qui se sont multipliées dans les systèmes mondiaux capitalistes.

entrecroisée de diverses façons avec ces Etats eux-mêmes, comme avec leurs agences interétatiques, leurs alliances diplomatico-militaires et leurs autres coopératives.

Dans ce fouillis complexe, la CEE-UE est un objet en devenir irrégulier, non scandé en phases bien distinctes, mais travaillé par des mouvements spasmodiques, d'avancée plus souvent que de recul ; et, plus encore, comme un objet en devenir infini, c'est-à-dire inachevé (en 1990 ou plus tard, comme on pourra en juger) et probablement inachevable, tant les germes de blocage, d'expansion et d'autres évolutions, nombreux en 1990, le demeurent aujourd'hui encore.

Dans cette perspective, il apparaît en premier lieu que les types d'Etat* se sont singulièrement rapprochés en Europe, notamment après 1974, quand la Grèce "des colonels", l'Espagne ex-franquiste et le Portugal post-salazariste entreprirent de rejoindre le lot commun et, de ce fait, se préparèrent à entrer dans la CEE. On doit souligner également qu'à l'exception de la Grèce où le coup d'Etat "des colonels", avait été soutenu, en 1967, par les Etats-Unis (et leur OTAN), l'Europe a pu traverser toute la guerre froide sans être secouée, comme l'Amérique latine, par de multiples coups d'Etat de ce type. Sans doute "vaccinée" par les fascismes et nazismes des années 1930 et 1940, l'Europe a su résister aux tentations politiques du pragmatisme américain.

La République bourgeoise* ¹ qui figure parmi les "bonnes manières" promues par le *Conseil de l'Europe* est une formation politique dans laquelle les classes dominantes, ancrées dans les monopoles* capitalistes publics ou privés, s'adossent à des classes marchandes, artisanales et paysannes qu'elles protègent partiellement, la PAC étant le chef-d'oeuvre de cette protection dans la CEE. Quant aux classes salariées, elles sont d'autant moins maltraitées que leur syndicalisme est puissant, que la conjoncture économique demeure favorable et que les avancées du *Welfare State* sont finançables. Toutes orientations qui sont coordonnées par un pouvoir exécutif fort, adossé à un appareil d'Etat bien contrôlé et à une majorité parlementaire stabilisée par une loi électorale convenable, ce qui n'exclut pas le débat politique - sauf dans le "domaine réservé" de facture gaulliste qui apparaît finalement comme une anomalie française. Par contre, l'immixtion du Parlement dans les "détails" du budget, de l'administration, de la police ou de la justice est partout entravée, hormis d'occasionnels scandales.

Ces normes communes aux Etats européens ont été transposées, vaille que vaille, à l'échelle de la CEE. Celle-ci est orientée par un *Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement* et, autant que de besoin, par des conseils rassemblant les ministres européens de telle ou telle spécialisation. Mais son gouvernement usuel est exercé par

¹ Pour mémoire, les astérisques renvoient aux analyses détaillées dans *La Société*, sur le présent site. La *République bourgeoise** en vigueur est de *type II*, c'est-à-dire soumise à une domination interventionniste-bourgeoise* à ne pas confondre avec la *République bourgeoise I ** où régnait une domination libérale-bourgeoise.

une *Commission Européenne* où siègent les délégués permanents des Etats et d'où proviennent des "directives" censées supérieures aux lois nationales. Le Parlement qui décore cette dualité a longtemps été formé de représentants des Parlements nationaux et n'a commencé d'être élu directement par les citoyens des Etats membres - mais selon des normes électorales diversement détaillées par ceux-ci - qu'à partir de 1979. Après quoi, il lui resta à conquérir l'autorité, ce qui tardera beaucoup dans une CEE sans vrai budget et sans appareil autre que ses bureaux centraux. Néanmoins les peuples encadrés par les diverses Républiques européennes ¹ ne sont pas écrasés par ces Etats aux exécutifs surpuissants et aux appareils enflés par la prolifération des services publics et du *Welfare State*. Dans des pays où l'Etat et ses démultiplications diverses prélèvent et redistribuent chaque année autour de 40 % du PIB - et parfois même 50 % ou plus - le Parlement ne légifère plus guère, mais dérive vers le contrôle, donnant d'autres prises à la société civile*. Celle-ci est également renforcée par la cohérence accrue des classes moyennes et paysannes, sans être affaiblie par la dispersion des partis et syndicats tournés principalement vers les classes salariées. Les appareils où s'assemblent les entreprises de toute sorte exercent un *lobbying* d'autant plus pressant que les monopoles* se multiplient. Les appareils d'Etat* sont pénétrés par une syndicalisation - ou par d'autres formes d'association - qui raréfient leur soumission docile et muette au pouvoir d'Etat. La CEE n'est pas la source première de cette dynamisation des sociétés civiles, mais elle l'accroît assurément en promouvant des institutions analogues en chaque pays.

Toutefois cette CEE est d'effet ambigu. Ses directions administratives et son faible Parlement offrent certes de nouvelles prises aux mouvements sociaux et enrichissent d'autant les sociétés civiles, mais sans cristalliser déjà une société civile proprement européenne, car l'exécutif européen ne leur est guère accessible. Sous sa forme duale (*Conseil* et *Commission*), cet exécutif est, en effet, la chose des gouvernements étatiques, le lieu où leurs compromis s'élaborent, le niveau institutionnel où la "prise de décisions par une majorité qualifiée d'Etats", souvent évoquée et parfois recherchée, échouera jusqu'en 1990 et encore après...Même le Parlement, élément indispensable du décor démocratique, tardera à exercer une influence, on l'a déjà noté, ce qui, joint à la limitation des capacités concédées aux instances exécutives de la CEE, contribue évidemment à la faible appétence des citoyens des divers pays européens pour les affaires que l'on dit "européennes" parce que la CEE doit en connaître. Même les juridictions (distinctes) qui tranchent de quelques litiges relevant de la CEE ou du Conseil de l'Europe tarderont à faire respecter leurs décisions par les appareils judiciaires et les Parlements nationaux. L'observateur pouvait croire, en 1990, que les institutions européennes siégeaient sur un lointain nuage, comme le Dieu des Chrétiens.

Toutefois, la dynamique européenne des années 1950-90 permet d'apercevoir quelques mérites durables de la CEE et quelques poussées encore inabouties, mais

¹ La Grande-Bretagne, la Suède et les rares autres Etats où une monarchie perdure sont des *Républiques*, nonobstant ce charmant archaïsme (voir *La Société*, tome 5).

virtuellement prometteuses. En premier lieu, il faut souligner que, par l'effet conjugué de la guerre froide et des réactions européennes, les ex-grandes puissances européennes ont beaucoup perdu de leur superbe, ce qui les a rendues plus coopératives que jamais. Evidente pour l'Allemagne qui a travaillé d'arrache-pied à reconstruire sa respectabilité - et qui y est arrivée, notamment après que ses jeunes générations eurent rompu avec l'amnésie des anciens - cette remarque l'est aussi pour l'orgueilleuse Angleterre, nonobstant ses renvois d'empire et l'enracinement ultra-libéral de ses banques et de ses "monopoles", insuffisamment contre-balancé par des classes populaires que le *Welfare State* a assagies, puis que Thatcher a matraquées. La France qui est sortie de la deuxième guerre mondiale, vaincue comme jamais et couverte des bavures vieux-chrétiennes et antisémites du régime pétainiste a suivi orgueilleusement de Gaulle qui a su forger un mythe "gaulois" ¹ qui l'a convertie en un vainqueur de la guerre et en un membre permanent du Conseil de Sécurité. Je pourrais continuer de la sorte sans oublier l'Italie mal décapifiée ou les trois rescapés de 1974, etc

Pour tenir ces Etats naguère superbes, les Etats-Unis du Plan Marshall et de l'OTAN ont forgé une *chaîne américaine* qui n'a jamais pu prendre la force de celles qu'ils ont façonnées ailleurs au début de la guerre froide. La *chaîne soviétique*, ancrée au sein même de l'Europe occidentale a quelque peu favorisé la relative autonomie de l'Europe, si bien que les tentatives répétées du pilote américain de l'OTAN et de ses alliés européens, (parfois changeants et jamais d'une fidélité absolue) n'ont pas réussi à phagocyter ou à satelliser toutes les institutions internationales nées en Europe depuis 1945. Pour s'en tenir à la principale d'entre elles, la CEE, son institutionnalisation a pu fonctionner malgré maints guet-apens. Elle a enclos d'un tarif douanier un marché commun qui a débordé du libre-échange vers des interventions durables et fécondes, dont la politique agricole commune est devenue la caricature après en avoir été le prototype. Les "fonds structurels", la Banque Européenne d'Investissement, quelques initiatives en matière de recherche, d'entreprises aériennes et spatiales, d'armement, d'armée même, etc. sont venus se loger dans ou se greffer sur ladite CEE. Celle-ci grandissant et enregistrant plusieurs décennies de fortes croissance a commencé de prendre un poids international tant à l'échelle de l'OMC qu'à la faveur de multiples accords d'association avec des pays étrangers. Aucune zone de libre-échange ne s'est étoffée de la sorte, aucune n'a commencé d'acquérir un rayonnement international débordant de celui des Etats qui y sont assemblés.

Sans doute plus profondément, aucune n'est devenue le siège d'étonnants mouvements d'opinion, tel celui qui a converti les "bénéfices du communisme" (n°6) en une forte idéologie des *droits acquis**, idéologie qui fait considérer les Etats-Unis, malgré leur richesse supérieure comme une terre encore ensauvagée, par négligence scolaire, sanitaire et humanitaire d'une trop vaste partie de leur population. Aucun peuple n'a pris, autant que ceux de la CEE, un profond goût pour la non-guerre, aucun

¹ Et y rallier les Alliés de 1945.

n'a à ce point relativisé les frontières qui le bordent. La population nord-américaine qui a vécu loin des massacres européens du 20^e siècle et qui, d'expérience, se représente la guerre comme un phénomène exotique, ne conçoit sans doute pas cet énorme progrès accompli quelques décennies après Verdun et Stalingrad.

Certes, l'inventaire des essais infructueux de la CEE en matière d'autonomie militaire (n°7) a souligné la prégnance de l'OTAN, mais ce serait une grave erreur de croire que cette organisation est, en elle-même, fort substantielle. En juin 1990, Philip H. Gordon, *senior fellow* de l'*International Institute for Strategic Studies* ¹ soulignait que les seuls actifs propres de l'OTAN étaient un système de défense aérienne, quelques stations de commandement et de communications (mais en sites fixes, donc peu utiles en cas d'interventions au loin), des oléoducs et trois douzaines d'AWACS. ² Rien, par contre, en matière d'avions de transport à longue distance, de ravitaillement en vol et de systèmes satellitaires de renseignement, tous équipements propres aux forces américaines. Et surtout, pas de troupes "otaniennes", hormis le menu peuple de substantiels états-majors. Tout le reste, hommes et matériels, est formé d'éléments provenant des divers pays alliés dans l'OTAN et mis à la disposition de celle-ci. Autrement dit la *chaîne américaine* a lié l'Europe avec des moyens principalement européens, comme l'armée des Indes liait ce joyau de l'Empire Britannique avec des moyens fournis et payés par lesdites Indes.

Si bien que les limitations effectivement subies par la CEE - celles dont on peut juger par les divers avatars de l'UEO - ont résulté principalement de blocages ou de freinages internes à la CEE. Celle-ci n'a pas du tout progressé en matière fiscale, le refus britannique étant seulement le plus hautement proclamé, car les partisans d'une certaine unification furent rarissimes et plus rares encore les tenants d'une fiscalité génératrice de ressources proprement européennes. La difficile subordination de chaque droit national aux directives européennes, posée en principe par les traités européens, a été ralentie, voire enlisée par les parlements et les tribunaux nationaux. La coopération policière et judiciaire, souvent réclamée pour combattre la délinquance transfrontières n'a commencé à prendre tournure que par les accords de Schengen (1985) ³ dont la seule cible véritable est l'immigration clandestine. Quant aux "biens culturels" qui ne sont assurément pas des marchandises comme les autres, il a fallu beaucoup d'insistance et parfois de ruse pour qu'ils échappent en partie au régime banal de l'OMC, apôtre du libre-échange incondtionnel. Il en va de même pour les "services publics", grâce à l'obstination de certains Etats - et de la plupart des peuples attachés à leurs "droits acquis". Enfin, plusieurs décennies d'expansion

¹ C'est-à-dire Directeur de recherches à l'Institut International des Etudes stratégiques (Etats-Unis) cité par l'International Herald Tribune ce même mois.

² Avions porteurs de Systèmes de Contrôle et d'Alerte.

³ Les accords signés en 1985 n'engageaient que cinq pays (les fondateurs de la CEE, hormis l'Italie) dont les territoires ont été fondus dans un espace sans frontières à partir de 1990. Puis huit autres pays se sont joints à l'espace de Schengen, de 1990 à 1997, si bien que le traité d'Amsterdam conclu cette année-là a pu intégrer ledit espace dans la CEE, mais en laissant la Grande-Bretagne et l'Irlande hors celui-ci.

économique n'ont pas suffi pour que les sociétés commerciales, d'ordre industriel ou bancaire, aient la possibilité - sinon l'obligation - d'adopter un statut qui serait commun à toute l'Europe.

Ces blocages ou ces freinages attestent de la vigueur des forces hostiles à la multiplication des politiques coopératives menées dans et par la CEE. Ces forces expriment les intérêts de certaines classes sociales, présentes dans toute la CEE, mais nullement enclines à la modifier. Dès la CECA (n°3), il est apparu que les maîtres des forges et des houillères n'étaient pas tentés par une concentration européenne du capital qui aurait fait d'eux l'embryon d'une *bourgeoisie européenne*, mais on peut arguer que les nationalisations d'après guerre, puis l'épuisement du charbon et la prolifération internationale des aciéries ont étouffé cette potentialité. Par contre l'obstiné maintien des cartels bancaires nationaux, y compris par les banques publiques, atteste que les bourgeoisies bancaires sont restées sur leur quant-à-soi. Il en a été de même pour tous les autres segments des bourgeoisies industrielles ou marchandes, qu'elles soient cartellisées ou non, car les concentrations d'entreprises par delà les frontières sont restées rarissimes jusqu'en 1990 (n°6). Les professions libérales et les autres classes moyennes dotées de statuts légaux ou protégées par des diplômes nationaux (sans équivalences européennes effectivement mises en oeuvre) ont refusé de laisser des intrus européens entrer dans leurs "prés carrés" nationaux. Les appareils d'Etat ont protégé de même leurs diverses classes de salariés, cependant que les institutions européennes, peu riches d'abbayes et de prébendes, n'ont guère payé d'exemples intégratifs. Au reste le plafonnement à 1 % des PIB, des dépenses transitant par les budgets européens et l'absence de toute fiscalité proprement européenne ont quasiment tari à la source les chances d'expansion d'une bureaucratie européenne - quoi qu'aient pu en dire les poujadistes anglais et autres.

D'où cette conclusion essentielle : les Etats engagés dans la CEE et dans les autres institutions européennes n'ont mis en commun que des moyens chichement mesurés. Ils ont manifesté plus d'ambitions coopératives qu'ils n'ont procuré de ressources tirées de leurs budgets et de leurs appareils. Ils n'ont manifesté aucun zèle pour doter la CEE d'appareils et de ressources propres, l'exemple le plus manifeste étant celui des douanes : la constitution d'une douane paneuropéenne (distincte, autant que de besoin, des fonctions de police portuaire ou aéroportuaire) n'a jamais été envisagée, pas plus que celle d'une flotille de garde-côtes, nonobstant la fréquence des marées noires. Seules ont été produites de longues "directives" indiquant ce que les Etats doivent faire faire à *leurs* douaniers - qu'ils soient grecs ou allemands...Ainsi, les réticences essentielles des Etats se marient aux craintes viscérales des peuples pour limiter la liste des fins dûment européanisées et l'expansion des voies et moyens au service de ces fins.

La CEE-UE et les autres institutions européennes se réduisent à des acquis, difficilement conquis et soigneusement cantonnés. Et pourtant, le tissu d'interrelations ainsi tramé entre des Etats diversement associés constitue l'essence même de l'Europe, c'est-à-dire de ce qui a poussé entre - **et contre** - les *chaînes américaine* et

soviétique. De ce qui a permis de garder une capacité de manoeuvre vis-à-vis des puissances établies ou montantes, de par le monde, et surtout vis-à-vis du marché mondial des produits de toute sorte, des capitaux bancaires et boursiers et des idées enrobées de dragées marchandes. Certes les institutions européennes tirent l'essentiel de leurs forces des Etats substantiels qui les animent - lorsqu'ils arrivent à bâtir un accord et à l'appliquer - mais, sans ce tissu conjonctif déjà bien adapté à quelques tâches paneuropéennes ou mondiales, ces Etats réduits à leur poids international propre perdraient beaucoup de leur influence.

En préférant une coopération coupée menu à une coalescence plus organique, ces Etats n'ont produit durant les années 1945-90 qu'une Europe maigrichonne, mais c'est déjà une Europe vivante à laquelle les attentes et les pressions du système mondial d'après la guerre froide vont vraisemblablement offrir ou imposer de nouvelles occasions de se muscler davantage.

L'Europe ou les Europes ? (2005)

Deuxième partie

L'Europe après la guerre froide

(Autrement dit : L'Europe dans le quatrième système mondial capitaliste)

[10]. – La nouvelle donne

[Retour à la table des matières](#)

Le mur de Berlin s'effondra en 1989. Dès 1991, trois nouveaux venus d'Europe orientale s'intégrèrent à la CEE, mais il fallut encore une décennie pour que la nouvelle donne européenne soit chose faite. Sinon chose finie, car dans un système mondial en transformation rapide, l'Europe continua de subir d'incessantes redistributions des frontières et surtout des puissances.

Toujours est-il que *la chaîne soviétique* dont la corrosion s'était accélérée au long des années 1980 (n° 8) se rompit complètement. Kaliningrad et la demi-Prusse orientale qui l'entoure formèrent bientôt le dernier îlot territorial conservé par la Russie au sein d'un OTAN et d'une CEE dont les progrès saccadés et plus ou moins rivaux (n°12) se poursuivent aujourd'hui encore. Tandis que cette vague inondait l'ensemble des "démocraties populaires" d'Europe et plusieurs républiques naguère soviétiques, les dernières zones d'influence de la Russie s'émancipèrent de par le

monde, sauf à conserver parfois leurs régimes politiques de facture "communiste". En 2005, Cuba et la Corée du nord étaient les derniers vestiges de ce type, encore que l'évolution originale engagée par la Chine soit en train de contaminer cette Corée, comme elle a déjà influencé les républiques d'Indochine. Enfin, il ne reste de l'influence idéologico-politique que l'URSS avait acquise en Europe occidentale par le canal des partis communistes, que de rares nostalgies.

Mais la disparition de la *chaîne soviétique* doit être correctement interprétée. Elle ne doit pas masquer la puissance russe, même si la réorganisation de cet immense Etat est fort peu avancée. La Russie conserve une capacité nucléaire massive, une industrie spatiale performante et des usines d'armement qui font d'elle l'un des principaux fournisseurs mondiaux. Pour le reste, ses exploits industriels sont aussi médiocres que ses performances agricoles ; mais, sans attendre que ces faiblesses soient corrigées, les résultats d'une industrie pétrolière et gazière en pleine rénovation et le contrôle géopolitique conservé sur les républiques pétrolières, naguère soviétiques, ont permis d'entretenir et d'étendre le réseau des gazoducs et des oléoducs dont l'approvisionnement européen est dépendant pour une large part. Par ailleurs, les institutions et les politiques européennes qui ont pris vigueur malgré - ou contre - la *chaîne américaine*, durant une période où la *chaîne soviétique* équilibrait plus ou moins cette dernière semblent avoir acquis une vitalité propre, nonobstant les dégâts déjà subis par les "bénéfices du communisme" (n° 6). A tout le moins, il y a là quelques hypothèses à vérifier, qu'il s'agisse de la puissance russe, de la pérennité et de la fécondité des institutions proprement européennes ou de l'anémie du *Welfare State* dans une économie européenne que la compétition mondiale contraindrait à de nouvelles rigueurs.

Sitôt ouverte la barrière berlinoise, l'exode vers l'ouest dépassa les niveaux de 1961 qui avaient "obligé" la République Démocratique Allemande (RDA) à murer Berlin, faute de pouvoir changer de politique. Cette fois-ci le changement fut rapide. Le mur tomba en novembre 1989 et, dès le mois suivant, la conférence (de désarmement nucléaire partiel) qui réunissait à Malte, Reagan et Gorbatchev permit de convenir discrètement que Moscou ne ferait pas obstacle à une réunification allemande, si celle-ci respectait les intérêts stratégiques de la Russie, ce qui fut promis, sinon tenu. La réticence la plus manifeste vint de France où la fin de l'équation qui avait fondé, en 1963, le traité de l'Elysée¹ suscita des craintes. Toutefois, malgré les efforts de Mitterrand qui tenta de s'allier à Gorbatchev pour entraver ou freiner l'unification allemande, celle-ci fut approuvée par un vote massif des électeurs est-allemands (mai 1990), suivi dès octobre par une fusion effective : la RDA disparut, éclatée en cinq *Länder* de la République Fédérale Allemande (RFA).

¹ La coopération franco-allemande, alors visée, tendait à affermir la CEE, par une forte coordination des deux gouvernements. L'Allemagne y gagnait d'accélérer sa réhabilitation comme grande puissance démocratique, la France consacrait ainsi son évaluation de la puissance allemande : "un géant économique, mais un nain politique". La réunification ferait de l'Allemagne un "géant politique", réveillant ainsi de vieilles hantises.

La décision politique la plus difficile à prendre fut sans doute celle de la RFA, riche de réfugiés et d'expulsés d'après 1945 (n° 3), qui dut accepter pleinement les frontières alors établies avec la Pologne et la Tchécoslovaquie et ensuite sacralisées par le traité d'Helsinki (1975). Réciproquement, la Pologne renonça à réclamer, de l'Allemagne, des dommages de guerre. Du côté tchèque, la sagesse fut à peu près la même, mais Vaclav Havel l'accompagna d'excuses adressées aux Sudètes brutalement expulsés en 1945. Bref, l'Allemagne retrouva dès 1990 son statut de puissance prépondérante au centre de l'Europe. Elle en fit, depuis lors, un usage pacifique, en fréquente concertation avec la France ¹ et en assez bonne coopération européenne.

La Hongrie qui avait déclenché l'exode est-allemand de 1989, en ouvrant sa frontière avec l'Autriche, fut aussi l'un des premiers pays d'Europe orientale à s'émanciper de la tutelle soviétique. En 1991, alliée avec la Pologne et la Tchécoslovaquie dans le "triangle de Visegrad", elle signa, en même temps que ses partenaires, un accord d'association avec la CEE. Quand la Tchécoslovaquie se scinda deux ans plus tard, la République Tchèque et la Slovaquie prolongèrent, toutes deux, cette association, mais lorsqu'au printemps 1999, la CEE accueillit les pays de Visegrad, la Slovaquie fut écartée pour un temps, faute d'assise économique suffisante. Ainsi se dessina un clivage bientôt généralisé : tout l'Est européen s'était précipité au Conseil de l'Europe (gardien des vertus démocratiques) et à l'OSCE (gardienne des frontières et surveillante des élections) (n° 8), mais un tri s'opéra à l'entrée des institutions les plus substantielles, c'est-à-dire l'OTAN et la CEE, non sans préséances entre elles : on retrouvera plus loin ces deux compétiteurs entre qui se joue encore une partie centrale pour l'avenir - ou l'échec - d'une Europe autonome (n° 12). Toujours est-il que la ruée vers l'est de l'OTAN et de la CEE ne s'est pas arrêtée aux frontières de l'ex-URSS, lorsque les pays "baltes" proclamèrent leur indépendance en 1991 et que les républiques non-russes d'Asie centrale et du Caucase firent ensuite de même. Quant aux positions internationales de la Biélorussie et de l'Ukraine, elles demeurent, à leur façon, aussi incertaines que celle de la Turquie (voir n° 13)..

Qui plus est, plusieurs des frontières balkaniques, furent rompues puis remplacées par des tracés nouveaux (provisaires ou déjà acceptés par les parties concernées) dans toute l'ancienne Yougoslavie et jusqu'aux confins orientaux de la Roumanie. ² Ces bouleversements relevèrent, certes, de la crise du socialisme étatique, mais ils furent envenimés par les poussées contradictoires des peuples assemblés dans une Yougoslavie, héritière d'un Royaume composé par le traité de Versailles (1920). La longue guerre entre les empires ottoman et autrichien, compliquée par les poussées de l'empire tsariste à partir du 18^e siècle et les immixtions de l'Angleterre et de la France au long du 19^e siècle avaient produit tout un chapelet de conflits régionaux qui se

¹ Hormis les premières approches des guerres balkaniques et la préparation du traité de Nice (voir n° 15).

² Où naquit une Transnistrie détachée de la Moldavie, mais non rattachée à l'Ukraine qui s'étale sur l'autre rive du Dniester frontalier.

mêlèrent finalement à la première guerre mondiale. Les peuples d'inégal développement économique, politique et culturel qui furent les acteurs régionaux de cette tumultueuse "question d'Orient" étaient entremêlés dans cette région montagneuse, si bien que le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes de 1920 transmet à la Yougoslavie de 1945 un mélange qu'il n'avait nullement tenté d'homogénéiser. Ladite Yougoslavie fit quelques efforts en ce sens, après avoir donné une forme politique explicite (république fédérée ou région autonome) à ceux des peuples que le Royaume n'avait guère distingués : Monténégrins, Bosniaques (mêlant à beaucoup de Serbes et de "Musulmans" ¹ d'autres éléments), Hongrois (de Voïvodine) et Albanais (du Kossovo ²), Macédoniens (eux-mêmes composite d'Albanais, de Bulgares, de Grecs et d'éléments autochtones). Autrement dit, la Yougoslavie hérita d'un mélange de peuples non encore "provincialisés", c'est-à-dire mêlés depuis des siècles en une coexistence paisible, et moins encore "nationalisés", c'est-à-dire accoutumés à coexister et à se mêler aux peuples d'autres provinces d'un même Etat.

Ponctionner un peu des richesses de la Slovénie pour aider au développement de la Macédoine encore misérable (et ainsi de suite) dans une République fédérale visant à planifier son développement global fut une entreprise d'autant plus délicate que les performances médiocres de l'économie ne furent rendues supportables que par l'émigration d'une main-d'oeuvre qui s'exila en Allemagne, pour échapper au chômage et aux bas salaires. Qui plus est, la mort de Tito, en 1980, fit échouer la réforme politique qu'il venait d'imposer : celle d'une présidence fédérale tournant chaque année d'une nationalité à l'autre, afin d'éviter que l'un des Etats fédérés tente de s'imposer aux autres. Comme, en outre, dès la crise de 1948 ³, l'armée fédérale avait été, dans une grande mesure, fragmentée entre les républiques et les régions, afin d'opposer une guérilla durable à une éventuelle agression soviétique, toutes les conditions étaient réunies pour que la décadence finale du socialisme étatique aboutisse ici à de rudes tensions entre nationalismes concurrents. Les hésitations et les fausses manoeuvres des Etats-Unis et des puissances européennes concernées - au premier rang desquelles l'Allemagne et la France - permirent à ces tensions d'exploser en guerres féroces.

L'indépendance déclarée par la Slovénie en 1991 et la "guerre civile" entretenue en Bosnie, de 1992 à 1995, par la Croatie et la Serbie - qui auraient volontiers partagé cet Etat intermédiaire entre elles - furent suivies, à partir de 1997 de guerres plus méridionales où les Serbes et les Albanais du Kossovo (inclus dans la Serbie) s'affrontèrent en un conflit qui rebondit jusqu'en 2002-03 et contamina la Macédoine, sinon l'Albanie en pleine décadence. Les péripéties de ces guerres récurrentes furent souvent épouvantables.

¹ Appellation utilisée par les nomenclatures yougoslaves pour désigner les non-Serbes et non-Croates de la Bosnie.

² Voïvodine et Kossovo étant des régions de la Serbie.

³ Condamnation du "nationalisme" titiste par le Kominform.

La sagesse rétrospective permet de repérer des erreurs ou des défaillances à ne pas renouveler si l'on veut faire progresser la "construction" européenne, oeuvre sans architecte, ni plan, ni maître d'ouvrage, qui est - jusqu'ici - le sédiment déposé par quelques essais heureux que l'inventaire des erreurs peut nourrir. L'Allemagne eut tort de reconnaître trop vite les indépendances proclamées par la Slovénie et la Croatie, sans coordination suffisante avec d'autres puissances, dont la France. Celle-ci eut tort de laisser son représentant au sein d'une mission CSCE (n° 8) appliquer au projet d'élections bosniaques le principe "un homme, une voix", norme tout-à-fait inadaptée à une population dépourvue d'expérience démocratique où les ethnies qui devenaient hostiles les unes aux autres étaient intimement entremêlées. Les dirigeants américains dont l'Europe n'avait pas su prévenir l'intervention eurent tort de s'abandonner à leur pragmatisme habituel, en laissant des djihadistes, retour d'Afghanistan ou d'Algérie se joindre aux forces "musulmanes" de Bosnie pour repousser Serbes et Croates ; tort également de concocter une "paix de Dayton" entre une fédération "croato-musulmane" de Bosnie et une "république serbe" de Bosnie, censées s'équilibrer sur le terrain et dans un gouvernement fictif de la Bosnie tout entière ; tort, enfin, de valoriser les attaques albanaises contre les Serbes du Kosovo.. La France et d'autres puissances européennes, héritières de "liens privilégiés" avec telle ou telle composante du panier de crabes balkanique eurent tort de ranimer ces vieux liens pour accorder à telle ou telle armée des indulgences indûes, voire pour protéger les criminels de guerre qui dirigèrent parfois ces armées. Plusieurs dizaines de milliers de morts, une Yougoslavie éclatée en six à neuf Etats selon le sort qui sera finalement réservé aux démembrements de la Bosnie, de la Serbie et peut-être même de la Macédoine, une nouvelle rafale de guerres dans une Europe qui s'en croyait indemne et divers dysfonctionnements des institutions européennes, en particulier dans leurs compétitions, souvent sournoises, avec l'OTAN : tel paraît être le bilan provisoire d'un gâchis balkanique qui est la face négative de la nouvelle donne européenne, à supposer que l'évolution de l'Europe centrale et orientale, y compris ses prolongements dans l'ancienne aire soviétique puisse être considérée, en tous ses aspects, comme la face positive de cette même donne.

Pour sérier les questions qui viennent d'être évoquées, il faudra revenir aux interrogations fondamentales qui ont dominé le précédent système mondial et qui commencent à trouver réponse dans le système inauguré par la nouvelle donne en cours d'examen. Dans les années 1945-50 quand les Etats-Unis prirent la pleine mesure de leur surpuissance, constatèrent que leur seul rival potentiel était l'URSS et s'inquiétèrent des progrès de celle-ci et de ses alliés, leur interrogation centrale fut de choisir entre le *containment* et le *roll-back* : Contenir la puissance soviétique ou la faire reculer politiquement et géographiquement ? Le surarmement américain qui entretenait la perspective d'un *roll-back* suscita une réponse militaire et politique qui refroidit cette perspective guerrière, si bien que le *roll-back* se monnaya en une politique de coups d'Etat appelant de fréquents contre-coups, le tout ponctué par quelques coups d'éclat : l'avance spatiale de la Russie, le retrait des fusées russes de Cuba, la neutralité bienveillante de la Chine envers les Etats-Unis se dégageant du

Vietnam, etc. A l'heure du bilan, quand s'effondra le mur de Berlin, il apparut que la politique américaine avait tenu plus du *containment* que du *roll back*. Par contre, la nouvelle donne qui est en cours depuis le début des années 1990 participe d'un refoulement systématique de l'influence russe en tous domaines et en toutes régions, y compris sur le territoire d'une URSS qui s'est rebaptisée *Communauté des Etats Indépendants* (CEI) à l'heure de sa dissolution formelle (1991).

La question centrale sera donc de comprendre pourquoi la Russie, débilitee par l'effondrement du socialisme étatique, demeure la cible d'une *chaîne américaine* centrée sur un OTAN qui, d'ailleurs, commence à déborder du Pacte Atlantique, soit en s'ingérant dans des guerres balkaniques par lesquelles aucun des Etats alliés par ce Pacte n'a été agressé, soit en intervenant hors la zone européenne bordée par l'Atlantique Nord, comme c'est déjà le cas en Afghanistan, précédent que les Etats-Unis souhaitent vivement étendre à l'Irak où ils se sont embourbés. Il y a trente ans, Kissinger conseillait fermement aux Européens d'exercer leurs "responsabilités régionales" au sein de l'"*overall framework of order*",¹ c'est-à-dire de l'ordre mondial dirigé par les Etats-Unis, l'OTAN étant, alors, l'instrument central de cette subordination européenne. En 2001, Brzezinski, naguère conseiller du Président Carter, soulignait encore cette visée hiérarchique et il insistait sur ce besoin, pour lui évident : l'OTAN et l'Union Européenne (UE) doivent grandir ensemble.² En 2004, enfin, le même Brzezinski, prenant en compte la montée en puissance de la Chine, constatait qu'à son avis "l'Europe n'existe pas" et qu'au deuxième rang de la puissance mondiale, mais loin derrière les Etats-Unis, on ne pouvait compter que sur la Grande Bretagne, suivie "au troisième rang" par l'Allemagne "surtout quand elle agit de concert avec la France".³ Ces cartes battues de diverses façons expriment ainsi l'intérêt pérenne des Etats-Unis pour un OTAN leur servant d'appui et de relais, encadrant ou entraînant toute l'Union Européenne - ou, à défaut, les trois puissances principales de cette Europe. A suivre cette logique étatsunienne, l'Europe ne tarderait pas à se trouver engagée dans une croisade - non pas contre le "terrorisme international", mais bien contre une Chine remplaçant l'URSS dans le monde bipolaire qui convient au schématisme stratégique des Etats-Unis d'aujourd'hui.

¹ Adresse sur "l'Année de l'Europe".

² Article publié par l'*International Herald Tribune* en mai 2001.

³ Interview rapportée par Le Monde en juillet 2004.

[11]. – La jeunesse de l'euro.

[Retour à la table des matières](#)

La mise en service de l'euro ouvrit un nouveau chapitre de l'histoire monétaire européenne. Auparavant, les performances inégales des économies européennes et les désordres du dollar provoquèrent maintes dévaluations du franc et d'autres monnaies et quelques réévaluations, notamment du deutschemark. La prudente construction de l'euro élimina les monnaies propres aux 12 pays qui appliquèrent pleinement le traité de Maastricht (1992), tandis que trois autres membres de la CEE (Angleterre, Danemark et Suède) refusèrent d'abandonner leurs monnaies nationales. Réservé aux écritures commerciales et bancaires de 1999 à 2001, l'euro entra en 2002 dans la vie quotidienne de douze peuples européens sans heurts ni désordres. Les Etats concernés qui effectuaient les uns avec les autres l'essentiel de leur commerce international, de leur tourisme et de leurs autres échanges transfrontières entrèrent de la sorte dans une zone abritée des fluctuations monétaires. Seules les embardées du dollar continuèrent de déranger les évaluations monétaires des biens et services acquis ou vendus hors de la zone euro. En 1999, l'euro constituait 13,5 % des réserves détenues en devises par les banques centrales du monde entier. Après cinq ans d'usage, il forme près de 20 % de ces mêmes réserves et il est probable que la Chine, l'Inde, la Russie et d'autres pays vont accroître significativement leurs réserves en euros au cours des prochaines années. La primauté mondiale du dollar n'est pas ébranlée pour autant puisqu'il compose encore un petit 69 % des réserves précitées.¹

La jeunesse de l'euro fit partie de la nouvelle donne européenne (n° 10). La chute du mur de Berlin ne doit pas faire illusion, les frontières ne se redessinent pas en un jour, les guerres balkaniques des années 1990 soulignèrent ce point. La création d'une nouvelle monnaie paneuropéenne occupa, elle aussi, plus d'une décennie. Mais elle débuta dès que la chute du mur entraîna la réunification allemande qui fut chose faite dès 1990. Quelques années de négociations - rappelées dans l'annexe 2 - et quelques années de transition conduisirent à la mort douce des onze monnaies remplacées par l'euro.² Les délais requis par le seul précédent auquel certains des négociateurs de

¹ Le reste soit près de 12 % du total mondial est formé principalement de yen et de livres.

² Douze pays, mais 11 monnaies : le Luxembourg utilisait le franc belge.

l'euro pensèrent assurément furent nettement plus longs. En effet, entre le *Zollverein* de 1834 qui rassembla autour de la Prusse et de la Saxe une partie des Etats allemands et l'extension de cette Union, des douanes aux monnaies et des fondateurs à l'ensemble des pays amalgamés par l'Empire allemand de 1871, quatre décennies - et deux guerres inter-allemandes - furent nécessaires. L'euro naquit vite et pacifiquement.

C'est qu'il y allait de l'intérêt politique autant qu'économique des fondateurs, quoi qu'en ait pensé l'Angleterre, nostalgique de sa zone de libre-échange" (n° 5) et, plus encore, de son ex-Empire. La France se consola de la naissance d'un nouvelle "grande Allemagne" en participant avec toute la CEE complice, à l'européanisation du deutschemark, véritable bastion monétaire de l'Europe. La RFA se joignit au mouvement, non pour payer rançon en vue de sa nouvelle réunification, mais bien parce qu'une Allemagne plus puissante dans une Europe plus solide lui convenait, si de suffisantes précautions étaient prises contre le laxisme monétaire des pays "latins", y compris la France. Durement négociées, ces précautions furent inscrites dans le traité de Maastricht (1992), fondateur de l'euro. La banque centrale allemande - la *Bundesbank* - avait du s'incliner, deux ans plus tôt, devant la volonté du gouvernement Kohl, de "faciliter" la réunification entre RFA et RDA par une parité du mark de l'est avec celui de l'ouest qui ravit les titulaires de pensions est-allemandes et permit aux salariés d'espérer que l'égalité des salaires promue par la puissante centrale syndicale ouest-allemande - la DGB - s'appliquerait partout.¹ Mais, s'agissant de l'euro qui allait succéder au fier deutschemark, la *Bundesbank* tint ferme. Les "critères" sacralisés par le traité de Maastricht furent dictés par ses soins.

¹ Les difficultés économiques qui résultèrent de cette décision politique malencontreuse n'auraient pu être évitées qu'en prolongeant de quelques années la survie d'une RDA qui serait devenue un satellite politique de la RFA, mais ceci est une autre histoire.

Les critères de Maastricht**Trois critères impératifs**

- Inflation : ne pas excéder de plus de 1,5 % le taux d'inflation des trois Etats membres présentant le taux le plus bas.

Taux d'intérêts à long terme : ne pas excéder de plus de 2 % les taux d'intérêt à long terme des trois Etats membres présentant les meilleurs résultats en terme d'inflation.

- Taux de change : jusqu'à l'intégration effective à l'euro, participation au système monétaire européen et stabilité du cours pivot depuis deux ans.

Deux critères laissés à l'appréciation du Conseil des ministres

- Déficit budgétaire 3 % du PIB, s'en rapprocher ou ne s'en éloigner que temporairement et de façon limitée.

- Dette publique : au maximum 60 % du PIB ou en diminution suffisante vers cette limite.

D'autres règles encore régissent les années de convergence vers l'euro, lesquelles entraîneront ici ou là de rudes efforts. Le Portugal et l'Italie furent particulièrement "courageux", mais partout, comme en France, cette vertueuse "désinflation compétitive" fut pratiquée sans redresser simultanément les injustices de la fiscalité et les éventuels blocages indûs du droit social, si bien que la vertu fut dure aux pauvres plus qu'aux riches. Trichet, l'actuel Président de la Banque Centrale Européenne était alors Directeur du Trésor, en France, et sa pratique féroce de la vertu monétaire lui valut le reproche, nullement infondé, d'avoir provoqué "un million de chômeurs en plus", dans un pays qui en était déjà bien pourvu. Les anciens de la *Bundesbank* pourraient s'en réjouir, s'ils n'avaient acquis, par ailleurs, quelques nouveaux soucis.

Mais, avant d'y venir, il faut évoquer le cas d'un ou deux pays "latins" où la vertu semble avoir été assouplie par la ruse. La "crise grecque" de 2003-04 atteste de ce péril, car il apparaît que diverses manipulations budgétaires, assorties "d'interprétations" non validées par les services communautaires qui ont précisément pour mission de bâtir la comparabilité des statistiques nationales de toute sorte, avaient seules permis à la Grèce de figurer parmi les "premiers nés" de l'euro, en 1999. Depuis lors, le soupçon s'est étendu à certaines autres "performances", italiennes notamment. Soumise à renouvellement à la fin de 2004, la Commission Européenne a volontiers laissé à ses successeurs le soin de régler ce problème, d'autant que, depuis deux ans déjà, le "pacte de stabilité" qui devait faire de la Banque Centrale Européenne (BCE) le vertueux homologue de la *Bundesbank* a été mis à mal par la vertueuse Allemagne, précédée ou suivie de peu par la France. Ici, il ne s'agit plus de ruse, mais bien de la pertinence économique-financière du traité de Maastricht.

Au fond, la question est de savoir **si la BCE a suffisamment de pouvoir** pour bien organiser et gérer sa monnaie, mais aussi de savoir **si un suffisant pouvoir politique peut s'exercer sur et dans la BCE** pour gérer correctement les taux de change de l'euro, ce que le traité de Maastricht a explicitement confié au Conseil des Ministres des Finances de l'*Eurosystème*, et pour orienter la politique générale du crédit à faire appliquer par la BCE lorsqu'interviennent des revirements manifestes de la conjoncture économique mondiale ou européenne, ce dont le traité de Maastricht ne dit mot.

L'annexe 2 détaille ces deux critiques fondamentales. Elle montre que la BCE n'est pas une véritable banque centrale, mais seulement le couvercle d'un brouet de banques centrales dont chacune garde son statut et son gouverneur propres, tout comme ses us et coutumes, en symbiose avec les banques de son pays. Le Président et le directoire de la BCE exercent leur activité au milieu d'un véritable syndicat de ces gouverneurs nationaux, si bien que leur aptitude à orienter, corriger et contrôler chacune de ces banques centrales est faible, la variété et le taux élevé des opérations (en euros) entre pays distincts de l'*Eurosystème* ne le montrent que trop. La BCE peut piloter les taux du crédit dans les marges établies par le traité de Maastricht, elle a d'ores et déjà décidé à cette fin d'imposer à toutes les banques commerciales de l'*Eurosystème* la constitution, chez elle, de réserves proportionnelles aux dépôts qu'elles reçoivent. Mais il faudra encore beaucoup d'efforts et un ferme soutien politique des autorités de l'Union Européenne (nouvelle appellation de la CEE) pour que la BCE finisse par acquérir l'autorité d'une véritable banque centrale, apte à contrôler toutes les banques (centrales ou commerciales) de son ressort et à sanctionner, autant que de besoin, les infractions ainsi repérées, sans être inhibée par des considérations politico-diplomatiques.

Sous un autre angle, toutefois, cette BCE à demi-impuissante apparaît comme la plus indépendante des banques centrales, vis-à-vis du pouvoir politique. Son autonomie est supérieure à celle de la *Bundesbank*, de la *Fed* étatsunienne, etc. Si bien que pour réviser le "pacte de stabilité" mis à mal par l'Allemagne, la France, le Portugal peut-être et d'autres pays encore, il faudra probablement compléter les accords (à négocier) en vue de nouveaux arrangements des "critères" par une révision du traité de Maastricht lui-même. En tout cas, il est devenu nécessaire de bien définir les dépenses budgétaires "d'avenir" (investissement, recherche, savoir, etc.) ou "de correction conjoncturelle" (anti-inflation *ou bien* anti-chômage *ou visant encore* d'autres cibles conjoncturellement sensibles),¹ sans les encadrer de pourcentages *a priori*, ce qui revient à réclamer que l'Union Européenne spécialise, à cette fin, une instance politique qualifiée et dotée pouvoirs explicites, tant sur la BCE que sur les banques et autorités budgétaires des nations de l'*Eurosystème*. On peut tâtonner vers cette fin par approximations successives, mais l'objectif final doit être clair. Il s'agit de bâtir, au sein de l'UE, la capacité de politique économique sans laquelle la BCE ne sera, au mieux, qu'un médiocre alibi et, au pis, un gendarme du libre-échange absolu.

¹ Par exemple en matière d'échanges internationaux avec d'autres zones que l'U.E.

Que les douze nations de l'*Eurosystème* aient désigné en septembre 2004, l'un de leurs ministres des finances, comme président pour deux ans et porte-parole de leur groupe serait un petit pas dans la bonne direction, si le choix - qui s'est porté sur le luxembourgeois Juncker - ne prêtait à sourire, car le Luxembourg, pays naguère sans monnaie propre, à haute densité bancaire et à faible vertu fiscale ne passe pas vraiment pour un modèle à généraliser.

L'euro est riche de promesses et de menaces. Dûment consolidée et orientée, la BCE peut devenir une pièce centrale dans la panoplie de politique économique et financière d'une Europe enfin agencée de façon à tirer parti de sa puissance potentielle (n° x). D'une Europe qui aiderait à bâtir une coopération internationale des principales banques centrales pour encadrer les principales monnaies (plutôt que de laisser certaines d'entre elles divaguer égoïstement, comme le dollar des années 2004-05) ; qui favoriserait la coopération et le renforcement de ses principales banques publiques, telles la Banque Européenne d'Investissement (BEI), branche de l'UE, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), tournée vers les ex-pays de l'est ; qui unifierait sa représentation au FMI pour peser bon poids dans cet organisme assurément réorientable ; qui favoriserait les rapprochements entre bourses européennes,¹ afin d'établir des pompes aspirantes et foulantes de capitaux aussi efficaces que celles des Etats-Unis ; et qui pourrait, enfin, travailler de façon continue au contrôle et à l'amélioration des appareils bancaires existant dans tout l'*Eurosystème*, en veillant notamment à ce que les souhaitables concentrations bancaires soient d'orientation paneuropéenne, plutôt que de nature mondialiste-à-tous-vents. Mais si ces perspectives ne sont pas explorées, si même leur atteinte est délibérément bloquée, bref si la BCE s'en tient à la monomanie anti-inflationniste étriquée et au respect rétrograde de la souveraineté nationale de chacune des banques du "Système Des Banques Centrales Européennes" dont ses fondateurs l'ont dotée, les mânes de Salazar peuvent se réjouir : la BCE consolidera une UE-à-chômeurs, une Union sans élan, une Europe qui pourra chanter ses gloires anciennes, comme le fit naguère le Portugal.

Toutes questions qui prendront une acuité croissante, à mesure qu'une partie au moins des nouveaux venus de l'UE se presseront à ses portes, éventuellement accompagnés ou précédés par l'Angleterre et ses compagnons d'*opting out*. Ou, pour le dire de façon plus positive, à mesure que l'interprétation des traités existants (Maastricht et autres) et les problèmes nouveaux nés de cette cohue offriront de multiples occasions de réviser et renforcer tant l'agencement de la BCE que le bâti des capacités paneuropéennes de politique économique et monétaire. Car, ici comme ailleurs, l'avenir de l'Europe peut être fabriqué.

¹ Qui, déjà, sont en cours, alors que la Deutsche Börse de Francfort et Euronext, pilotée par Paris, sont en compétition pour le contrôle du London Stock Exchange.

[12]. – L'OTAN contre l'Europe.

[Retour à la table des matières](#)

Renouvelé en 1969, le pacte fondateur de l'OTAN vint une nouvelle fois à échéance en 1989, mais nul Etat n'envisagea, alors, de le laisser dépérir. Un peu plus tard, quand la nouvelle donne devint patente (n° 10), on disputa certes des finalités nouvelles de cette institution "de la guerre froide", mais même les plus réticents des alliés européens consentirent à sa pérennisation, d'autant que les nouveaux venus, émancipés du "camp socialiste" ou de l'URSS se bousculaient à l'entrée de cette alliance anti-russe. L'exemple fut donné, en 1992, par les trois "pays de Visegrad" (Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie) et bientôt généralisé grâce aux Etats-Unis qui firent un maximum de politesses à la Russie, pour rendre tolérable ce *roll-back* dragéifié qu'elle ne pouvait pas empêcher. Dès 1998, les trois de Visegrad - devenus quatre par le divorce de la Slovaquie d'avec la Tchéquie - furent définitivement incorporés dans l'OTAN, après adaptation de leurs équipements et de de leurs armées, hérités du pacte de Varsovie. Le reste suivit, non sans retards provoqués par les guerres balkaniques. La CEE tenta d'imposer sa marque à l'événement en adjoignant à ses attributions une *Politique Européenne de Sécurité et de Coopération* (PESC) qui tentait de rénover l'*Union de l'Europe Occidentale* (UEO) de jadis (n° 7), mais ne ralentit pas le *roll-back* à l'américaine.

La première promotion de neo-otaniens concerna la partie la plus substantielle de l'Europe orientale naguère subordonnée à l'URSS. Elle adjoignit aux "visegradois" la République Démocratique Allemande (RDA), désormais fondue dans la RFA. La seconde promotion mordit sur l'URSS en voie de désintégration, en incluant l'ensemble des pays baltes, entraînés par la Lituanie, et ce malgré les très vastes minorités russes de Lettonie et d'Estonie. La Russie dut se consoler de la perte de sa grande base de Riga, en gardant le contrôle de Kaliningrad. Par ailleurs, les pays plus au sud du pacte de Varsovie furent à leur tour otanisés, pour autant que les complexités des guerres balkaniques leur en laissaient la possibilité. Ainsi, moyennant quelques précautions pour éviter que les fortes minorités hongroises de Slovaquie et de Roumanie deviennent un obstacle, les Etats-Unis purent adjoindre ces deux pays à la Bulgarie et même à la Slovénie - séparée presque en douceur de la Yougoslavie déliquescence - le tout formant avec les pays baltes la vaste promotion otanienne de 2003.

Enflée d'adhérents nouveaux, l'OTAN reprit sa croissance budgétaire. De 400 milliards de \$ en 1988, la part américaine était tombée à 250 milliards en 1998, mais elle atteignit derechef 310 milliards en 2001 et elle poursuit sur cette lancée. Les principaux contributeurs européens (Angleterre, Allemagne et France) ne suivirent pas tout-à-fait cette trajectoire. Certains freinages partiels s'inscrivirent même à contre-courant, malgré la "mise à niveau" des forces armées de l'ex-RDA. En définitive, les nouveaux venus de l'est européen furent les plus touchés, car la modernisation otanienne de leurs bases et équipements relaya vite les contributions que le pacte de Varsovie leur imposait naguère. En % des PIB, les 2,2 % dépensés annuellement par la Tchéquie ou les 1,8 % pris en charge par la Pologne et, de même, par la Hongrie se comparent avec le 1,9 % de l'Italie et de la France ou le 1,5 % de l'Allemagne désormais moins zélée.¹ Ces données fin de siècle n'incluent pas encore les efforts consentis par la promotion suivante - celle de 2003 - mais on peut penser que la forte croissance programmée par les Etats-Unis pour leurs dépenses militaires propres aura du répondant chez ces nouveaux venus. En tous cas, le marché des armements est redevenu substantiel en Europe et il fait l'objet de vives compétitions entre des groupes producteurs dont plusieurs sont déjà devenus euro-américains.

Dans les Balkans où la percée de l'OTAN fut différée par les guerres d'après 1992 - à l'exception, déjà notée, de la Slovénie - les stratégies et les ruses des puissances européennes et des Etats-Unis, diversement concernés par ces guerres, ont été éclipsées par les horreurs qui ont capté l'attention des opinions publiques, du siège de Vukovar (1991) au massacre de Srebrenica (1993) et à la quasi-expulsion des Albanais du Kosovo (1998), suivie par l'exode inverse des Serbes de cette région, le tout émaillé de conférences diplomatiques, à Dayton ou Fontainebleau, et d'interventions internationales diversement calibrées. Ce sont précisément ces dernières qui doivent nous retenir ici, car leurs complexités masquent des débats plus profonds sur le rôle assigné à l'OTAN par les Etats-Unis et sur les degrés de l'acceptation européenne.

L'OTAN fut surprise par ces guerres que sa charte n'avait pas prévues et que son organisation n'avait pas préparées. Que l'agresseur fut un Etat de second rang, c'est-à-dire un Etat fédéré dans un ensemble jouissant, seul, de la pleine souveraineté internationale ou, plus imprévu encore, une partie de la population d'un tel Etat fédéré - et que, par surcroît, ces fauteurs de "guerre civile" aient parfois été hostiles à l'URSS et indirectement "protégés" par l'OTAN - mettait cette organisation à rude épreuve. Elle dût dépenser des trésors de casuistique pour accepter d'agir, en appui de l'ONU ou en réponse à ses partenaires européens, entraînés vers l'intervention par l'Allemagne et, d'autre manière, par la France. Par ces divers biais, les Etats-Unis se trouvèrent même, par moment, en position de coopérer avec la Russie ou de tolérer

¹ Le cas français est particulier, car ce pays, sorti de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, semble y avoir fait quelque peu retour, tout en menant pour son compte propre diverses opérations africaines et en étant associé à des opérations balkaniques à drapeau variable (ONU ou UE ou OTAN). Dans un domaine où la transparence budgétaire est toujours médiocre, la France ajoute ainsi quelques opacités qui lui sont propres.

son immixtion - notamment pour la sécurisation du Kosovo. Leur préoccupation principale fut toutefois d'empêcher la maturation hors l'OTAN d'une capacité européenne d'intervention autonome, dotée de moyens propres ou équipée de matériels en principe dévolus à l'OTAN. Mais d'autres ricochets des interventions américaines compliquèrent plus encore la manœuvre. Ainsi, le risque que les déchirements de la Bosnie, y attirent, au secours des "musulmans" locaux, les concours disparates des fondations pieuses d'Arabie séoudite et des renforts djihadistes d'anciens mercenaires des Etats-Unis dans la guerre afghane contre l'URSS - qui s'achevait à grand peine quand la guerre bosniaque prit de l'ampleur - accélérèrent l'entrée en jeu des Etats-Unis et, donc, la disponibilité de l'OTAN.

Sans détailler les étapes de cette évolution virageuse qui, d'ailleurs s'est poursuivie jusqu'à la fin 2004, on peut en repérer quelques points saillants. L'OTAN accepta, en 1993, que l'Union Européenne (UE, nouvelle appellation de la CEE), puisse se doter explicitement de la PESC déjà évoquée. Bientôt Javier Solana, ex-ministre des Affaires Etrangères d'Espagne et ex-Secrétaire Général de l'OTAN, fut désigné comme coordonnateur européen. En de multiples occasions, il apparut comme un ambassadeur itinérant de l'UE, mais ne put exercer aucun pouvoir autre que sa parole influente, faute d'appareillage de politique étrangère propre à l'UE. A partir de 1995, l'existence et l'utilisation d'un Etat-major propre à l'UE fit au contraire quelques progrès réels ou intentionnels, que ce soit pour les besoins des interventions européennes ¹ en Bosnie, Serbie et Macédoine, sur décision du Conseil de Sécurité de l'ONU, par initiative européenne propre, à la demande de l'OSCE ou dans le cadre de l'OTAN. Cet embrouillamini fut enrichi, à partir de 1999 par la création d'une brigade balkanique où devaient figurer des troupes de Grèce, d'Italie, de Macédoine, de Roumanie, de Turquie et de Slovénie, aux côtés de soldats américains, mais ce riche assemblage péri-yougoslave semble mort-né Saturées de forces d'intervention ou d'intercession, aux statuts plus changeants encore que leurs personnels, la Bosnie, la Serbie (pour autant que le Kosovo en demeure partie intégrante) et la Macédoine sont aujourd'hui encore (février 2005) d'un avenir incertain et, même, d'un présent douteux pour ce qui est de l'exercice du pouvoir politique en leur sein. La phase belliqueuse des conflits balkaniques semble achevée, mais la pacification de toute cette zone n'est pas encore en vue.

Cependant, le centre de gravité des préoccupations américaines - et, donc, les projets d'emploi de l'OTAN - se sont déplacés vers l'est, fort loin de l'Atlantique. Déjà, par une déclaration qui se voulait hautement symbolique, le Conseil de l'OTAN a qualifié les attentats que les Etats-Unis ont soufferts en septembre 2001, d'agression au sens précis que la charte otanienne (de solidarité collective) donne à ce terme. D'où deux développements nouveaux : d'un côté, la Russie, engluée en Tchétchénie, s'est déclarée solidaire des Etats-Unis, en matière d'anti-terrorisme, après avoir fait

¹ Un corps européen de 60.000 hommes a été formé, mais sa conversion, sous pression OTAN en une force "d'intervention rapide", voire en brigades plus légères encore, fait craindre que ce soient là, pour l'OTAN des "légions étrangères" projetables au loin, selon ses besoins.

reconnaître par ceux-ci le caractère terroriste des révoltes tchéchènes, ce qui a quelque peu adouci l'amertume provoquée par le *roll-back* européen ; d'un autre côté, les Etats-Unis ont réussi à adjoindre à leurs 8.000 soldats engagés en Afghanistan dès 2002 pour en chasser le régime taliban ¹ et ses alliés, plus ou moins affidés de Ben Laden, d'autres troupes, soit 4.700 militaires fournis par l'OTAN sous commandement *ad hoc* et sur mandat préalable du Conseil de Sécurité.. Depuis lors, ils ont vainement poursuivi Ben Laden et consorts, ils ont vainement tenté d'unifier le commandement des contingents otaniens et de leurs troupes propres ; et, malgré les instances répétées du gouvernement afghan mis en place en 2003, d'employer les contingents otaniens loin de Kaboul, sans accord préalable et détaillé avec leurs fournisseurs - dont les principaux sont l'Allemagne suivie par la France.

L'utilisation discrétionnaire et lointaine de l'OTAN échoua plus encore lorsqu'ils déclenchèrent l'invasion de l'Irak, en mars 2003, sans l'avoir fait valider par le Conseil de Sécurité de l'ONU et en n'ayant reçu l'appui d'aucun des poids lourds de l'OTAN, hormis la Grande-Bretagne, l'Italie berlusconienne et la Pologne. ² Les refus les plus retentissants furent ceux de l'Allemagne et de la France, mais aussi de la Turquie, fidèle d'entre les fidèles, dont le Pentagone voulait faire l'une des bases d'attaque de l'Irak. Que la coalition *ad hoc* tardivement assemblée par les Etats-Unis ait inclus une trentaine d'Etats - dont le Japon assouplissant peu à peu le corset militaire qui lui est imposé depuis 1945 - mais n'ait pu contribuer qu'à hauteur d'environ 15.000 militaires non anglo-saxons et qu'elle se soit plus qu'à demi-délimitée en 2004, sans qu'aient pu aboutir pleinement les appels à de nouveaux concours otaniens ou onusiens en vue de "protéger" les élections du début 2005 atteste que, de bricolage en improvisation, la maîtrise américaine sur l'OTAN, sinon l'existence même de cette institution ont été mises en crise par l'aventurisme extra-européen des Etats-Unis.

Néanmoins cet aventurisme semble se poursuivre sur les confins européens. L'Ukraine qui est, comme le Russie, membre du *Partenariat pour la Paix* (n° 10) a mis 1.700 hommes à la disposition de la susdite coalition. Puis, les élections présidentielles de 2004 ont ouvert la perspective d'une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Il suffit de constater sur cartes que, par cette adhésion, l'OTAN pénétrerait plus profondément que les troupes allemandes avant leur défaite de Stalingrad et inclurait un territoire nettement plus vaste que celui que Catherine II adjoignit à la Russie, pour concevoir que la Russie, ainsi privée d'un allié occupant le littoral de la Mer Noire et toute la Crimée, perdrait du même coup l'accès au Caucase par son flanc occidental et le contrôle des débouchés pétroliers de la zone Caspienne, pour conclure qu'à ce stade le *roll-back* de la Russie pourrait aisément se transformer en *casus belli*. Le pire n'est jamais sûr, mais ici il devient visible.

¹ Qu'ils avaient portés sur les fonts baptismaux, dix ans plus tôt.

² Néo-otanienne de fraîche date la Pologne se vit confier la direction d'un groupe de 9.200 hommes, provenant de plus de 20 pays. "Coalisée" instable comme l'Espagne, elle aura retiré ses troupes dès le printemps 2005, tout comme l'aura fait l'Ukraine incluse dans son groupe.

[13]. – L'Union Européenne affaiblie par ses élargissements ?

[Retour à la table des matières](#)

Il y a Europe et Europe : la CEE rebaptisée Union Européenne (UE) n'est qu'une partie de la zone géographique, aux limites d'ailleurs incertaines, désignée comme Europe. Rien ne permet de penser que l'écart entre ces deux notions disparaîtra jamais, même si le *Drang nach Osten*¹ des limites européennes prend fin, car il restera (durablement ?) des Norvège et des Suisse pour refuser cet amalgame. Toujours est-il qu'en 2005, l'Europe demeure une partie très mobile du nouveau système mondial qui s'édifie depuis 1989-90. Le système précédent avait acquis dès 1950, c'est-à-dire en cinq ans, les principaux traits de sa structure, alors que, cette fois-ci, quinze ans n'ont pas suffi pour atteindre un tel résultat. Union ou non, l'Europe est en évolution rapide - et il en va de même dans quelques autres régions du système mondial aujourd'hui en vigueur..

La CEE-à-Six de 1958 comptait trois "grands" pays, l'Allemagne (RFA), la France et l'Italie auxquels l'élargissement de 1973 adjoignit un autre "grand", le Royaume-Uni, après quoi, les "grands" apportés par les élargissements suivants furent l'Espagne en 1981, puis la Pologne en 2004. Mais il faudra attendre l'hypothétique entrée de la Turquie dans l'UE, pour qu'un pays approchant les 100 millions d'habitants y soit incorporé. Autrement dit, l'UE est un assemblage d'Etats qui, à l'échelle mondiale, sont démographiquement menus ou minuscules.

La comparaison est plus flatteuse si l'on s'en tient aux performances économiques, encore que les nouveaux venus aient considérablement abaissé la moyenne du PIB par tête dans l'UE, mais c'est là un recul provisoire : les Etats entrés en 2004 aspirent à rejoindre les standards de l'ex-Europe de l'ouest, cependant que celle-ci compte bien s'enrichir de leurs apports (n° 14). Toutefois, les éventuels futurs arrivants - des

¹ Cette "poussée vers l'est" a désigné les migrations allemandes vers l'est, qu'elles soient sollicitées, comme le furent les Allemands de la Volga et d'autres régions (roumaines notamment) ou qu'elles se soient imposées du fait d'ordres religieux-militaires ou d'autres armées conquérantes. L'expression vaut désormais pour l'UE élargie en attendant que d'autres élargissements la déploient éventuellement nach Süden (vers le sud).

Balkans, d'Asie mineure ou de l'ex-URSS - pourraient prolonger la longue période de rattrapage qui sera nécessaire, en tout état de cause, pour que la nouvelle UE de 2004, puis de dates ultérieures, homogénéise à peu près ses niveaux de vie. Les élargissements passés ont réussi une telle performance parce que les efforts des pays concernés ont été assez correctement aidés. Les élargissements récents (2004) ou futurs requerront des efforts plus ardues et des aides plus massives et bien ciblées pour qu'il en aille de même. Autrement dit, beaucoup dépendra des volontés et des capacités politiques des Etats assemblés - car le marché est incapable d'orienter et de stimuler la coopération entre Etats. Or il se trouve que les pouvoirs exercés dans et par l'UE qui fonctionnèrent plus mal après 1973 qu'avant - et ainsi de suite pour chacun des élargissements - sont maintenant exposés à une très délicate transition. L'agencement institutionnel de l'Europe-des-Quinze - et l'usage qu'en faisaient les Etats membres - présentait déjà d'évidentes contre-performances. L'Europe-des-Vingt-Cinq aggravera toutes ces tensions, à moins que la Constitution récemment élaborée pour l'UE soit avalisée par chacun desdits 25 Etats, et se révèle, à l'expérience, de bonne facture et de souple adaptabilité, tout en recevant la plupart du temps l'appui coopératif de la plupart des Etats membres. Faute de quoi, l'élargissement de 2004 aura, une fois de plus, affaibli l'UE (ex-CEE).

Une question centrale est de savoir où s'élabore l'*intérêt européen*, en tant qu'il est distinct des *intérêts nationaux* et comment il est mis en oeuvre. Tant que la Convention n'est qu'un projet en attente de ratification, puis d'application, l'UE est soumise au médiocre traité de Nice qui est entré en application en février 2003. Dans ce cadre, la réponse ne peut venir du Président de l'Union, lequel est un Chef de Gouvernement qui exerce sa fonction semestrielle en s'adossant aux institutions - ministérielles et autres - de son pays d'origine. La France, dotée d'une Constitution peu démocratique (et souvent, mais mal, révisée depuis 1958) complique cette réponse négative par le jeu du *domaine réservé* au Président de la République qui pèse lourdement sur les choix européens de ce pays. Pour le reste, il faut s'enquérir du pouvoir exécutif dans l'UE. Le Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement fluctue évidemment au gré des majorités dégagées par des élections nationales non synchronisées. Plus stable, la Commission Européenne rassemble des personnalités nommées pour cinq ans par les gouvernements des Etats membres. Leur collectif est censé n'avoir d'instructions à recevoir de personne, mais ses membres n'en sont pas moins des représentants de leurs pays d'origine autant que des producteurs de directives européennes, c'est-à-dire de compromis préparés par les services communautaires et non par un Parlement européen élu. Ce qui sort de cet espace administrativo-politique où le national et le corporatif se mêlent à doses variables ressemblerait pleinement aux arbitrages diplomatiques produits par le Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement (et par ses succursales, les Conseils des ministres spécialisés de chaque pays membre), n'était cette modeste source de continuité, voire de cohérence européenne que forment les Directions de l'administration communautaire bruxelloise, car elles ont, en effet, une pérennité supérieure à celle des gouvernements nationaux..

Quant au Parlement européen qui fut longtemps une simple juxtaposition de délégués des Parlements nationaux, il a peu à peu gagné de l'audience, puis du pouvoir, conforté en cela par les traités européens successifs. La Commission Prodi, mise en place en 1999 fût la première à recevoir globalement l'aval de ce Parlement, désormais élu au suffrage universel, mais selon des modalités que chaque Etat membre fixe à sa guise, sauf à respecter le quota de députés européens qui est alloué à son pays. Un pas de plus a été accompli pour la mise en place de la Commission Barroso (2004) car le Parlement a imposé le remplacement de deux des Commissaires qui lui étaient proposés, avant d'introniser collectivement cette Commission. Malgré cet évident progrès, le Parlement européen est encore loin des normes démocratiques : il ne représente pas de façon claire les populations des Etats membres, ne vote ni l'impôt ni le budget et ne désigne pas les gouvernants de l'EU. Mais, à tout le moins, il s'est mis en marche, il a conquis du pouvoir et il en conquerra derechef.

Au reste, comme dans toute institution politique moderne, les Directions administratives qui assistent la Commission jouissent d'ores et déjà de pouvoirs substantiels pour la mise en oeuvre des décisions régulièrement prises par le Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement (y compris ses "succursales" ministérielles) et par la Commission. En effet, l'application détaillée de la politique agricole commune (PAC), des autres politiques régionales ou sectorielles, des divers fonds communautaires, des accords internationaux (ratifiés par le Conseil susdit), tels ceux passés dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) requiert un grand nombre de décisions dont chacune est de réelle portée dans les Etats membres, non sans coopérations et conflits avec les administrations nationales qui ont également à en connaître. Les gloses journalistiques évoquent volontiers à ce propos, la bureaucratie bruxelloise, mais cette caractéristique formelle masque le fond : l'intérêt européen commence de cristalliser à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg, capitales virtuelles où l'UE loge ses services.

Dans l'Europe-à-Vingt-Cinq formée en 2004, la redistribution des sièges au Parlement et à la Commission va peut être accélérer ce grignotage parlementaire, mais elle va aussi modifier les jeux d'influence étatique, du fait du passage à une majorité pondérée pour les décisions du Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement, ce qui ricochera vers la Commission et le Parlement. Toutefois, cette redistribution inscrite dans le traité de Nice (2003) est moins bien tracée que celle dont la Constitution élaborée en 2004 porte la promesse. Même si les ratifications attendues en 2005 n'étaient pas toutes acquises et si, de ce fait, de nouvelles négociations devenaient nécessaires, il est préférable d'examiner, dès à présent, les jeux d'alliances selon les normes de ladite Constitution, car elles ont toutes chances d'être reprises si des refus de ratification les rendaient provisoirement inapplicables.

La règle fixée par cette Constitution est celle de la *majorité qualifiée* et non plus de l'unanimité, comme ce fut le cas depuis l'origine. Cette unanimité requise pour les décisions du Conseil (et de ses "succursales" ministérielles) donnait à chaque Etat un

droit de veto sur toute décision nouvelle. A l'instar de la Grèce, certains Etats transformèrent souvent ce veto potentiel en chantage pour l'obtention d'avantages particuliers, retardant de la sorte des prises de décision que les autres Etats jugeaient nécessaires, voire urgentes. Cette *nuisance value*, déjà bien gênante dans la CEE-à-Dix de 1981 (où la Grèce fit son entrée) aurait pris des proportions dramatiques dans l'UE-à-Vingt-Cinq, sans l'abandon du principe d'unanimité. La majorité qualifiée qui est désormais requise, en principe, est ainsi fixée par la Constitution (projet original) : deux tiers des Etats membres, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de l'Union ; ou bien, selon la variante finalement soumise aux ratifications de 2005 (et détaillée dans le tableau ci-avant) : 55% des Etats membres (et, au minimum, quinze d'entre eux) représentant au moins 65 % de la population de l'Union. L'avenir verra sans doute ces bornages bouger encore, mais il reste que la majorité ainsi qualifiée peut empêcher les Etats récalcitrants de bloquer les décisions. Les minorités de blocage requises pour disqualifier la majorité ne pourront s'apparenter à un veto que dans le cas improbable où elles seraient formées par une alliance durable d'Etats minoritaires. Même à Vingt-Cinq (ou plus), l'UE pourra décider sans trop de débats-marathons.

Néanmoins, la majorité qualifiée ne pourra déployer toutes ses vertus que si la longue liste des exceptions prévues par la Constitution se résorbe peu à peu. En effet, la Grande-Bretagne est loin d'être seule à revendiquer obstinément le maintien de l'ancienne règle de l'unanimité dans les multiples domaines où celle-ci est présentée comme garante de la souveraineté nationale, si bien que la liste des exceptions à la majorité qualifiée est longue : fiscalité, politique internationale, cadre budgétaire pluriannuel, exception culturelle, etc.

Par ailleurs, l'assise de l'exécutif européen sera quelque peu renforcée si la Constitution est ratifiée, car le Président de l'UE serait alors élu, à la majorité qualifiée, pour une durée de deux ans et demi. Une autre réforme, déjà suggérée par les travaux préparatoires de cette Constitution et marginalement présente dans certains articles (p.ex. I-58 et I-59) serait d'organiser la sortie (partielle ou totale) de l'Union pour ceux des Etats qui refusent d'appliquer telle de ses normes, de participer à telle de ses institutions spécialisées ou qui, plus généralement, s'écartent des politiques européennes. En effet, il existe déjà maints écarts à la majorité européenne (tel l'*opting out* de l'Angleterre vis-à-vis de l'euro, voir annexe 2) et il est vraisemblable que l'élargissement acquis ou futur de l'UE multipliera les écarts de cette sorte, cependant que la probable diversification des politiques européennes suscitera parfois des divergences durables. Dès lors, l'UE gagnerait en cohérence et en souplesse en organisant clairement ses "écluses" d'entrée ou de sortie, et même en explicitant cette possibilité ultime que serait l'exclusion d'un Etat membre par trop réticent à l'Union.

Bousculée par la nouvelle donne commencée en 1989-90, mais nullement terminée (n° 10), virtuellement renforcée par la création de l'euro (n° 11), assaillie de façon pas toujours délibérée par l'expansion en tache d'huile de l'OTAN et par la

tentation américaine d'en faire une sorte de Légion Etrangère mondialisable à toutes fins jugées utiles à Washington (n° 12), la CEE devenue Union Européenne (UE) continue d'avancer à tâtons et non sans reculs occasionnels, vers une organisation et une démarche autonomes, mais demeure loin de compte à cet égard. Son déficit organisationnel n'est certes pas étranger à cette performance encore médiocre, mais il suffit de l'analyser sommairement, comme il vient d'être fait, pour comprendre que sa faiblesse ne résulte pas de ses institutions formelles, ni même de la difficile traduction des vingt-et-une langues officielles de l'UE-à-Vingt-Cinq. Il convient donc de pousser plus avant l'investigation, pour juger notamment des capacités et des performances démographiques, économiques et culturelles de la CEE-UE (n° 14), avant d'en venir à l'analyse proprement macrosociologique des dynamismes et des blocages dont la structure européenne est porteuse et des effets qui en résultent dans le devenir du présent système mondial.

[14]. – Les inquiétudes de l'Europe vieillissante

[Retour à la table des matières](#)

De l'Atlantique à l'Oural, l'Europe comptait 729 millions d'habitants en 2000.¹ En 2050, l'hypothèse moyenne des prévisions la concernant lui accordent seulement une population de 628 millions, à supposer que l'immigration annuelle nette reste au niveau actuel. A l'ouest, où la croissance démographique est déjà très ralentie, les décès annuels excéderont les naissances dans des pays de plus en plus nombreux, cependant que dans l'ex-Europe de l'est, le croît naturel continuerait d'être négatif, comme il l'est depuis une décennie environ. Les premiers pays européens où les décès dépassèrent les naissances furent l'Allemagne de l'est (RDA) en 1969 et l'Allemagne de l'ouest (RFA), dès 1972. Les seuls pays à les rejoindre avant 1980 furent l'Autriche, le Danemark et la Hongrie, mais depuis 1990, la quasi totalité de l'Europe orientale - y compris la Russie - firent de même tandis qu'à l'ouest, une semblable dépopulation a gagné l'Italie, l'Irlande, etc. La France figure dans la minorité des pays où le croît naturel est demeuré positif, quoiqu'il soit en déclin. Cette tendance générale se traduit par un vieillissement des populations d'autant plus marqué que la durée moyenne de vie continue de s'allonger presque en tous pays, l'exception la plus notoire étant celle de la Russie où, depuis une vingtaine d'années déjà, on meurt de

¹ Y compris 90 % environ de la Russie. (selon l'INED Population et Sociétés, janvier 2000).

plus en plus jeune. En 1950 les plus de soixante ans comptaient pour 12 % dans la population européenne totale ; en 2000, ils étaient déjà plus de 20 % et l'on s'attend à ce qu'en 2050, ils forment environ 35 % du total.

Les tendances démographiques ont une forte inertie. Un *baby boom* aussi puissant que celui des années 1950 et 1960 modifierait peu à peu l'âge moyen des Européens, mais ses effets ne deviendraient sensibles, en termes de population active, que vers la fin du 21^è siècle et il faudrait attendre le siècle prochain pour que - toutes choses égales par ailleurs - ils commencent à affecter les systèmes de retraite. C'est donc du côté d'une immigration élargie qu'il faut regarder si l'on désire freiner l'actuelle dépopulation, en sachant toutefois que seuls les immigrants permanents et leur descendance ont un effet démographique significatif. Il faut toujours relativiser les migrations pour bien juger de leur effet en longue durée sur les pays de destination, comme sur les pays de départ. Ainsi, pour ce qui est de l'Europe qui a produit de 1846 à 1924 cinquante millions d'émigrants **nets**, on doit constater que cet énorme mouvement venu d'Italie, d'Irlande ¹ et de presque tous les pays de l'est, du nord et du centre du continent, c'est-à-dire de zones peu à peu gagnées par l'essor du capitalisme industriel, si bien qu'il a tout à la fois offert un exutoire aux classes miséreuses des villes et surtout des campagnes et procuré aux "pays neufs" ² des concours et des contraintes diversement démêlés, dans la durée, selon les conditions locales. Les crises d'après la première "guerre mondiale" ont bientôt freiné puis tari ce flux, hormis les renforts que l'Allemagne nazie et conquérante lui a parfois fournis, tandis qu'après la seconde "guerre mondiale", le flux s'est inversé. Jusqu'en 1975 environ, l'Europe de l'ouest est devenue une pompe aspirante d'immigrants, extraits des pays pauvres de son pourtour et aussi de ses anciennes colonies, sans compter les reflux d'anciens émigrants européens "rentrés au pays" et d'ex-colons (propriétaires, salariés ou soldats) évincés de leurs pays "d'adoption".

Dans le système mondial actuel, les flux migratoires stimulés notamment par la misère qui pousse à l'exode, les guerres qui produisent des réfugiés et les crises politiques génératrices de demandeurs d'asile se sont considérablement amplifiés, dans une population mondiale elle-même triplée durant le 20^è siècle. Pour ce qui concerne l'Europe, il n'est pas surprenant que cette région presque partout riche (au regard des niveaux de vie atteints par ailleurs) soit la cible de courants migratoires qui ne peuvent que s'amplifier, nonobstant la mise hors d'usage de la pompe aspirante des années 1970.

Présentement, deux tendances se manifestent dans la plupart des pays européens pour ce qui est de l'immigration. D'une part les pays de tradition démocratique et les

¹ L'émigration anglaise a commencé avant le milieu du 19^è siècle et elle s'est prolongée en facilitant le bâti de l'empire britannique plus que l'essor industriel, déjà amorcé depuis plus d'un siècle.

² C'est-à-dire soumis à une colonisation ouverte ou indirecte, qui a procuré à l'Europe des matières premières et des débouchés marchands, avant de lui offrir peu à peu un nouveau champ d'expansion capitaliste.

"nouveaux venus" débarassés de la *chaîne soviétique* (n° 2) appliquent avec plus ou moins de zèle le droit d'asile et les divers protocoles onusiens sur les réfugiés ou contre le trafic des femmes et des enfants. Mais, leur contribution collective au total mondial d'environ 175 millions de migrants installés hors leur pays d'origine - que l'ONU a évalués en 2002 - est modeste, car ceux-ci sont situés pour l'essentiel en Asie et en Afrique. A ces exilés et réfugiés de la misère dans des pays miséreux voisins, l'Europe n'adjoint plus un contingent important d'immigrants légaux. Son écart se creuse avec l'Amérique du nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande où des pompes aspirantes continuent de fonctionner, malgré quelques hoquets occasionnels. Par contre l'Europe rejoint les Etats-Unis pour ce qui est de l'immigration illégale qu'elle attire. Légaux ou non, les principaux contingents d'immigrés se trouvent en Allemagne (7,3 millions),¹ en France (3,5 millions), en Grande-Bretagne (2,2 millions) et, depuis peu, en Italie (1 million). De régularisation des clandestins installés sur place aux regains de répression ou de précaution, toute l'Europe tâtonne à la recherche de solutions qui satisfassent à la fois l'ordre public par des naturalisations ou des autorisations de séjour et les préjugés communs par refus des étrangers "voleurs d'emploi". Un accord dit de Schengen, préparé de 1985 à 1990 par plusieurs pays, dont l'Allemagne et la France et appliqué depuis 1995 fut finalement ratifié par toute la CEE (de l'époque), hormis la Grande-Bretagne et l'Irlande. Il abolit les frontières entre Etats, s'accompagne d'une réorganisation des contrôles douaniers et crée un système interétatique d'information sur les permis de séjour et toutes autres données servant à gérer l'immigration. Chaque Etat devient en principe responsable des étrangers qu'il laisse entrer dans "l'espace Schengen", si bien que les clandestins arrivés par ce "pays de première entrée" peuvent être refoulés vers lui. Des mesures complémentaires sont préparées ou discutées, en vue d'établir une police commune des frontières, une banque de données sur les visas, des quotas de visas attribuables selon les qualifications professionnelles ou autres des demandeurs, mais aussi des centres de rétention ou d'attente en pays extérieurs à l'espace Schengen. Nonobstant les complications dûes à l'abstention des îles britanniques et à la paranoïa anti-terroriste américaine, l'accord de Schengen a esquissé un traitement coopératif de l'immigration, mais il a surtout révélé qu'une politique harmonieuse vis-à-vis de tous les migrants est plus nécessaire encore que les contrôles policiers et les décisions judiciaires qui sont censés l'appliquer. D'autant que l'UE-à-Vingt-Cinq, établie en 2004, alourdira ce besoin, à mesure que la libre circulation des travailleurs s'étendra à tous les nouveaux pays membres, après quelques années de transition.

Bref, la vraie question n'est pas traitée par les autorités de l'UE. Elle est de savoir si l'Europe vieillissante et à population quasi stagnante va ou non s'ouvrir à l'énorme pression migratoire qui travaille l'actuel système mondial. Mais aussi de savoir comment, à l'inverse, s'adaptera aux effets durables de la stagnation démographique qu'elle a atteinte quelques décennies après le Japon, et qui sera l'horizon de toutes les

¹ Pendant la guerre froide, l'Allemagne accueillait à bras ouverts les réfugiés venus de RDA ou de l'URSS, selon une législation destinée à apaiser ses propres ex-réfugiés (n° 10) et à satisfaire les Etats-Unis et Israël.

sociétés du 22^e siècle. Et encore, de savoir comment gérer au mieux les prochaines décennies où l'acceptation des pressions migratoires vers (et dans) l'UE et l'acceptation des pressions "protectionnistes de l'emploi" se heurteront frontalement. ¹

Autrement dit, les perspectives démographiques de l'Europe interféreront de façon complexe et changeante avec les perspectives économiques, questions qu'il faut examiner en sachant que l'économique est beaucoup moins inerte que le démographique : ici l'action politique est pleinement responsable, à moyen terme, sinon à très court terme. Sans entrer dans trop de détails dans un domaine où les comparaisons internationales sont affectées par la difficile homogénéisation des statistiques nationales et par les fluctuations des prix et des taux de change, on peut retenir du tableau ci-après qui utilise pour toutes les années, sauf 2005, des évaluations cohérentes, ² une vue centrale du malaise économique européen.

Les Etats-Unis produisent aujourd'hui 21 % de la PIB mondiale, les Etats de la zone euro 15 à 16 % et le Japon 7 %. Parce que leur primauté résulte de la structure même du système mondial actuel, plus que ce n'était le cas dans le système d'avant 1990, les Etats-Unis sont à prendre comme repère premier pour juger des performances des pays développés. Les principaux pays de la CEE-à-Six, puis à-Neuf qui, depuis 1950, rattrapaient rapidement le niveau de vie américain, ont perdu cet élan vers 1975, un peu plus tard pour l'Italie. La Grande-Bretagne, entrée en 1973 dans la CEE, se flatte d'une performance qui perd sa singularité si l'on se souvient que ce pays est sorti de la guerre, en 1945, avec une économie tournant à haut régime et a bénéficié après les hausses pétrolières de 1973-75, de la *bonanza* que le gisement de la mer du Nord lui a procuré - laquelle durera jusqu'en 2020 environ.

L'Espagne qui a rejoint la CEE en 1981 n'a pas échappé au sort commun. La Pologne et la Hongrie, plus tard venues encore, ont subi le même sort, non sans complications dues à leur longue transition structurelle. Bref, la primauté renforcée que le système mondial actuel assure aux Etats-Unis en drainant vers New-York une large partie des capitaux investissables leur a permis d'innover hardiment malgré d'énormes déficits commerciaux et budgétaires. La performance de ce pays ne tient pas à ses vertus ultra-libérales (d'ailleurs tempérées par diverses commodités protectionnistes), mais simplement à la place que la structure du monde actuel lui garantit, jusqu'à ce que d'autres pays, structurés d'autre façon, soient aptes à rivaliser avec lui. L'Europe n'a rien fait pour se restructurer ainsi, bien au contraire : elle s'est employée d'arrache-pied à réduire, sinon à détruire son capitalisme d'Etat, j'y reviendrai (n°15).

¹ Voir notamment "Cent millions de Français contre le chômage" par Robert Fossaert et Michel-Louis Lévy, éditions Stock, 1992.

² Tirées de la série Penn Warren Tables (pwt 6.1), tandis que 2002 a fait l'objet d'estimations selon des données OCDE non encore homogénéisées dans les pwt.

Sur cette toile de fond, les lourds taux de chômage que subit l'Europe depuis 1975 environ n'ont hélas rien de surprenant, qu'il s'agisse des modestes performances anglaises, des aggravations dûes à la "nouvelle donne" (en Allemagne notamment) ou de la faible oscillation de la France entre 9 et 10 % de chômeurs. Pour l'essentiel, les variations intra-européennes tiennent aux écarts législatifs dont les appareils statistiques, diversement réglés, photographient les résultats. Ainsi, par exemple majeur, les Pays Bas qui ont réduit la durée moyenne du travail par des formules bien ajustées de mi-temps, ont mieux rogné leur taux de chômage que la France où les bricolages successifs ont été multiples et contradictoires. Quoi qu'il en soit, l'Europe des dernières décennies a subi un chômage nettement aggravé. D'abondantes analyses détaillent les effets des reconversions souvent brutales et mal agencées en Europe de l'est, spécialement dans l'ex-RDA et les blocages dont l'Europe de l'ouest n'a pas eu le monopole. La seule performance économique dont l'Europe puisse se flatter pour les dernières décennies est la maîtrise de l'inflation, mais sans l'accompagnement d'autres réformes plus stimulantes, ce résultat n'a guère marqué les populations : la fièvre des prix est retombée, mais le malade est frappé d'anémie.

PIB par tête en % de celui des Etats-Unis

Pays	950	975	1990	1995	2000	2002
Allemagne	n.a.	74,1	73,7	74,1	67,1	72
France	50,5	77,6	75,7	71	66,3	75
Italie	38,2	67,6	73,1	70,9	64,2	71
Grande-Bretagne	69,9	69,9	69,3	68,8	68,1	77
Espagne	27,6	60,3	54,4	57,3	53,5	62
Pologne	n.a.	37,1	25,5	25,8	27,1	n.a.
Hongrie	n.a.	38,2	36,2	30,6	31,1	38

Riches d'effets perturbateurs, la démographie et l'économie contribuent à un désordre des esprits que les débats politiques courants n'aident pas à dissiper. On dispute beaucoup de la santé publique, mais sans s'apesantir sur la surconsommation médicale, l'onéreuse prétention des professionnels ou la piètre organisation de ceux des hopitaux où "grands patrons" et gros syndicats coexistent sans s'ordonner. On attaque ou on défend les services publics sans réévaluer selon des critères actuels leurs raisons d'être, leurs modes de fonctionnement et leur coût. On dénonce les délocalisations affectant certaines industries sans toujours en prendre la vraie mesure. On s'inquiète du surendettement des ménages sans se soucier des incitations consommatrices qui leur sont prodiguées. On s'affronte pour ou contre les entreprises

publiques sans peser précisément les défauts et les qualités des firmes de ce type ou les déficiences actuelles et potentielles de leurs substituts privés.¹ On ne cesse de réformer l'école - ou d'en former le projet - mais sans creuser jusqu'aux fondations de cet édifice qu'ici l'on veut égalitaire, en confondant l'égalité avec l'in-différence, c'est-à-dire avec un modèle passe-partout, cependant qu'ailleurs on omet d'explicitier qui paie ? qui contrôle ? qui évalue les résultats ? et que, presque partout, on conçoit l'enseignement comme la transmission de savoirs et savoir-faire passés sans faire une place centrale à l'exploration théorique et pratique de ce qui, dans le présent de sociétés ultra-mobiles, semble davantage porté vers l'avenir. On additionne les craintes et les fantasmes nés de l'immigration, du chômage, des délocalisations etc en une phobie de l'insécurité dont les seuls remèdes utiles seraient répressifs. Et ainsi de suite.

Tandis qu'avec maintes variantes d'un pays à l'autre, tous ces thèmes - et bien d'autres de même poids - sont ressassés par les opinions publiques, des questions plus pressantes encore leur sont mêlées indistinctement, bien qu'elles aient une portée beaucoup plus durable pour toutes les sociétés européennes sans exception, car elles affecteront inéluctablement tous les aspects de la vie de toutes les classes, en toutes leurs générations. Les effets sociaux de l'allongement de la vie humaine entrent évidemment dans cette catégorie, mais leur portée réfractée dans tous les agencements sociaux se découvre à l'aveuglette. On en dirait autant des pressions migratoires auxquelles l'Europe est exposée, n'était cette différence majeure : le vieillissement est vécu comme un progrès, car ses effets sociaux se découvrent si progressivement qu'à tort, on croit avoir le temps de "voir venir", alors que l'immigration est considérée comme une "menace" déjà "bien connue" et comme une urgence à "traiter" en priorité. De cette façon, les problèmes à résoudre sont plus qu'à demi escamotés bien que la pression ne pourra que monter pendant un siècle au moins, vers l'Europe où les communautés "diasporiques"² se multiplieront, cependant que leur difficile coexistence pacifique (entre elles et avec les "autochtones" de chaque société) ne s'entretiendra pas sans conflits, ni longues transitions. L'assouplissement de la citoyenneté sera l'un des principaux chantiers politiques de l'UE, mais les Etats-membres n'y préparent guère leurs opinions publiques. Ce point vaut particulièrement pour le droit de vote des étrangers, qu'ils soient nationaux d'autres Etats de l'UE et de pays "associés" à celle-ci, ou individus et familles en séjour régulier, par droit d'asile ou immigration légale, etc.

A l'ouest comme à l'est de l'Europe, les religions traditionnelles tendent à occuper une bonne partie du terrain délaissé par d'autres idéologies, naguère plus dynamiques, qui trouvaient dans le communisme ou l'anti-communisme leur principe d'ordre ou

¹ Et sans parler des exemples pertinents d'entreprises ou de services publics qu'offrent parfois, sous des noms divers, les Etats-Unis et d'autres pays dont les gouvernants ne jurent que par "l'entreprise privée".

² C'est-à-dire gardant des attaches économiques et culturelles avec leur pays d'origine et avec les communautés de même origine installées en d'autres pays.

qui tiraient de l'exubérance marchande, comme de ses critiques radicales (écologie, loisirs, etc.) leur aliment permanent. Ce regain est perturbé par des conflits inter-religieux tels ceux qui divisent la chrétienté dans l'espace ex-soviétique où chacun des patriarcats historiques de l'orthodoxie tente d'affirmer sa prééminence, cependant que le catholicisme romain ravive ses variantes orientales. Ou qu'ailleurs des chrétientés traditionnelles soient perturbées par la cristallisation d'un islam porté par des immigrés, ou par l'émergence de cultes exotiques (bouddhisme, religions de l'Inde, sectes néo-évangéliques d'inspiration américaine ou autre). Ces novations et rénovations charrient beaucoup d'archaïsmes, mais c'est surtout dans l'ordre économique et politique que ce retour du religieux se révèle néfaste, car il active des credos et des rites qui se présentent comme les principes premiers du bien-vivre en société. Ce stock de vérités révélées encombre l'horizon des réformes requises par un ensemble de sociétés en évolution rapide. Il fait barrage aux débats, aux lois bien délibérées, bref à l'empirique des solutions démocratiquement élaborées. Dans les Parlements, comme dans les travaux préparatoires de la nouvelle Constitution européenne, ces précipités de siècles à dominante religieuse sont crédités d'une universalité, comme s'il leur revenait de synthétiser toutes les valeurs sociales, quitte à absorber dans leur brouet les valeurs républicaines ou modernistes élaborées depuis trois siècles contre l'ancienne emprise religieuse, le tout à l'enseigne d'Etats de droit, au sein desquels les hautes autorités religieuses de toute venue s'offrent, avec insistance, comme guides suprêmes. Toutes démarches qui ne peuvent produire que de "bonnes paroles consolantes", à moins de se raidir en intransigeances musclées.

Aucune révélation ne tirera les peuples européens de leurs angoisses actuelles, aucune solution miraculeuse ne résoudra leurs problèmes. Pour qu'ils s'adaptent de mieux en mieux au monde tel qu'il est *et tel qu'il devient* et pour qu'ils aménagent ce monde selon leurs besoins, il leur faudra comprendre comment ce monde fonctionne et trouver, au sein de leurs sociétés, des forces suffisantes pour imposer à leurs Etats des politiques pertinentes. L'Europe est assez riche de substance et d'expérience pour y arriver, en faisant le meilleur usage possible des formes coopératives dont elle s'est dotée depuis le milieu du 20^è siècle.

[15]. – Les grands États européens : $2 + 1 < 3$

[Retour à la table des matières](#)

À partir du traité de l'Elysée, signé en 1963 par Adenauer et de Gaulle, l'idée se répandit que l'Allemagne et la France étaient le couple moteur de l'intégration européenne. L'accolade assez compassée que se donnèrent alors les deux hommes devint la première image d'une légende européenne plusieurs fois enrichie d'illustrations tout aussi symboliques, tel le recueillement, main dans la main, de Mitterrand et Kohl dans un cimetière de Verdun (1984). Néanmoins, ces duos de personnages changeant selon les majorités politiques dans l'un et l'autre pays, ne firent pas entendre que des chants à l'unisson. En outre, les gouvernements des deux principaux pays de l'Europe-à-Six perdirent de leur poids relatif dans l'Europe qui s'enflait jusqu'à Vingt-Cinq participants et du jour où la Turquie ou l'Ukraine entreraient dans cette Union, les copilotes (supposés) ne dirigeraient plus les pays les plus peuplés de l'U.E. même si leurs deux pays demeuraient les plus riches de l'ensemble européen.

Jusqu'ici, néanmoins, leur coopération a été centrale pour l'Europe quand les gouvernants surent l'harmoniser non pas selon les principes éternels d'un traité, mais bien dans le concret des décisions à prendre d'année en année. Les rencontres périodiques des Chefs d'Etat, assistés des ministres dont l'actualité requérait la présence favorisèrent le travail repris sans cesse qui permit de rendre compatibles les intérêts définis par les gouvernements, travail qui eut d'évidents succès, mais aussi de graves ratés et qui, d'ailleurs, ne dépend pas des seules délibérations gouvernementales, tant chaque pays est riche d'intérêts sociaux, distincts ou communs, auxquels les délibérations "au sommet" doivent faire droit. Ainsi, les mesures symboliques qui furent prises, de temps à autre, pour lier deux peuples dont les armées s'étaient longuement entretenues, ont eu, jusqu'à présent, de bien modestes succès. Les programmes d'échange de jeunes n'ont produit qu'un tourisme marginal, les échanges d'étudiants ont été limités par les corporatismes universitaires opposés aux équivalences de diplômes d'un pays à l'autre, la programmation commune d'une chaîne de télévision n'a produit qu'une réussite élitique. Les résultats sont plus maigres encore aux étages intermédiaires entre peuples et gouvernants, dans la zone où fleurissent les organisations de la société civile : pas de partis communs, des liens

syndicaux sans grande portée pratique (hormis les paysanneries), pas de chambres de commerce franco-allemandes, de rares associations professionnelles entre ordres ou professions libérales, peu de coopérations organisées entre régions et *Länder*, etc. Le couple Allemagne-France a été un moteur quand les deux gouvernements l'ont vraiment voulu, mais un moteur qui a eu des ratés multiples.

Les rancoeurs anciennes semblent bien effacées. L'échec de la CED (1954), l'équipement de la force de frappe française en fusées à moyenne portée, l'accord pour l'installation de SS 20 américains sur un territoire allemand déjà saturé d'armes otaniennes ¹ dorment désormais dans la mémoire des diplomates. En revanche, l'attitude française vis-à-vis de la réunification allemande (1990) irrita une Allemagne où les tentatives de prolonger la survie de la RDA furent mal reçues dans un pays enfin réunifiable, mais où les réfugiés d'après 1945 durent renoncer à toute espérance de retour. Puis, en peu d'années, les craintes vis-à-vis d'une Allemagne qui redevenait "trop" grande s'estompèrent, à mesure que les difficultés économiques et sociales de la réunification et les orientations prudentes du gouvernement allemand firent comprendre à Paris qu'aucun *IVè Reich* n'était en vue, si bien que la France, par elle-même comme par ses prises de position dans la CEE, contribua à ce vaste travail, notamment en ce qui concerne l'accès des *Länder* issus de la RDA aux contributions du Fonds de Développement Régional. En outre, la coopération entre les deux pays se resserra pour remplacer les SME par une monnaie européenne véritablement commune, car l'acceptation de l'euro ne fut pas le prix payé par l'Allemagne pour faire accepter son nouveau statut, mais bien une avancée coopérative, d'ailleurs fermement négociée de toutes parts.

Sans entrer dans les débats sur les modalités de la réunification (privatisations trop rapides par un *Treuhandanstalt* ² sans visée d'avenir ? aides aux *Länder* de l'est mal finalisées ? etc), on doit néanmoins constater que depuis 1990, l'ex-RDA a perdu les deux tiers de ses emplois, y compris par émigration vers l'ouest des plus jeunes et des plus qualifiés, ³ si bien que le taux de chômage à l'est avoisine les 17-18 % (soit le double du chômage à l'ouest). Comme, en outre, la structure du capitalisme ouest-allemand subit depuis les années 1990 de substantielles modifications, par desserrement des liens entre banques et industries et par délocalisation massive de diverses productions, l'Allemagne nouvelle souffre depuis lors d'une conjoncture médiocre qu'elle accentue par diverses réformes libérales de ses lois "sociales", alors qu'une forte poussée des exportations, vers l'Asie notamment, ne suffit pas à redynamiser son économie. C'est dans ce contexte difficile (par maints côtés semblable à celui qui caractérise la conjoncture française) que se sont produits divers ratés récurrents de la coopération germano-française en matière européenne.

¹ Alors que la France refusait ces mêmes fusées sur son propre territoire. Et que Mitterrand, récemment élu, formula son avis dans un discours au Bundestag (1982)...

² Institut pour la Reconversion des entreprises d'Etat de la RDA.

³ Mouvement semblable à celui qui s'était accéléré jusqu'à l'édification du mur de Berlin en 1961.

Une partie d'entre eux est due à la France qui se fit difficilement à l'idée que l'Allemagne n'était plus un nain politique, mais qu'elle tendait à normaliser sa situation, au stade déjà atteint par l'intégration européenne, comme par l'affermissement du système mondial, rénové comme elle vers 1990. Quand Schröder arriva au pouvoir en 1998, il était porté par une nouvelle génération d'élus et de militants, nés à la politique après avoir secoué ses ancêtres plus ou moins nazis. Fischer, leader des Verts et ministre des Affaires étrangères, est un bon exemple de cette décomplexion. En 1999, il n'hésita pas à engager son pays dans la guerre OTAN-Serbie qui "libéra" le Kosovo, mais sut tenir à distance les Etats-Unis qui tentèrent, en 2003, d'entraîner l'OTAN dans leur aventure irakienne, en quoi il rejoignit et consolida la position française, dans une Europe en voie d'élargissement où les sirènes anglo-saxones plaidaient - avec un succès modeste et tout provisoire - pour mobiliser un maximum de contingents européens. Cet exemple le souligne, le retour de l'Allemagne à l'âge adulte ne fut pas pour la France une constante gêne, il y eut des heurts, mais aussi de loyales coopérations. C'est dans les petites choses que l'agacement fut parfois le plus grand. Ainsi de la succession de Camdessus, directeur général du FMI, démissionnaire en 2000, d'un poste que la France avait détenu pendant 27 des 55 années d'existence dudit Fonds. L'allemand Kohler, ministre du gouvernement Schröder était candidat et fermement soutenu par un gouvernement qui entendait désormais jouer dans la cour des grands. Paris tergiversa, freina des quatre fers, mais finit par céder devant l'intransigeance allemande.¹ L'Allemagne qui, par ailleurs est candidate à un siège permanent au Conseil de Sécurité, attend encore que la France lui accorde un soutien ferme et loyal. On pourrait noter d'autres exemples, tels ceux de l'écologie où les Verts qui pèsent d'un bon poids dans la coalition gouvernementale allemande demeurent hostile au nucléaire, fort apprécié par EDF ou l'armée française, et s'irritent de voir que la France est lanterne rouge dans l'application des directives européennes en matière d'environnement.

Toutefois, les déficits de la coopération franco-allemande disparaissent dès qu'on aborde le domaine militaire où l'Allemagne a rejoint la France aux premiers rangs des exportateurs d'armements, sans grande concurrence entre les deux pays. Dans ce secteur dominé par les Etats-Unis, la coopération industrielle, souvent renforcée par quelques autres partenaires européens est assez serrée, même si le choix des dirigeants ou les réformes de structure sont plus délicats que le partage des chiffres d'affaires. EADS - le groupement Européen d'Aéronautique de Défense - est riche d'une filiale Airbus qui est un succès notoire. Arianespace est un autre succès sur le marché des lanceurs de satellites et Galileo vient enfin de surmonter l'opposition des Etats-Unis qui auraient aimé maintenir le monopole de leur GPS. D'autres avancées sont plus délicates, telle la fusion Snecma-Sagem, prometteuse pour l'aéronautique ; mais pas encore consolidée par un partenaire allemand. Par contre, les coopérations sont rares ou médiocres dans les vieilles armes : vus d'Allemagne ou de France, les chars d'assaut ne semblent pas également démodés, mais les hélicoptères intéressent les deux pays et quelques uns de leurs partenaires européens.

¹ Köhler devait démissionner en 2003, pour devenir Président de la République allemande...

Hors les activités à connotation militaire, les coopérations se raréfient à mesure que l'on descend des entreprises à forte composante publique (recherche, débouchés, etc.) vers des secteurs nettement privés. Depuis 1982, la France et l'Allemagne - c'est-à-dire Framatome et Siemens - se sont mis d'accord pour créer un nouveau type de réacteur (EPR), mais ils tardent à recueillir les renforts nécessaires. Par contre Siemens et Alstom, fabricants de TGV aux techniques différentes, hésitent depuis des années à s'associer pour conquérir des marchés où ces deux techniques et leurs héritières pourraient trouver place. Ailleurs encore, quand Sanofi, groupe pharmaceutique piloté de France, s'apprête à absorber Aventis, son quasi homologue allemand, les deux gouvernements s'en mêlent à des fins contradictoires. En vérité, les bourgeoisies allemande et française n'ont aucune hâte à fusionner leurs entreprises, sauf incitations gouvernementales, car elles sont l'une et l'autre tentées par des percées internationales multiples, parfois aventurées comme celle de la France en Argentine depuis 2002 ou plutôt contraires, comme celles que les deux Etats encouragent en direction du marché chinois. Entre le grand large et la proche Europe, les choix ne sont pas guidés par une politique cohérente : le moteur (supposé) de la CEE-UE ne peut conduire les firmes géantes ou ne sait vers quoi les diriger.

Peut-être le pourra-t-il si et quand la Constitution proposée à l'Europe aura été approuvée - ce qui ne veut pas dire dès 2006, car les gouvernements européens devront rôder les nouvelles institutions avant de se lancer dans une éventuelle politique industrielle. En attendant, les centres de décision européens (n° 14) sont régis par le traité de Nice (2001), médiocre compromis entre la normalisation recherchée par l'Allemagne, la parité avec l'Allemagne à laquelle la France s'accrochait et les ambitions affirmées par les principaux nouveaux entrants dans une CEE-UE en transition vers 25 membres. Pour l'essentiel, la France eut tort de s'accrocher à la parité en nombre de députés avec une Allemagne qui la dépassait en population et en richesse dès avant sa réunification, tandis que ces deux "Grands" devenus inégaux eurent tort de céder l'un et l'autre aux chantages des moins peuplés et des moins développés des nouveaux venus, au nom d'un démocratisme formel qui pourrait enrayer l'aptitude européenne à décider. La Convention actuellement en débat dans les vingt-cinq Etats a toutefois corrigé quelque peu ce dernier travers. Mais il reste à l'approuver et à la mettre en oeuvre.

D'autres obstacles attendent le duo des "Grands" européens, indépendamment des projets d'union formelle entre eux qui renaissent de temps à autre,¹ ou des aspirations régionalistes que l'Espagne entend promouvoir. En effet, les normes applicables aux entreprises, aux banques et aux bourses, les politiques industrielle ou financière guidant celles-ci et les orientations militaires - otaniennes ou non - sont à préciser sans cesse. Bref toute la politique européenne est riche de sujets où la concertation et

¹ Ainsi un ballon d'essai lancé par le chiraquien Villepin en décembre 2004 a réveillé une proposition analogue formulée par les démocrates-chrétiens allemands Lamers et Schäuble en 1994.

s'il se peut, l'accord entre l'Allemagne et la France seront d'un grand poids, sinon prépondérants. Mais de tous les obstacles, les plus délicats viendront assurément du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, troisième grande puissance de l'Europe qui depuis son entrée dans la CEE en 1973 s'est souvent disjointe du couple France-Allemagne de façon telle que **2 + 1 soient < 3**.

On pouvait croire, en 1945-50, que l'Angleterre où se mettait en place un *Welfare State* bien théorisé par Beveridge, de substantielles nationalisations et un ensemble ambitieux d'autres politiques "sociales" pourrait marier à son capitalisme privé un capitalisme d'Etat durable, soutenu par un parti travailliste désempourbé et par des syndicats ultra-développés, non sans adjoindre à cette solide assise de politique intérieure, une orientation nouvelle de la politique extérieure, bientôt marquée par l'indépendance des Indes et toutes ses suites. Mais ce rêve s'effiloqua en quelques d'années. Quand naquirent la CECA, puis la CEE, l'Angleterre excipait déjà de sa souveraineté nationale pour s'abstenir, cependant que la même souveraineté ne l'empêchait nullement de figurer parmi les parrains de l'OTAN et d'y cotoyer la France et l'Allemagne. La valse-hésitation ultérieure de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'intégration européenne a été détaillée ci-avant, depuis la création de l'Association Européenne de Libre-Echange (1959) : inutile, donc, d'y revenir.

Chemin faisant, plusieurs motifs de cette souveraineté nationale, ombrageuse mais aussi écornée que celle des autres Etats européens, ont été aperçus : "liens spéciaux" avec les Etats-Unis, notamment en ce qui concerne le nucléaire, le militaire et l'espionnage ; liens persistants avec les ex-"dominions blancs" dans l'ordre financier et, souvent, politique ; obstinée défense de la position mondiale de la City, y compris par l'invention de techniques financières dérivées du crédit et par l'utilisation discrètement sournoise des paradis bancaires qui abondent à la périphérie de l'aire britannique (des Anglo-Normandes aux Caïmans, etc.). Toutes orientations favorisées par le libre-échange et confortées par diverses revanches politiques des classes dirigeantes anglaises, notamment quand Mrs Thatcher put écraser le syndicat des mineurs (1984-85).¹

Pragmatique, l'Angleterre combattit la CEE jusqu'à ce que Pompidou lui ouvre une porte (1973) que de Gaulle avait tenue fermée dix ans plus tôt. Son opposition devenue interne se mua en combat incessant contre les écarts au libre-échange et au philo-américanisme, combat harassant au long d'un front parfois mobile, notamment quand chacun des élargissements de la CEE provoquait un afflux de nouveaux "combattants". Les offensives britanniques contre la PAC, la conversion du SME en euro, la constitution d'une force européenne distincte de l'OTAN, l'équipement autonome de cette force (en état-major comme en satellites) furent renouvelées en toute occasion (y compris après "l'accord" de Saint-Malo en 1998), tandis que l'extension des capacités budgétaires de la CEE, ses incursions dans le domaine fiscal ou ses indulgences envers les services publics et les entreprises relevant encore du

¹ Qui inquiéta les possédants, notamment par sa dure grève de 1926.

capitalisme d'Etat donnaient lieu à d'incessantes escarmouches, faute de s'être cristallisées en un projet global plus visible. Toutes offensives où l'Angleterre ne fut jamais complètement battue (ni victorieuse) et qu'elle reprit à frais nouveaux dès qu'une occasion se présentait. Peu à peu pourtant, l'Angleterre dut laisser passer diverses doses d'intégration européenne, fut-ce en restant sur la touche : ainsi de l'*opting out* qu'elle adopta vis-à-vis d'un euro naissant qu'elle tentera évidemment de rejoindre si le risque de l'abstention devient trop grand ou quand l'évolution du système monétaire européen et de sa BCE lui offrira l'occasion d'y entrer "à ses conditions". Déjà, d'ailleurs, la Grande-Bretagne étend volontiers sa participation contestataire ou conditionnelle à celles des entreprises européennes où ses industries, ses banques et ses laboratoires (sinon ses administrations) ont quelque chose à gagner : elle est de tous les Airbus, s'ils volent rentablement, fût-ce sur un marché insuffisamment libre-échangiste.

Bref l'Angleterre n'est pas l'ennemie de l'Europe, mais seulement d'une Europe qui s'écarte de ses intérêts nationaux, tels que définis par ses classes dirigeantes. De ce fait, elle concourt - de façon certes involontaire - à la consolidation du couple franco-allemand, car les intérêts dont ces deux pays sont porteurs se sont écartés des conceptions britanniques. Pour dire la même chose d'autre façon, la Grande-Bretagne est le principal obstacle à la construction européenne, parce qu'elle freine les initiatives allemandes ou françaises plutôt que de leur apporter un renfort qui pourrait être précieux.

La mise en oeuvre de l'éventuelle Constitution aujourd'hui en discussion enrichira la dialectique anglo-européenne, mais comment ? jusqu'à un *opting out* étendu à toute la CEE-UE ? jusqu'à aligner celle-ci sur des orientations purement libre-échangistes et otaniennes ? ou bien jusqu'à participer à l'adoption de nouvelles réponses aux changements d'un monde où l'Europe rapetisse et se trouve menacée de racornissement ?

[16]. – Les carrefours de l'Europe

[Retour à la table des matières](#)

Dans un système mondial en rapide transformation, l'avenir de l'Europe est incertain parce que cette région est affectée par toutes les turbulences externes comme par les lancinantes novations qui la travaillent, le tout se manifestant dans un contexte ideologico-politique qui est, ici, dépressif. En effet, alors que la Chine et l'Inde s'ébrouent et que l'Amérique latine tente de réduire sa dépendance à l'égard d'Etats-

Unis qui, dans le même temps, ravagent le Proche et Moyen-Orient en croyant l'émanciper, l'Europe cultive la nostalgie de ses gloires d'antan et surtout de ses années généreuses d'avant 1975. Latentes jusque vers 1990, c'est-à-dire jusqu'à l'implosion du communisme soviétique, les conséquences du reflux européen n'ont pas cessé depuis lors de s'envenimer l'une l'autre. La tâtonnante coopération des Etats européens qui s'était esquissée depuis les années 1950 s'est certes poursuivie après 1975, comme après 1990, mais ses progrès sinueux et parfois fragiles n'ont pas suffi pour ragaillardir les peuples d'Europe, ni pour raviver le dynamisme d'une Allemagne pourtant réunifiée et celui des autres Etats débarassés du fardeau de la guerre froide. La Commission de Bruxelles, renouvelée en 2004, atteste de cette déprime générale. Ses membres, nommés par des gouvernements, souvent "de droite", manifestent un zèle libéral si accusé que le Parlement européen a déjà dû chasser quelques commissaires par trop zélés. D'autres crises politiques éclateront sans doute dans le triangle du pouvoir (Conseil des Ministres, Commission, Parlement) selon l'évolution des majorités politiques Etat par Etat, si ce n'est du fait de mouvements sociaux que l'asthénie européenne susciterait.

Certains des linéaments de l'avenir s'esquissent de façon visible, au sein de l'UE, mais leur ensemble, fort incomplet, ne converge pas vers une situation souhaitée ou même simplement espérée : les peuples d'Europe sont incertains de leur avenir. Pour entrevoir néanmoins celui-ci, il faut donc s'en tenir aux tendances aujourd'hui actives, déceler leurs conséquences possibles et supputer les novations qui pourraient advenir de leurs rencontres. Mais il va de soi que cette exploration de carrefours futurs, d'une inégale probabilité, n'offrira pas de solutions toutes faites. L'avenir de l'Europe est à construire, aucun plan certain n'en peut être tracé, il faut essayer. Les analyses présentées jusqu'ici, peuvent y aider, malgré leurs lacunes. Elles ont négligé les désordres que maints "petits" problèmes pourraient provoquer s'ils s'envenimaient, depuis Gibraltar et Chypre, encore marqués par l'ancienne "route des Indes" britannique, jusqu'à Kaliningrad, enclave russe au sein de l'Europe d'après-1990, et de Monaco ou du Lichtenstein au Luxembourg, abris fiscaux ou bancaires, sans doute moins dommageables qu'une Suisse, rebelle à l'intégration européenne. Elles ont quasiment ignoré les troubles que pourraient provoquer, à terme plus lointain, les futurs élargissements balkaniques de l'Union Européenne (UE) qu'il s'agisse de la Bulgarie et de la Roumanie ¹ trop fermement soutenues par la France ou des multiples Etats de l'ex-Yougoslavie, moins heureusement réformés que la Slovénie. Elles ont laissé de côté les vastes Etats - Turquie ou Ukraine - candidats potentiels à une UE qui ne pourra pas se soucier vraiment d'eux avant une décennie. Enfin, lorsque les principaux Etats de cette UE ont été passés en revue (n° 14), elles ont négligé - par simplification sans doute excessive - l'Italie présente de longue date, l'Espagne désormais bien ancrée, la Pologne tard venue et les autres membres du "pacte de Visegrad" (n° 10). Néanmoins lesdites analyses ont mis en relief suffisamment de

¹ Pays de réputation est médiocre, en raison du traitement des Roms, des complaisances envers le Pentagone ou des conséquences potentielles de la double nationalité accordée à ses nationaux par la Moldavie ex-roumaine, puis ex-soviétique, etc.

traits majeurs de l'Europe actuelle pour que son devenir d'ensemble puisse se laisser apercevoir.

L'Union Européenne produit aujourd'hui 18 % de la PIB mondiale (à comparer aux 20 % des Etats-Unis), mais, région par région, sa richesse s'étale de 1 à 25. En fait, *elle ne tend pas à s'intégrer dans une formation unique et homogène*. Même en laissant de côté les non-membres de l'UE de 2005 et en ignorant la plus grande et la plus ancienne des Europes organisées - qui est celle du Conseil de l'Europe ¹ - force est de constater qu'il existe présentement *un feuilletage d'organisations européennes intégrées* qui sont :

- *la Communauté Economique Européenne* (CEE), rebaptisée Union Européenne (UE) à l'occasion de son passage de 15 à 25 membres (2004) ;

- *l'Union Monétaire*, désignation non-officielle de 12 des 15 Etats membres de la CEE de naguère, ² effectivement entrés dans le Système des Banques Centrales, piloté par la Banque Centrale Européenne (BCE) ; ces derniers constituent la *zone euro*, c'est-à-dire l'ensemble des pays qui se sont défaits de leurs monnaies nationales pour adopter le commun euro (n° 11).

- *l'espace Schengen* formé par les 13 membres de la CEE qui ont adhéré à l'accord de libre circulation signé à Schengen ³ auquel l'Autriche et la Norvège se sont joints.

- et, enfin, les configurations diverses, encore mal cristallisées, qui se sont succédées au titre des accords de défense dits *Union de l'Europe Occidentale* (n° 12).

Le dynamisme actuel de ces zones ne les porte pas vers une parfaite unification, loin s'en faut, si bien que la Constitution, aujourd'hui en débat, tend plutôt à entériner la "géométrie variable" des institutions européennes, à l'enseigne des "coopérations renforcées" (art.I-43) et laisse même apercevoir la possibilité de renvoyer aux ténèbres extérieures certains participants par trop récalcitrants aux évolutions souhaitées par une "majorité qualifiées" (art.I-58). En outre, les dix nouveaux adhérents de 2004 et d'ultérieurs nouveaux venus ne pourront rejoindre *l'espace Schengen* qu'au prix de longs délais et moyennant des disciplines qu'ils n'accepteront pas tous, cependant que la porte de *l'Union Monétaire* ne s'ouvrira qu'aux pays satisfaisant aux "critères de Maastricht", lesquels critères seront sans doute appréciés de façon plus vigilante que ce ne fut le cas pour la Grèce. Il est probable que, dans ces deux cas, il y aura des laissés-pour-compte. En matière militaire, les défaillances tiendront plutôt aux inconditionnels de l'OTAN ou aux tenants d'une neutralité absolue. Bref le feuilletage européen ne disparaîtra pas : il est bon qu'il en soit ainsi,

¹ 46 membres ; dernier reçu : Monaco (2004) ; candidat en attente : Belarus (voir n°xx).

² La Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark ont refusé l'euro.

³ La Grande-Bretagne et l'Irlande se sont abstenues.

ne serait-ce que pour approfondir peu à peu l'union des Etats et des peuples qui auront la conviction d'y gagner.

Le plus important des carrefours à traverser par l'Europe est celui de l'**emploi**. Pratiquement toutes ses autres voies en dépendent. Le moral des peuples, l'efficacité des Etats et les progrès de l'intégration, la cohérence de l'UE, la sérénité vis-à-vis des futurs nouveaux venus et des flux d'immigrants qui les précéderont et le poids de l'Europe dans le système mondial qui s'édifie depuis 1990 s'amélioreront - ou non - selon que la réduction massive du chômage deviendra - ou non - la clé d'à peu près toutes les politiques européennes. Aucun bénéfice durable ne sera acquis si les Etats se jettent à l'anglaise dans les voies du libéralisme extrême par allongement de la durée du travail, retard des retraites, abaissement des salaires, rognage de la sécurité sociale, durcissement de la fiscalité des bas revenus, indulgences vis-à-vis de l'immigration clandestine et des emplois "au noir", etc. En revanche, il convient de mettre en oeuvre des politiques - énoncées ci-après sans priorité entre elles - dont chacune requerra des efforts obstinés et des sacrifices à bien cibler : stimuler la recherche ; bâtir une politique industrielle l'utilisant au mieux, mais jouant également de toutes les synergies possibles entre entreprises et entre États ¹ ; moderniser sans cesse la formation des jeunes générations, par voie scolaire ou non ² ; multiplier les services individualisés destinés aux élèves et étudiants, aux familles, aux personnes âgées, etc.) en n'hésitant jamais à amorcer leur usage par des années d'aides, fiscales ou autres ; ajuster soigneusement un raccourcissement programmé de la vie active en toutes ses formes, du quotidien à la retraite ; etc.

A toutes ces fins, la mobilisation de moyens financiers devrait devenir prioritaire, qu'il s'agisse des budgets étatiques ou régionaux, comme du budget européen (à doter de ressources additionnelles) et des capacités d'investissement des banques publiques européennes (BEI, ³ BERD, etc). L'échenillage des dépenses devenues subsidiaires - telles celles de la PAC ou celles des armées de la guerre froide et des ex-empires coloniaux - devrait accompagner cette concentration des dépenses, de même que le rabotage répété des exubérances bureaucratiques, "sociales" ou industrielles. Bureaucratiques, par déracinement des routines des fonctions publiques. "Sociales", aux dépens des professions saprophytes, telles celles de la santé et certaines de celles de la justice et du droit. Industrielles, en soumettant à une fréquente visite critique les services publics et les entreprises publiques. Car il devrait s'agir non point de supprimer par principe tout ce qui relève du capitalisme d'Etat, mais de favoriser, à l'échelle nationale ou, mieux, à l'échelle européenne, la formation et le

¹ Outre la multiplication des grandes coopérations de type Airbus, la multiplication des initiatives trans-frontières (telle la création par SNCF, Deutsche Bahn et tels autres, de sociétés pan européennes pour la multiplication des TGV), etc.

² C'est-à-dire par la multiplication des initiatives décentralisées ou transfrontières : l'exact contraire de ce que fait l'Education Nationale à la française, ce dangereux "mammoth".

³ Il serait indispensable d'élargir les recours de la BEI aux emprunts obligataires, tout en contrôlant de près les emplois extra-européens pour en éliminer l'inutile et l'extravagant.

renouvellement périodique d'entreprises publiques et de services, capables de suppléer aux lacunes et aux retards du secteur privé. Parmi ces entreprises, une attention particulière devrait être consacrée au secteur bancaire, pour combattre le surendettement et les placements financiers médiocres dont il s'engraisse et pour faire jouer pleinement sa capacité de produire du capital investissable, sous le contrôle de banques centrales elles-mêmes orientées et surveillées par la BCE (voir annexe 2).

Dans toutes les voies qui viennent d'être recensées sommairement, la priorité à la création d'emplois sains et durables devrait jouer à plein, y compris par la réforme du "pacte de solidarité" qui entrave sottement la BCE. Dans le même esprit, l'action conjuguée des Etats européens au sein de l'OMC devrait tendre non pas à brider l'essor des échanges internationaux, mais bien à en programmer les étapes de telle façon que l'ouverture aux pays en voie de développement de nouveaux marchés agricoles, industriels et de services, leur solvabilisation par aides et crédits, leur accès aux produits des industries les plus évoluées soient coordonnés d'étape en étape, cependant que les effets connexes sous forme de délocalisations ou d'émigrations seraient autant que faire se peut embrassés dans la même coordination. Toutes orientations qui rendraient souhaitable l'extension au FMI et à d'autres agences internationales, de la coopération européenne déjà acquise pour ce qui est de l'OMC. ¹

Plusieurs des voies déjà évoquées conduisent au carrefour des **budgets** publics. En effet, l'emploi devrait devenir pendant une ou deux décennies, la priorité des priorités dans la conception et l'exécution des budgets nationaux ou européens, qu'il s'agisse de trier dans les services publics pour les assainir, d'en créer de nouveaux, d'ajuster les normes fiscales, d'élargir les dotations de l'UE au-delà de l'actuel plafond de 1% du PIB européen, de supprimer la ristourne anglaise (voir annexe 1) ou de cadrer les dépenses "sociales". De telles évolutions impliquent une vigilance réciproque des Etats associés dans l'UE, à laquelle l'aiguinement de la BCE pourrait contribuer, mais pour laquelle un renforcement des services de l'UE elle-même serait nécessaire : la chasse aux fraudeurs - surtout quand ce sont les Etats eux-mêmes qui fraudent - n'est pas une mission *subsidaire*. Des efforts obstinés devraient tendre à homogénéiser les fiscalités des sociétés multinationales et à bloquer les détournements de revenus et d'épargnes vers des pays européens "accueillants". Les normes aujourd'hui en vigueur - et demain celles de la Constitution en débat - devraient être appliquées avec force et grande publicité, ce qui aiderait à préparer les réformes qui seront nécessaires pour venir à bout des inadmissibles résistances anglaises ou luxembourgeoises. Plus d'emplois et moins d'évasion fiscale sera un conflit à mener jusqu'à son terme, fût-ce au prix de quelque(s) *opting out*.

¹ Ces thèmes ont été étudiés dans Civiliser les Etats-Unis (n°x et y), texte repris sur le présent site. Il y est montré que le postulat d'une égalité des nations et la généralisation systématique du principe "de la nation la plus favorisée" entrave le développement des pays faibles et frappe d'impuissance les Etats développés quand ils sont exposés au rush des "délocalisations".

Au carrefour de l'**hospitalité**, la riche Europe est tentée d'élever des barrières, plutôt que de respecter ses traditions d'asile et d'organiser son *espace Schengen* de façon à canaliser l'immigration et à pouvoir la régler par le type d'accords OMC qui vient d'être suggéré. On est ici à un point où la coordination des politiques est très délicate : immigration qui paraît nuire à l'emploi,¹ mais qui renforce la consommation et la production ; immigration d'allogènes qui perturbent temporairement le système scolaire - s'il n'y est pas adapté - mais qui enrichissent le capital génétique des sociétés d'accueil qu'elles rajeunissent ; immigration d'étrangers dont une partie regagne ses pays d'origine au bénéfice de la culture et des exportations européennes ; etc. Toutes contradictions qui peuvent être atténuées par des politiques heureusement dosées, surtout quand celles-ci sont encadrées par une police des frontières, sensible aux conjonctures (économiques et autres) et par une politique culturelle d'accueil et d'adaptation visant à la fois les immigrés et les populations au sein desquelles ils ont à s'insérer.

Au carrefour de l'**OTAN**, l'itinéraire à emprunter dépendra évidemment des choix effectués par ailleurs, lesquels favoriseront plus ou moins la levée des blocages actuellement imposés par les Etats-Unis qui veulent garder l'entier contrôle d'un OTAN converti en société de services militaires de portée virtuellement mondiale et qui sont soutenus par les nouveaux venus de l'UE et par cette fraction des opinions d'Europe occidentale qui continue de craindre la Russie. Comme cette dernière tendance s'effacerait si l'Allemagne réunifiée s'en détachait totalement, une grande question à résoudre pour franchir utilement le carrefour de l'OTAN serait de donner à ce dernier pays une sécurité nucléaire² plus européenne que le "parapluie atlantique" et plus substantielle que la protection "offerte" par la force de frappe française. La réponse est à chercher dans l'établissement d'un duopole franco-allemand fixant les normes d'une défense européenne nucléarisée, détaillant les sites à protéger et réglant - sous double clé ou d'autre manière - les décisions de mise à feu. Ledit duopole pourrait être renforcé par tels Etats européens qui accepteraient d'y coopérer, mais il faudrait qu'une miraculeuse évolution ait réellement disjoint les "liens spéciaux" de la Grande-Bretagne avec les Etats-Unis, pour que son entrée dans un tripole européen soit concevable. Le duopole, par contre, pourrait s'efforcer de signer avec la Russie d'une part et d'autre part avec la Grande-Bretagne des accords de limitation des armements et de refus du premier emploi, le tout soumis à des mesures de confiance et de contrôle du type de celles dont la CFCE fit usage après 1975.³ Une telle évolution requerrait des débats longs et complexes incluant éventuellement d'autres puissances nucléaires, débats que l'opposition américaine et d'autres manoeuvres étireraient sans doute, si bien qu'il faut s'apprêter à franchir le carrefour OTAN par deux visées : d'une part sortir du non-dit nucléaire dans les relations avec une

¹ Voir Cent millions de Français contre le chômage par R. Fossaert et M.-L. Lévy, ed. Stock, 1992

² La phobie du nucléaire dont les Grünen sont souvent porteurs ne les a pas empêché de se rallier à d'utiles interventions militaires des troupes allemandes de l'OTAN ou de l'UEO.

³ Mais sans tomber sous la houlette de l'OSCE (sous tutelle américaine) qui remplaça la première CSCE (voir n° x)

Allemagne normalisée (n° x), d'autre part, renforcer et clarifier le "dialogue", c'est-à-dire le duel OTAN - UEO.

Muscler l'UEO comme force de police en Europe et en son voisinage immédiat ; raréfier ses excursions hors cette zone,¹ sauf mandat clair des Nations-Unies ; épargner à l'Europe les armements ultra-sophistiqués mis à la mode par l'industrie américaine ; rogner autant que faire se peut les ailes de l'OTAN ; organiser de façon autonome (état-major, armement, satellites, hiérarchie, etc.) les forces européennes en les élargissant aux dépens des forces intégrées dans l'OTAN ; bref, cantonner celle-ci dans une fonction contemplative de type OCDE. Telles pourraient être les voies à explorer autour du carrefour OTAN, sans itinéraire préconçu et sans négliger d'autres opportunités éventuelles. Dans les limites ainsi tracées, la *Politique Européenne de Sécurité et de Coopération* (PESC) devrait afficher sa vocation intra-européenne et ne s'aventurer hors cette zone que dans la mesure où une "coopération renforcée" pan-européenne en déciderait, avec moyens à l'appui, ce qui mettrait un terme aux missions "à la Solana", ce "représentant de l'Europe" sans mandat clair ni moyens effectifs. En effet, les agences pseudo-diplomatiques du type PESC ou OSCE sont des adhésions otaniennes, des liens flexibles et surnois qui contribuent à la survie d'une OTAN privée de ses vraies raisons d'être depuis 1990 et qui ne cesse de se bricoler un avenir comme "légion étrangère" des États-Unis.

C'est d'ailleurs loin de l'OTAN que l'UE pourrait s'ouvrir de nouvelles voies diplomatiques, en multipliant les coopérations comme celle qu'elle a amorcée au sein de l'OMC (n°x). Ses terrains d'élection pourraient être le FMI, la Banque Mondiale,, l'ONU (notamment le Conseil de Sécurité), maintes autres agences internationales, mais aussi le G7 (ou G8²) où s'esquisse un multilatéralisme dont l'aloï serait à purifier.³ L'objectif serait de faire en sorte que l'Europe "parle d'une seule voix" dans ces instances, en ayant dans chacune d'elles des délégations unifiées, coordonnées sous le contrôle du Conseil des ministres européens. Ainsi les chancelleries européennes qui se livrèrent, des siècles durant, d'incessants combats de coqs apprendraient à coopérer réellement, en aidant leurs gouvernements nationaux respectifs à se laver de leurs chauvinismes traditionnels, pour répondre aux urgences du monde actuel. Alors, l'UE, née économiste, amorcerait réellement sa conversion politique et trouverait à employer au service de l'Europe, la partie utile des 40.000 diplomates que les Vingt-Cinq entretiennent aujourd'hui de par le monde (à comparer avec les 15.000 diplomates américains). Certes, une coopération ainsi agencée (ou d'autre manière équivalente) n'effacerait pas tous les affrontements intra-européens, cultivés pendant des siècles belliqueux, mais un processus de rénovation culturelle serait néanmoins amorcé, à l'horizon duquel pourrait poindre l'accomplissement de cette tâche majeure, souvent annoncée, mais jamais entreprise : l'écriture d'une

¹ Y compris dans l'Afrique mal décolonisée, au Proche-Orient et sur les confins russes.

² Réunion annuelle des dirigeants des pays les plus industrialisés, sous présidence tournante.

³ Par exemple pour satisfaire les réclamations de Schröder (fév. 2005) qui déclare que l'OTAN n'est pas un lieu où les grandes puissances puissent débattre des grands problèmes mondiaux.

histoire européenne commune à tous les écoliers et étudiants des Etats de l'UE. Sur cette même lancée, l'entrée ou non dans l'UE de la Turquie, de l'Ukraine et d'autres demandeurs deviendrait un problème lentement et raisonnablement discutable, tout comme l'idée d'agencer de nouvelles zones de coopération sur les pourtours balkaniques, méditerranéens, proche-orientaux ou orientaux de l'Union à Vingt-Cinq, car la propagation de son modèle "d'apaisement réel des tensions sociales, économiques, communautaires et politiques"¹ serait, autant que le bâti d'une concertation multilatérale des grandes puissances, une précieuse novation du système mondial.

Le dernier grand carrefour est celui des **États**. On y accède par des voies bien connues dans les sociétés qui se disent démocratiques, en Europe, lesquelles le sont souvent ou tendent à le devenir. La voie parlementaire, surtout quand elle est démultipliée jusqu'au dernier des conseils municipaux, draine effectivement les plaintes et les revendications de la société tout entière, mais il dépend de ses élus, des partis, des autres associations qui l'irriguent et des lobbies qui la canalisent que ces aspirations soient bien comprises. Encore faut-il que le bain médiatique où la société est plongée soit transparent plus qu'opacifiant - c'est-à-dire porteur d'informations suffisamment pertinentes et contradictoires. Or, on ne le sait que trop, les sociétés européennes d'aujourd'hui sont affligées de médias bourreurs de crânes, de partis débilisés et d'opinions de ce fait pulvérulentes, sauf spasmes occasionnels, si bien que le débat sur les affaires européennes n'est pas des plus enrichissants. Ce qu'il produit est en outre filtré par des instances gouvernementales à surdité contrôlée (de différentes façons, selon les orientations politiques qui y prédominent). L'exemple extrême de cette distorsion résulte de la constitution de la V^e République française qui donne au gouvernement pleine capacité de bloquer ou d'ignorer les débats parlementaires, ce qui survalorise, par contrecoup, les manifestations de rue - et les émotions trop souvent catégorielles qui les motivent.

Néanmoins quelque chose passe de la société vers les décideurs étatiques, si bien que les sociétés civiles* actives dans les divers Etats européens ne peuvent être ignorées, même en dehors des campagnes électorales. Mais les urgences européennes n'occupent pas une grande place dans ces sociétés civiles, hormis les quelques milieux directement concernés, au premier rang desquels figurent les paysanneries. Plus précisément, ces urgences sont surtout perçues dans leur dimension négative, c'est-à-dire en termes de gênes administratives, de chômage ravageur ou d'impuissance à mieux policer l'Europe. D'où une myopie que ne corrige pas un développement suffisant d'une société civile paneuropéenne et une activité bien centrée du Parlement européen. Les analyses précédentes ont repéré maints germes d'organisation à l'échelle européenne,² mais ont du souligner que la maturation de ces germes demeure lente. Un Parlement européen doté de partis transnationaux et de

¹ Alain Joxe - *L'Europe est porteuse d'une stratégie globale autonome* - Le Débat stratégique, n° 75 - juillet 2004.

² Qu'il s'agisse d'entreprises, de syndicats, de partis, d'églises, d'associations professionnelles, etc.

représentants élus selon un scrutin homogénéisé hâterait utilement leur croissance, de même qu'une meilleure spécialisation des affaires européennes dans les débats des Parlements nationaux, car à toute échelle la vitalité des institutions parlementaires favorise la maturation des sociétés civiles de même échelle. ¹

Toujours est-il que, pour le moment, les Etats sont eux-mêmes les acteurs principaux de l'intégration européenne, qu'ils la promeuvent ou qu'ils la gênent. Aucun gouvernement européen n'a manifesté jusqu'ici l'intention d'alléger son dispositif ministériel et administratif pour se délester de fonctions devenues (ou devenant) européennes. Autrement dit, en tout pays, les hautes administrations n'encouragent pas une intégration plus poussée, mais au besoin la freinent. Cette pression, combinée avec les efforts de certains Etats pour contrôler tel ou tel aspect de l'intégration en cours contribue à l'immaturité des opinions européennes.

A y regarder de plus près, on constate que les Etats tordent les luttes de classes qui concernent l'Europe. Quoique de façon schématique, l'annexe 3 détaille les distorsions qui sont ainsi opérées. Elle montre que l'intégration qui tend à européaniser, voire à mondialiser les luttes de classes, est quadrillée par les Etats de façon telle que les principales classes antagonistes sont, pour l'essentiel, localisées dans des Etats distincts qui ont à gérer isolément les pressions des unes et des autres. Ainsi, par exemple, une part de plus en plus large de la classe ouvrière exploitée par les firmes multinationales d'origine française, comme Renault et bien d'autres, est localisée en divers autres pays, européens ou non. Ce qui, vu de France, est une raréfaction du salariat industriel, prend une toute autre allure, pour qui considère l'Europe - ou le système mondial - en son entier. Mais le développement de ces luttes et le traitement politique qui leur est appliqué relève de plusieurs Etats distincts et incoordonnés - voire concurrents ² - même si ces Etats sont "intégrés" dans l'UE, car encore faut-il que celle-ci ait compétence en la matière. Présentement, seules les luttes des classes rurales concernées par la PAC sont traitées à bonne échelle, sinon de la bonne manière...

Autrement dit, les Etats qui sont naturellement l'une des cibles des luttes de classes d'échelle nationale, deviennent aussi l'un des acteurs des luttes de classes d'échelle internationale. Mais des acteurs ciblables comme tels, d'une façon qui gagne en efficacité quand ces Etats sont liés par un réel processus d'intégration ; et, plus encore, quand ces Etats en voie d'intégration sont soumis aux délibérations et aux contrôles d'un Parlement de même échelle, ce dont le Parlement européen n'a pas encore acquis - ni conquis - la pleine latitude. Toutefois plusieurs des dispositions de

¹ Voir *La Société*, tome 6, résumé sur le présent site.

² Comme le montrent les réactions chauvines des Etats ou certains débats européens, tels ceux sur "l'harmonisation fiscale"

la constitution européenne aujourd'hui en débat lui permettront d'accomplir de rapides progrès dans cette voie. ¹

Ainsi pourrait progresser l'organisation politique de l'UE, sans doute pas aussi vite que le souhaitent Schröder et Fischer, ni dans la voie fédérale qui a leurs préférences, mais plus vite et plus clairement que ne l'envisageaient Chirac et Jospin, lors d'un Sommet européen dont les conclusions ont été fixées par le traité de Nice (2003) aujourd'hui en vigueur et qui le restera si la constitution en débat était rejetée. Certes, la dite constitution est encore un cheval borgne, mais elle vaut mieux que la mule aveugle adoptée à Nice par les seuls Chefs d'Etat et de Gouvernement, alors que l'écurie constitutionnelle du cheval borgne a été bâtie par une convention mêlant des parlementaires nationaux et européens à des personnalités qualifiées, puis approuvée par les trois instances européennes (Conseil précité, Commission et Parlement) avant d'être soumise au débat actuel lequel sera tranché par des référendums ou des votes parlementaires selon les convenances des divers Etats européens, ce qui marque quand même un net progrès démocratique.

Au reste, la constitution européenne actuellement soumise aux approbations populaires ou parlementaires sera probablement révisée, même si son éventuel rejet obligerait à la remplacer, car en tout état de cause le système mondial continuera de se transformer vite, entraînant une Europe inadaptée à cultiver sa morosité ou à trouver enfin un chemin vers les plus urgents des carrefours à franchir. L'autre hypothèse, improbable mais non impossible, serait que par suite de quelque accident comme le rejet de la constitution européenne sus-visée ou par suite de quelque autre écart, l'intégration européenne se délite, laissant les petits Etats européens (dont le nôtre) aux prises avec un monde où les mastodontes font prime. Il leur resterait, alors, à s'abandonner au plein élan du libre-échange ou à s'en protéger au prix d'énormes sacrifices.

On peut choisir.

Saint-Rémy les Chevreuse, le 20 février 2005
Robert Fossaert

¹ Communication préalable des projets de la Commission européenne ; faculté offerte aux Parlements nationaux de "sonner l'alerte" sur ces projets ; avis motivés pouvant imposer leur réexamen ; recours, également contre les textes adoptés, ces deux dernières actions sous des conditions précises.

L'Europe ou les Europes ? (2005)

Annexe 1. –

La Politique Agricole Commune (dite PAC)

[Retour à la table des matières](#)

Le Traité de Rome, fondateur de la Communauté Economique Européenne (CEE) entra en application le 1er janvier 1958, mais la PAC qui allait devenir sa principale conséquence - budgétaire, sinon politique - ne tourna rondement qu'à partir de 1966. Après quoi, d'euphories en catastrophes, elle poursuivit un chemin aussi cahoteux qu'onéreux.

De la PAC au pactole

Au départ, l'objectif affiché était de sortir l'Europe des Six (Allemagne, Bénélux, France et Italie) d'une dépendance alimentaire dont le rationnement des années de guerre avait fait cruellement sentir l'acuité. A cette fin, les six pays coalisés dans la CEE entreprirent d'accroître la productivité de l'agriculture, tout en stabilisant le marché de chaque produit. Leur démarche conduisit à créer, avec toutes les associations professionnelles concernées, une "organisation commune" pour chaque catégorie de produits ; à garantir, cas par cas, un prix plancher (baptisé "prix d'intervention") ; et à imposer un "prix indicatif" à partir duquel les importations seraient taxées. Il s'agissait, en fait, d'abriter le marché commun agricole et, si

possible, d'acquérir une capacité d'exportation. On rétablit de la sorte un protectionnisme semblable à celui que Méline et ses émules d'autres pays avaient établi vers la fin du 19^e siècle contre les blés et bovins à bas prix en provenance des "pays neufs", mais un protectionnisme collectif des pays de la CEE avec, en pointillé, l'ambition bientôt affichée de faire de la CEE une puissance exportatrice de produits agricoles. Le mécanisme des prix ainsi fixés pour chaque campagne, c'est-à-dire année par année, était simple et le demeura, malgré les complications dont il fut surchargé au fil des ans. Pour les produits dont le prix plancher était menacé par une production excessive, des interventions stabilisèrent l'offre. On stocka du beurre, du lait en poudre, on distilla le vin excédentaire, etc, quitte à déstocker ou à exporter quand le marché en offrit l'occasion. Pour les produits dont les prix plancher étaient menacés par des importations à trop bas prix, on soumit les importateurs de ces produits à des taxes ramenant leurs marchandises au niveau des prix plancher. Enfin, pour gérer les dépenses de stockage (et équivalent) et les recettes tirées des déstockages ou des taxes à l'importation, on créa un Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (FEOGA) annexé au budget général de la CEE. ¹.

La première étape de la PAC commença allègrement en 1962 par la création de "l'organisation commune" du marché des céréales, suivie de peu par l'organisation du marché des bovins et ainsi de suite. Au fil des années, une vingtaine d'organisations communes furent ainsi établies mais seulement après qu'une grave difficulté politique, survenue en 1963, eût été levée. Cette année-là, en effet, le gouvernement de Gaulle agaça plusieurs des membres de la CEE en, refusant l'accès de la CEE, à la Grande-Bretagne qui souhaitait alors y entrer. Dans ce contexte, la fixation des prix pour les produits déjà concernés par la PAC fit problème, d'autant que les modalités de la solidarité financière entre Etats durent être précisées et qu'il apparut clairement que le solde des interventions dûes à la PAC serait inégal d'un pays à l'autre. L'affaire traîna, d'autant que le gouvernement français menaça de quitter la CEE et s'abstint de participer aux délibérations agricoles. Cette politique de "la chaise vide" cessa en juillet 1965, quand un compromis politico-financier fût trouvé (et que le Benelux se résigna au rejet du Royaume-Uni). ²

Alors commença l'âge d'or de la PAC. L'auto-suffisance européenne fut atteinte en moins de dix ans - sauf en de rares produits comme le soja - les exportations se développèrent, les excédents demeurèrent occasionnels et gérables. Le financement s'ajusta sans trop de drames, le revenu paysan s'améliora, sauf en quelques régions où la modernisation tardait à s'accomplir et où aucune industrie attractive ne venait purger les campagnes de leur main-d'oeuvre excédentaire. Bientôt des aides furent prodiguées pour améliorer les techniques culturales et répandre les semences

¹ Ce schéma ultra-simplifié devrait être enrichi de multiples précisions, pour tenir compte des produits soumis seulement à une protection extérieure, de ceux inclus dans des accords internationaux particuliers et de ceux, enfin, qui bénéficient d'aides spéciales, sans compter maintes autres boucles : les détails de la PAC sont un hébreu connu de rares érudits.

² Auquel il sera mis fin en 1973.

sélectionnées, l'insémination artificielle et autres progrès génétiques, cependant que les législations nationales s'adaptèrent souvent au regroupement des trop petites exploitations et au remembrement des terres trop parcellisées. Evidemment, les gains furent plus nets en plaines qu'en montagnes où les friches gagnèrent du terrain. De façon moins évidente, l'agriculture fut bientôt prise en sandwich entre les industries d'amont qui lui procurent matériels, semences, engrais et produits phyto-sanitaires et les industries d'aval, dites agro-alimentaires, qui façonnent les produits agricoles en marchandises adaptées aux goûts de consommateurs dont elles orientent par ailleurs les habitudes. Les gains de production réalisés dans ces conditions s'accompagnèrent d'un puissant développement du crédit, souvent favorisé par les Etats. Le paysan s'enrichit, mais s'endetta, ce qui le mit en situation périlleuse quand la production déborda des débouchés internes et internationaux ;. En outre, la dépendance où le tient son "sandwich" d'industries s'appesantit peu à peu, sauf dans les pays où la coopération agricole était ancienne, solide et respectée, pays aux premiers rangs desquels figurent les Pays-Bas et le Danemark. Au dernier rang, se situe la France où les paysans sont combattifs à la moindre crise, mais individualistes en diable : leurs organisations devinrent puissantes en effectifs, mais demeurèrent impuissantes pour ce qui est d'organiser la production et la commercialisation des produits. Pas question, dans ce pays riche en tous domaines ruraux, de conquérir une prédominance semblable à celle des Danois sur des marchés bien choisis (porc, fromage, etc.) ni d'établir en quelque domaine que ce soit une prédominance mondiale équivalant à celle des Hollandais sur le marché international des fleurs coupées

Toujours est-il que la PAC s'élargit comme la CEE qui passa de six à neuf pays en 1973 (Royaume-Uni, Danemark et Irlande), puis à dix en 1981 (Grèce) et à 12 en 1986 (Espagne et Portugal). Lorsque l'effectif passa à 15 en 1995, avec l'entrée de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande, la PAC était déjà en proie à des tensions difficiles à réduire, qu'elle accentuera pourtant en 2004, par un saut de 15 à 25 Etats membres. ¹

Quotas et jachères

Durant les années 1970, la surproduction devint chronique. Peu à peu, toutes les novations concoururent à ce résultat, jusqu'à l'alimentation des bovins, herbivores convertis aux farines-de-n'importe-quoi, au détriment même des céréales. Les "restitutions" ² à l'exportation s'enflèrent pour ces dernières, comme pour d'autres produits. Pour résorber les excédents, la CEE dut durcir sa PAC de diverses façons dont chacune donna lieu à d'âpres débats, renouvelés d'année en année et scandés par

¹ Cette dernière promotion comprend la Pologne et la Hongrie, les deux héritiers de la Tchécoslovaquie, les trois Etats baltes et la Slovénie, ainsi que Malte et la partie "grecque" de Chypre.

² La principale simplification du mécanisme des prix présenté plus haut concerne ces "restitutions" dont il sera question plus loin, quand leur scandale deviendra mondial.

de multiples manifestations revendicatives. Les turbulences paysannes devinrent plus fréquentes que les grèves ouvrières.

Certaines productions furent limitées par des quotas, c'est-à-dire des maxima de production garantie. Pour les céréales, les dépassements de quotas furent tolérés, mais taxés. Pour limiter les surcoûts dûs aux achats publics de produits excédentaires (stockage de beurre, distillation de vin, etc.), la croissance annuelle du budget du FEOGA fut plafonnée, à partir de 1985, à 74 % du taux de croissance du PIB durant l'année considérée. La betterave gémit, le blé revendiqua, mais les plus mal lotis se trouvèrent du côté des élevages et des fruits et légumes (où les "pleines saisons" de naguère furent annulées par l'abolition des frontières du marché commun, même si les groupements de producteurs établirent parfois des "barrages filtrants" illégaux). Parmi les autres difficultés qui compliquèrent plus encore les marchés agricoles, les péripéties monétaires occupèrent une place éminente. Les prix garantis pour chaque "organisation commune" de produit étaient exprimés en une monnaie de compte identique pour tous les pays de la PAC, mais cette monnaie "comptable" devait être convertie dans les diverses devises des pays inclus dans la PAC, si bien que les réévaluations du deutschmark, les dévaluations du franc et d'autres monnaies qui étaient alors soudaines et fréquentes durent être corrigées. A cette fin, on créa en 1969 un système de "montants compensatoires monétaires positifs ou négatifs", au mécanisme fluctuant et complexe, qui tendait à annuler, pour les producteurs ruraux, les conséquences des aléas monétaires, ce qui ajouta finalement au coût de la PAC en élargissant les marges de manoeuvre frauduleuse ouvertes aux négociants européens, notamment aux exportateurs. Ces compensations disparaîtront en 1999, sauf pour les pays qui refusèrent de se joindre à l'euro..

Mais il subsista d'autres fraudes qui tenaient à la difficile coopération des administrations nationales, compétentes pour l'agriculture, et de l'administration européenne, laquelle ne peut se livrer qu'à d'occasionnelles inspections sur le terrain d'une PAC de plus en plus étendue. Ainsi les mises en jachère décidées pour limiter la production de céréales, de betteraves, d'oléagineux et de protéagineux, les primes à l'arrachage de vignes, les primes à la vache (et le marquage qui individualise chacun des animaux concernés) offrirent l'occasion de ruses et de tricheries pas faciles à contenir.

Même rationné, le pactole de la PAC continua d'exister, mais les stocks devinrent énormes : par exemple, à la fin de 1991, 25 millions de tonnes de céréales et 900 000 tonnes de viande bovine. Une réforme plus radicale dut donc intervenir, dès 1992. Elle se traduisit par une diminution importante des prix de soutien, notamment dans le secteur céréalier et, à un degré moindre dans le secteur des produits animaux. A quoi s'ajoutèrent des mises en jachère obligatoires, mais compensées par quelques nouvelles aides. En outre, la CEE laissa à ses Etats membres le soin de régler directement et à leurs frais les aides complémentaires qu'ils créèrent éventuellement. Enfin, la PAC aida au reboisement de parcelles agricoles et favorisa la pré-retraite des agriculteurs de 55 ans et plus. Ces mesures, jointes à un resserrement des contrôles et

à de plus rapides sanctions procurèrent à la PAC une certaine détente budgétaire, mais pour quelques années seulement.

En 2000, année dont le détail comptable paraît bien vérifié, la situation de la PAC se présentait ainsi, en chiffres arrondis :

41 % des ressources étaient encore absorbées par les "cultures arables" (céréales, betteraves, oléa- et protéagineux)

17 % par le boeuf et le lait

32 % par tous les autres produits

10 % enfin pour le développement rural, c'est-à-dire les aides non tournées vers la production.

Tous produits confondus, 23,1 % des valeurs agricoles proviennent de France, suivie par l'Allemagne et l'Italie (15,4 % chacune) et par l'Espagne (12,7 %), le tiers restant se partageant entre les onze autres membres de la PAC. Mais, les ressources procurées par la PAC - variables selon les catégories de produits - se partageaient tout autrement, si bien que la France était de loin le premier bénéficiaire net et l'Allemagne le principal payeur net ¹, les autres pays occupant des positions diverses, mais moins tranchées. La Grande-Bretagne est un cas particulier, car sa contribution à la CEE (pour la PAC et les autres dépenses) fait l'objet d'un "rabais" de 4,6 milliards Å depuis un "accord" arraché par Mrs Thatcher en 1984. ²

A présent, de nouveaux orages menacent, d'autant que les nouveaux participants, accueillis en 2004, vont "s'asseoir à la table du banquet" et que, sans attendre leurs concours et leurs pressions, de vives critiques dénoncent par ailleurs les méfaits de la PAC. Le pactole deviendrait-il une impasse ?

Avant la PAC à 25 : derniers efforts vertueux.

Des négociations achevées en 1999 et parachevées en 2002 ont en principe plafonné les dépenses de la PAC jusqu'en 2006 et parfois même jusqu'en 2013. Ces accords ultra-détaillés n'ont rien d'imprécis, même s'ils sont explicitement ouverts à quelques ajustements. Mais les aléas climatiques et autres affecteront de façon imprévisible les diverses productions, tandis que se feront sentir les évolutions

¹ L'Allemagne verse quatre fois plus que la France à l'Europe. Sa charge nette équivaut à 0,36 % de son PIB (contre 0,12 % pour la France) car l'aide "régionale" qu'elle reçoit, notamment au titre de l'ex-RDA compense partiellement le déficit dû à la PAC.

² Son fameux "I want my money back" a toutes chances d'être enfin effacé au cours des prochaines années.

politiques qui surviendront chez les Quinze d'aujourd'hui, chez les Dix nouveaux venus et, plus encore, dans le vaste monde où la PAC a mauvaise réputation.

S'agissant, en premier lieu, des projets prévisionnels concernant les Dix, on peut noter, par exemple, que les interventions prévues pour les céréales vont être progressivement rognées, mais que, pour satisfaire aux exigences du gouvernement français, toujours patriote du "blé qui lève", diverses souplesses pourront ralentir ces freinages pourtant nécessaires, sans compter qu'ici comme pour divers autres produits, des générosités nationales pourront corriger partiellement les reculs de la PAC, si les Parlements en décident ainsi, sans trop heurter les contribuables nationaux. Des précautions analogues accompagneront les quotas laitiers qui survivront jusqu'en 2014, sauf à leur appliquer aussi le nouveau verrou commun : en effet, le total de l'aide européenne pour toutes les catégories de produits sera plafonné au niveau de chaque exploitation. Encore faudra-t-il que les administrations nationales et européenne tirent bien ce vertueux verrou.

Pour l'élevage bovin et ovin, la novation est autre. Chaque Etat pourra soit conserver intégralement l'actuelle prime à l'abattage, soit conserver l'actuelle prime à la vache allaitante ainsi que 40 % de la prime à l'abattage, soit conserver 75 % de la prime spéciale aux bovins mâles, le tout sous réserve d'un paiement unique par exploitation. Encore un exemple ? Pour le vignoble, l'interdiction de planter de nouvelles vignes est maintenue mais assouplie afin de mieux accompagner les évolutions de la demande, tandis que les mesures d'arrachage sont confirmées, quoique ciblées sur les régions "qui connaissent des excédents structurels graves". Cette guerre à la piquette pourrait toutefois être gênée, parce qu'un "mécanisme de distillation de crise" pourra encore traiter "les cas exceptionnels de perturbation du marché", sans doute dûs à un ensoleillement excessif ?

Sans entrer dans plus de détails - tant ils abondent - on peut souligner les deux contradictions de ce dispositif. D'une part, il est riche de plafonds globaux par année et par catégorie de produits, tout en visant à globaliser l'ensemble des aides européennes au niveau de chaque exploitation, afin de limiter aussi leur total à cette échelle. Mais les exceptions et autres souplesses offrent maintes châtières dont on peut douter qu'elles soient toutes bien gardées par les agents de Bruxelles, des ministères nationaux ou des collectivités locales. Les souris feront encore des trous dans les plafonds. Si bien que, d'autre part, on doit observer que la décentralisation des plafonds, à l'échelle des "micro-régions de culture et d'élevage" qui permettrait d'ajuster les aides, leurs finalités, leurs plafonnements et leurs contrôles à des situations concrètes bien définies, n'est pas organisée par les directives à long terme de la PAC. Donc, cette souplesse hautement souhaitable dépendra des capacités décentralisatrices de chaque Etat et des habitudes citoyennes formées dans ces divers moules. On doutera donc que les velléités décentralisatrices de M. Raffarin suffisent, en la matière, pour balayer les résistances du Ministère de l'Agriculture français, de ses directions départementales, de ses partenaires (et tuteurs ?) des grandes confédérations "paysannes" et de l'omniprésent Crédit Agricole. Mais sait-on jamais ?

La mise en oeuvre de la PAC à 25

Il serait vain de détailler les divers décalages et transitions imposés aux Dix nouveaux venus par leurs "accords d'adhésion" à l'Union Européenne (UE)¹ et par les directives qui projettent la PAC jusqu'en 2006 ou, parfois, 2013, directives à la négociation desquelles ils n'ont guère participé et qui seront appliquées sous la houlette d'administrations locales et européenne non acclimatées à cette "terra incognita". D'inévitables remises en chantier interviendront à mesure que les Dix apprendront à "parler l'européen" et vérifieront si leurs espoirs se réalisent.² Elles se mêleront aux réformes que les réactions des "vieux de la vieille" Europe susciteront pour des raisons multiples où les variations du climat politique en chaque Etat et les novations du commerce mondial joueront le rôle principal. La seule voie d'accès à ce futur mouvant est d'inventorier le stock des critiques qui se sont accumulées, à l'égard de la PAC, au cours des dernières décennies

Encore faut-il, avant d'écouter ces critiques, apprécier exactement leur contexte. En simplifiant quelque peu, on peut dire que la situation agricole de 2005 ne ressemblera à celle des années 1950 que chez certains des Dix. En Pologne, notamment, la surabondance des paysans et la médiocrité de leur équipement justifient ce rapprochement. A partir de là, tout un dégradé s'observe, jusqu'à la Tchéquie et la Hongrie où l'on trouve une situation point trop éloignée de celle de l'Europe occidentale actuelle. Ainsi, l'Europe de l'Est devra se délester d'un net excédent de paysans, selon un chemin longuement suivi par l'Europe de l'Ouest. Celle-ci, en effet, a d'ores et déjà rejoint le cas anglais des années 1950 - ou n'en est pas loin - car c'est une Europe sans paysans. Seules quelques micro-régions montagneuses,³ écartées, engluées dans un parcellaire peu remembré ou frappées par quelque anachronisme ethnologique⁴ comptent encore une main-d'oeuvre paysanne non négligeable, souvent d'âge élevé et pauvre de revenus. Ailleurs, des exploitations de bonne taille et bien équipées, assistées ou non par des sociétés de travaux ruraux, fonctionnent avec une main-d'oeuvre familiale, doublée de saisonniers pour certaines récoltes fragiles, telle celle des fruits et légumes. Or il est probable que, sous la pression concurrentielle de l'Ouest, les Dix perdront plus vite encore leurs sureffectifs ruraux, même s'ils réussissent à atténuer les conséquences sociales de ce mouvement, par exemple en s'inspirant des modèles danois et hollandais, plus que des exemples anglais ou français. Néanmoins, la prochaine décennie de la PAC, aux aides rabotées par des abattements dégressifs sera, pour les agricultures des Dix, une ère de modernisation et d'enrichissement en même temps qu'un puissant facteur de faillite et

¹ Puisque tel est désormais le nouveau nom de la CEE.

² Une étude de la CEE publiée en mars 2002, estimait que, de leur adhésion à 2007, la PAC augmentera de 30 % le revenu paysan des Dix. C'est possible, en moyenne. Mais qu'en sera-t-il au niveau de chacun des Dix et, plus encore, au niveau de chacune des exploitations survivantes ?

³ Comme le sud de l'Allier.

⁴ Comme la Corse.

d'exode rural. Non point l'un ou l'autre, mais l'un et l'autre, en dosages variés par pays et par micro-région. Donc, une provocation à réclamations et débats.

Le gouvernement français qui fait mine, aujourd'hui encore, de s'en tenir aux aides et de refuser les réorientations vers le "développement rural" trouvera peut être dans les pays les plus arriérés de l'Est, des renforts pour soutenir sa position contre les pays accoutumés à la décentralisation - c'est-à-dire à l'action ajustée d'aussi près que possible aux besoins effectifs des micro-régions - et contre les pays "verts", plus sensibles que lui aux critiques environnementalistes et aux aspirations écologistes que le "développement durable" tente de concrétiser. Mais il se condamne ainsi à de difficiles batailles en retraite qu'il serait plus sage de ne pas livrer, dût la croûte des "archéo-PAC" s'en trouver brisée. En effet, cette croûte s'est formée par l'alliance objective des services communautaires qui gèrent la PAC et de leurs homologues nationaux des ministères de l'Agriculture (y compris leurs antennes régionales et locales) avec les fédérations et confédérations pilotant une grande part du "syndicalisme paysan" et avec d'autres compères comme les Crédits Agricoles à la française ou les groupes industriels bien implantés à l'amont et à l'aval de ce qui reste de paysanneries. Un changement d'axe de la PAC désorganisera ce petit monde qui comprend fort bien "l'hébreu" des directives "agricoles", mais ne se soucie guère des secteurs et régions non ou mal desservis par la PAC actuelle, ni des critiques légitimes qui l'assaillent de l'extérieur.

Critiques légitimes dont les plus véhémentes s'en prennent aux prodigieux dégâts provoqués par la dérive ultra-productiviste finalement engendrée par la PAC dans les pays où, comme en France, aucun contrepoids suffisant n'a pu infléchir la politique nationale. D'où d'épouvantables dégâts causés aux rivières et aux nappes phréatiques, comme aux terres saturées de nitrates et de pesticides, aux airs désormais chargés de pollens "génétiquement transformés" et irrésistiblement transformateurs d'autres végétaux, sans compter les produits finals eux-mêmes gorgés d'adjuvants "conservateurs". La conversion des pollueurs en payeurs, c'est-à-dire la multiplication des précautions et des taxes destinées à contenir, puis à résorber ces méfaits majeurs n'a pas encore beaucoup de partisans en maints pays et certainement pas en France. Mais la conjonction des pays de l'Est, parfois moins abîmés et des pays déjà à demi entraînés dans la voie des "politiques vertes", ainsi que le coût croissant des soins et réparations imposés par la pollution environnementale pousseront inévitablement dans cette voie que les politiciens "sages" d'aujourd'hui jugent encore utopique.

La PAC vue de loin

Reste l'obstacle énorme auquel la PAC a commencé de se heurter : la situation des pays asiatiques, africains et latino-américains dont les produits agricoles de toute sorte sont écartés du marché européen par une PAC profondément protectionniste.¹ Les seules exceptions concernent les produits exotiques (café, thé, cacao, quelques

¹ Et des marchés américain ou japonais par des obstacles analogues.

espèces fruitières, etc) ou, pour d'autres rares produits, les menues voies d'accès ménagées par les accords dits "de Lomé" au bénéfice d'anciennes colonies européennes et de quelques autres pays "pauvres mais méritants". Hormis, ces courants d'importations de peu de poids, les aides de la PAC font généralement blocage. Le cas le plus significatif est celui des multiples produits où la PAC offre aux exportateurs européens des "restitutions" qui compensent l'écart entre le prix que la PAC leur garantit et le prix qu'ils peuvent en tirer dans le vaste monde où ils sont soumis à la concurrence. Quelle que soit la diversité des normes qui les fixent, ces "restitutions" et leurs équivalents, sont de véritables subventions à l'exportation, par lesquelles la PAC assiste les exportateurs européens, tandis que le tarif extérieur commun à toute la CEE fait barrage aux importations à bas prix par lesquelles les producteurs hors-PAC pourraient dérégler celle-ci.

Mais dira-t-on "tout le monde fait la même chose !". Tout le monde, en effet, c'est-à-dire tout le monde riche qui protège ses paysans contre les importations "à trop bas prix" venues d'ailleurs. Une étude de l'OCDE ¹ a montré, en juillet 2004, que, pour les années 2001-2003, les pays les plus protectionnistes sont la Suisse, l'Islande et la Norvège dont le soutien fournit environ 75 % des recettes agricoles brutes, suivis de près par la Corée et le Japon (un bon 60 %), après quoi figurent l'Union Européenne (près de 40 %, le Canada (environ 35 %) et les Etats-Unis (un bon 20 %), etc. Ne disputons pas de ces chiffres, le fait est que les riches se protègent et c'est bien ce qui irrite les pays du reste du monde. Les prochaines négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) amorceront vraisemblablement une décrue de ces "riches" protections.

En effet, des négociations mondiales doivent s'ouvrir en 2005 (ou un peu plus tard). Elles sont préparées depuis 1999, par d'âpres débats sur l'ordre du jour à respecter et sur le cadre général de l'accord à conclure, débats pour la tenue desquels l'OMC a pérégriné, comme l'on sait, de Seattle à Gênes et de Cancun à Doha, c'est-à-dire de tempête en tornade. Les décisions arbitrales rendues par l'OMC sur la base des accords déjà signés donnent une nette indication sur les évolutions à attendre. Le protectionnisme européen de la banane ² ou de la betterave à sucre et le protectionnisme américain du soja ou du coton ont été sanctionnés, cependant que l'Inde et le Brésil ont pris la tête d'une alliance d'Etats bien décidés à élargir ces brèches, Etats qui, ont déjà fait sentir leur poids au sein même de l'OMC. On est passé des manifestations de rue - qui d'ailleurs se répèteront - à des manoeuvres diplomatiques-judiciaires au coeur de l'organisation mondiale. Donc, un peu plus tôt, un peu plus tard, plusieurs des piliers de la PAC seront sciés.

¹ Dont les méthodes diffèrent de celles de la PAC, si bien que les protectionnistes américains y est, semble-t-il, un peu minoré.

² En provenance des ex-colonies antillaises.

Débattre des évolutions souhaitables et des objectifs à privilégier déborderait de la présente annexe. Mais on peut, à tout le moins, dégager quelques principes ¹ : il est inutile de geindre pour sauver la PAC ou pour la restaurer dans sa (supposée) pureté originelle, mais il vaut la peine de la réformer radicalement, jusqu'à supprimer en peu d'étapes, toutes ses aides et "restitutions", pour les remplacer par des aides nouvelles, ciblées sur les seules micro-régions où une agriculture de haute qualité ou de grande difficulté sera jugée politiquement et humainement nécessaire ; à quoi on devrait ajouter, pour peu d'années, un effort de restructuration pour mettre à niveau les agricultures de l'Est . Les réformer, aussi, jusqu'à remplacer toutes les procédures d'allocation centralisées à Bruxelles et dans les capitales étatiques par des procédures nouvelles, aussi finement décentralisées qu'il se pourra (quant à la fixation des objectifs et à la disposition des moyens), tout en bâtissant une solide police anti-fraudes d'échelle européenne et de portée, elle aussi, bien agencée localement.

¹ L'intégration dans l'Union Européenne n'a de portée bénéfique durable que si elle favorise des progrès économiques et sociaux du type de ceux dont l'Irlande, la Grèce, le Portugal ou l'Espagne ont bénéficié depuis leur adhésion.

L'Europe ou les Europes ? (2005)

Annexe 2. –

Recherche d'une politique monétaire (Ä)

[Retour à la table des matières](#)

En 1945, les monnaies européennes étaient en piteux état, même celles des pays victorieux. Dans les Etats occupés ou contrôlés par l'Allemagne, les banques centrales venaient de passer quelques années sous la tutelle de la Reichsbank. Pendant toute cette époque, la Banque des Relations Internationales (BRI)¹ géra les transferts imposés par l'Allemagne à ses vaincus, comme à ses autres voisins. En effet, le siège bâlois de la BRI demeura actif, ses administrateurs européens et américains continuèrent de se réunir périodiquement. Ses archives tardivement entrouvertes retracent les transferts d'or qu'elle organisa de 1938 à 1945, entre les banques centrales, y compris celles de Berlin et de New-York. Elles détaillent, en outre, les opérations de la Reichsbank, y compris les dépôts d'or effectués par cet établissement pendant la période où les banques et les populations européennes furent exposées à divers types de pillage. Elles rendent compte, enfin, des restitutions d'or pillé auxquelles la BRI s'employa après la guerre, sous le contrôle d'une Commission Tripartite formée par les Alliés.

¹ Créée pour le règlement aux banques américaines, des dettes contractées par les Alliés de 1914-18 - principalement la France et l'Angleterre - et pour le règlement aux dits Alliés des réparations imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles.

(1) - La difficile gestation de l'euro.

Pendant l'immédiat après-guerre, l'Europe manqua souvent des devises nécessaires à ses importations, sauf à utiliser les dons et prêts en \$ que les Etats-Unis distribuèrent à leur guise, avant de consolider leur aide par le Plan Marshall.¹ Ainsi, de 1948 à 1951, une Union Européenne de Paiements (UEP) assura, sous contrôle américain, le clearing des règlements intra-européens, avec le concours technique de la BRI. De son côté, le Fonds Monétaire International (FMI) qui venait de naître commença à soutenir les monnaies faiblissantes dont il devait piloter les éventuelles dévaluations, à commencer par celle de la £, fortement dévaluée en 1948. La reconstruction et la reprise économique amplifièrent d'année en année les capacités d'exportation des principaux Etats européens, tandis que les déficits budgétaires américains, bientôt accrus par la guerre du Vietnam, furent financés par d'abondantes émissions de \$ fort bien acceptés par toutes les banques centrales qui en gonflèrent leurs réserves.² Dans ce contexte en rapide évolution, les banques commerciales à qui la crise des années 1930 et la guerre avaient naguère fait perdre beaucoup de terrain, relevèrent la tête. Elles réclamèrent la "normalisation" des transactions internationales, c'est-à-dire la suppression des licences d'importation et des contrôles des changes. Peu à peu, satisfaction leur fût donnée, sous l'égide d'une Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) dont la mission première avait été d'orchestrer l'application du Plan Marshall, mais dont l'objectif affiché était le retour au libre-échange promis par ce même Plan. De leur côté, les Etats que la crise et la guerre avaient engagés dans maints rouages de l'économie et que les progrès du Welfare State, réclamés par la plupart des électors, entraînaient plus avant dans cette direction "interventionniste" ne purent s'abandonner aisément au retour en force des banques commerciales. Mais les nouveaux tumultes des années 1970 bouleversèrent les rapports de force entre le capitalisme d'Etat et le capitalisme privé.

Durant ces années 1970, les monnaies européennes furent affectées par les mesures dont les Etats-Unis usèrent pour "corriger" leurs déficits. En supprimant la garantie qu'ils avaient donnée à toutes les banques centrales de leur racheter de l'or à 35 \$ l'once (ce qui permettait à ces banques de loger le \$ à côté de l'or dans leurs réserves de change), ils interrompirent les cessions d'or qui menaçaient d'épuiser leur propre stock d'or, mais ils démolirent du même coup le système de Bretton-Woods sur lequel était bâti le FMI. Non sans tâtonnements, compliqués par les conséquences du "choc pétrolier" de 1973, un nouveau système de "changes flexibles" fût confié à la garde du FMI. Celui-ci laissa à la discrétion de chaque banque centrale le soin de gérer sa monnaie autour de son taux de change officiel, sauf à intervenir par des prêts

¹ Voir 1^{ère} Partie (n° 1).

² Non sans faire fructifier lesdites réserves par des prêts à court terme qui devinrent l'une des sources du nouveau marché international du \$ - dit, alors, des eurodollars - à quoi s'ajoutèrent, après 1973, les arabodollars engendrés par les hausses pétrolières provoquées par l'OPEP.

assortis de contraintes lorsque ce taux devenait intenable. Les principaux pays européens - membres de la Communauté Economique Européenne (CEE) ou s'apprêtant à y entrer, comme la Grande-Bretagne - convinrent, en 1972 d'un système plus restrictif. Ces pays venaient d'être secoués par de graves péripéties monétaires, notamment par une dévaluation du franc et une réévaluation du deutschemark. Les gouverneurs de leurs banques centrales décidèrent de se réunir chaque mois au siège de la BRI ¹ où ils préparèrent un "Accord de Bâle" (avril 1972) qui réduisit de moitié les marges de fluctuation autorisées par le FMI. La marge accordée par ce dernier était de 2,25 % au dessus ou au dessous du taux de change officiel, autrement dit le "tunnel" du FMI où chaque monnaie devait se tenir était large de 4,5 % ; les monnaies européennes durent s'en tenir à 1,125 % au dessus ou au dessous de leur propre taux, soit une marge totale de 2,25 %. La presse parla d'un "serpent" (européen) dans le "tunnel" du FMI. La gestion de la politique agricole commune et des "montants compensatoires monétaires" qui corrigeaient les distorsions monétaires au sein de la CEE justifiait ce système qui se présentait en outre comme un simplificateur de tous les échanges intra-européens.

Une variante enrichie vit le jour en 1979, sous le nom de Système Monétaire Européen (SME). Il maintint, en principe les mêmes marges de fluctuation, mais il renforça les mesures d'entraide et de contrôle réciproques entre les banques centrales chargées de l'appliquer. Celles-ci avaient pris de longue date l'habitude de se prêter (à court terme et avec garantie de change) des capitaux massifs pour soutenir celle d'entre elles qui se battait contre une menace de dévaluation, aggravée par une spéculation internationale. Les prêts d'une banque centrale à l'autre (sans risque de change) furent dénommés swaps et entourés d'une forte discrétion anti-spéculative (d'efficacité variable). L'accord de 1979 rendit obligatoire cette semi-mutualisation des réserves des banques centrales du SME, mais elle ne survécut qu'aux prix d'occasionnelles distorsions des taux-pivots : des monnaies vertueuses comme le mark ou le florin (hollandais) s'en tinrent aux marges initiales, d'autres pays, anciens de la CEE ou nouveaux venus dans celle-ci, furent autorisés à élargir leurs marges jusqu'à 6 % au dessus ou au dessous de leur taux-pivot et il fallut même, à partir de 1983, porter cet assouplissement jusqu'à plus ou moins 15 %. Les spéculateurs n'interprétèrent pas ce laxisme apparent comme une reculade, mais y virent à bon droit l'indice d'une volonté de les combattre.

En effet, les travaux préparatoires de l'euro progressaient réellement. Le traité de Maastricht qui allait lui donner naissance avait été signé en 1992, l'Institut Monétaire Européen qui devait préparer techniquement cette monnaie nouvelle vit le jour en 1994, les ratifications du traité de Maastricht se multiplièrent (au prix d'un *opting out* ² ouvert à la Grande-Bretagne, au Danemark et à la Suède) et un "pacte de

¹ Ainsi naquit le Comité de Bâle.

² Faculté de s'abstenir : depuis lors, l'Angleterre et ses suiveurs font partie de la CEE, mais non de l'union monétaire. Ils relèvent encore du SME de 1979.

stabilité et de croissance" fut signé en 1994 pour apaiser les dernières réticences, allemandes notamment.

En juin 1998, la Banque Centrale Européenne (BCE) fut effectivement créée et elle forma, avec les banques centrales des 15 pays de l'Union Européenne (UE) - alors membres de la CEE ainsi rebaptisée - un Système Européen des Banques Centrales (SEBC) au sein duquel les 12 pays ralliés à l'euro constituent l'Eurosystème. Au 1er janvier 1999, l'euro devint effectivement la monnaie commune de cet Eurosystème, mais les 11 monnaies des 12 Etats participants ¹ continuèrent de circuler dans leurs domaines respectifs, jusqu'au 1er janvier 2002 où l'euro succéda pleinement à ses onze prédécesseurs.

La BCE est désormais la banque centrale de l'Union Européenne, hormis les trois pays dissidents qui ne cessent de s'interroger sur leur éventuelle entrée dans une institution qui leur est ouverte, mais à la direction de laquelle ils ne participeront qu'après leur adhésion. Sauf décision nouvelle d'ici là, les 10 nouveaux membres, entrés dans l'UE en 2004 ne pourront pas pratiquer l'opting out, mais ils n'entreront pleinement dans l'Eurosystème qu'après avoir satisfait aux obligations définies par le traité de Maastricht, c'est-à-dire après avoir rejoint une situation proche de la moyenne européenne pour ce qui est de leur taux d'inflation, de leur éventuel déficit budgétaire et de leur dette publique. De son côté, la Grande-Bretagne s'est efforcée d'entrer dans le Conseil des Ministres des Finances qui supervise les activités de la BCE, mais ce droit de regard sans participation lui a été logiquement refusé par les douze pays aujourd'hui membres de l'Eurosystème.

(2) - L'ajustement d'une monnaie coopérative.

De fait, l'euro a remplacé sans aucune difficulté les monnaies des douze pays membres et il a occupé sur le marché international des changes une place correspondant à celle qu'occupait l'ensemble de ses prédécesseurs. Néanmoins, cette transition indolore ne signifie pas que l'Eurosystème ait déjà atteint un équilibre satisfaisant, car trois problèmes majeurs demeurent irrésolus ou - ce qui est plus grave - mal résolus : celui des transferts intra-européens, celui du contrôle politique de la BCE et celui du "pacte de stabilité".

Le Système Européen des Banques Centrales qui travaille désormais sous la houlette de la BCE gère un réseau dénommé Target, acronyme anglais désignant le transfert express automatisé transeuropéen à règlement brut en temps réel, mais ce Target vise des objectifs trop limités. Son insuffisance tient à la trop faible autorité de la BCE sur des banques naguère souveraines, qui demeurent plus attentives aux intérêts et aux routines des banques commerciales de leur ressort qu'à l'optimisation de l'euro et de son fonctionnement paneuropéen. Les transferts d'un pays à l'autre

¹ Le Luxembourg, pourtant riche d'une densité bancaire exceptionnelle, n'avait pas de monnaie propre, mais faisait usage du franc belge.

n'atteignent pas le même degré de célérité et de sécurité que les transferts internes des pays les mieux organisés et les mieux disciplinés par leur ex-banque centrale. A quoi s'ajoutent des écarts de barèmes qui pèsent sur les transactions commerciales et les opérations des particuliers, sinon sur les transferts transeuropéens des groupes capables d'obtenir de leurs banquiers un service aussi rapide et aussi peu coûteux dans l'espace européen que sur le marché mondial. Dès 1994, l'Institut Monétaire Européen dirigé par Lamfalussy, banquier riche d'une expérience acquise notamment à la direction de la BRI, s'était employé à préparer une coordination ou, mieux, une unification des systèmes nationaux de clearing et de virement en usage dans le futur Eurosysteme. Puis Duisenberg, premier président de la BCE et ex-dirigeant de la banque centrale néerlandaise - c'est-à-dire d'un pays commerçant, fort attentif aux diligences bancaires - a pris le relais. Mais deux banquiers qualifiés et dix ans de travaux et de négociations n'ont pas suffi pour résoudre des problèmes dont l'habillage juridico-technique ne doit pas faire illusion. Les blocages ont été réduits, mis non effacés. Ils tiennent fondamentalement aux intérêts de banques pour qui le temps (de vérifier ci et d'organiser ça) c'est de l'argent, à moins que ce ne soit, simultanément, un moyen de fidéliser une clientèle en l'engluant.

A l'époque où Delors, président de la CEE, pilotait la préparation du traité de Maastricht, ses services et lui-même ont vanté les futurs mérites de l'euro qui allègerait et simplifierait toutes les transactions bancaires transeuropéennes. Hormis la suppression des commissions de change manuel qui ont disparu puisque les mêmes pièces et billets sont partout valides,¹ ce pronostic optimiste a été démenti. Les bénéfices réels de l'euro tiennent à la disparition des fluctuations monétaires qui troublèrent l'espace européen jusqu'en 1998, mais non aux économies et simplifications qu'il a procurées. Pour modifier cette situation, une réorganisation du pouvoir dans et sur la BCE sera nécessaire. Du pouvoir dans la BCE qui est gouvernée par un directoire de cinq membres, eux-mêmes noyés dans un Conseil général où siègent aussi les gouverneurs des douze ex-banques centrales. En somme, ceux-ci ne sont pas devenus les subordonnés du nouveau directoire, si bien que l'aptitude de ce dernier à orienter les ex-banques centrales et surtout à contrôler leurs pratiques et à doubler autant que de besoin les contrôles qu'ils exercent sur "leurs" banques commerciales est fort incomplète et mal ajustée aux besoins, vis-à-vis de pays dont la maturité bancaire demeure inégale.

Ce défaut intime du Système Européen des Banques Centrales - qui s'aggraverait du jour où les dix nouveaux venus de l'Union Européenne entreraient dans l'Eurosysteme - est renforcé par un déficit politique majeur. En effet, à la différence des banques centrales américaine et japonaise, comme de celles des autres principaux pays à monnaie propre - y compris les pays européens d'avant l'euro - la BCE n'est subordonnée à aucun pouvoir politique, une fois réglée la nomination, pour huit ans

¹ A condition de n'avoir pas à les mobiliser par chèque bancaire, par utilisation d'un distributeur de billets ou par quelque autre procédure bancaire tarifée selon des taux très variés dans l'Eurosysteme.

non renouvelables, des membres du directoire. La seule exception prévue par le traité de Maastricht concerne l'éventuelle dévaluation (ou réévaluation) de l'euro, pour laquelle le président de la BCE et son directoire sont soumis à l'autorité d'un conseil des ministres des Finances aux contours mal cernés (du fait de l'opting out des rebelles-à-l'euro et de la multiplication des nouveaux venus dans l'antichambre de l'euro), conseil qui, en tout état de cause ne pourrait être opérationnel d'heure en heure et des jours durant quand surviendrait une éventuelle crise de change.

Le vice majeur de la BCE est donc dans son autonomie par trop absolue, dans son indépendance totale vis-à-vis du pouvoir politique (hormis les rares nominations "à huitaine" d'années) Les statuts de cette super-banque centrale lui donnent pour unique objectif de stabiliser les prix. dans son aire d'action. Cette monomanie anti-inflationniste, héritée de la Bundesbank, a été consolidée, pour rassurer ladite banque allemande, par un pacte de stabilité qui fixe des limites précises au déficit budgétaire des Etats et au montant maximum de leur endettement cumulé : (3 % du PIB courant, dans le premier cas et 60 % dans le second) à quoi s'ajoute une norme pour la moyenne des prix : pas de hausse supérieure à 2 % par an. Le tout sanctionné par des pénalités budgétaires. Ce soi-disant pacte de stabilité est muet quant aux baisses de prix (caractéristiques des crises économiques), il ignore l'évolution du chômage et de l'emploi, il est superbement indifférent aux fluctuations de la conjoncture économique, qu'elles soient cycliques, accidentelles ou d'autre venue. Bref, il exprime le rêve d'un retour du 19^e siècle, dont le seul prolongateur, durant le 20^e siècle européen, fut le Dr Salazar qui fit de l'escudo portugais une monnaie stable pendant des décennies de crises et de guerres - et qui maintint de la sorte l'arriération du Portugal dans une Europe en pleine transformation.

En 2004, cinq ans après la mise en service de l'euro, le système rêvé par ses inventeurs craque de toutes parts. L'Allemagne, initialement apaisée par le pacte de stabilité et la France apaisant l'Allemagne par une adhésion complète à ce pacte furent les deux premiers pays à sortir de ses limitations budgétaires, pour faire face - de façon d'ailleurs maladroite - à une conjoncture déprimée. Insensibles aux exemples vertueux que donnaient d'autres pays de l'Eurosystème, ces deux puissances résistèrent victorieusement aux sanctions qui auraient dû les frapper, si bien que la réforme du pacte de stabilité a été mise en chantier. Mais rien ne garantit, pour le moment, qu'elle sera prolongée par un recalibrage des statuts de la BCE, pour affermir le pouvoir dans celle-ci et, plus encore, le pouvoir politique sur celle-ci. En effet, si l'on veut éviter un simple assouplissement du pacte de stabilité, afin de s'attaquer, même timidement, aux défauts majeurs du système actuel, deux énormes obstacles devraient être franchis ou, à tout le moins contournés. Premier obstacle : comment raboter les pouvoirs conservés par les ex-banques centrales, de façon à les empêcher de protéger - volontairement ou non - les routines et les travers de "leurs" banques commerciales respectives et à rendre possible un jeu différencié du crédit dans un espace économique européen qui ne sera pas homogénéisé de sitôt et qui, par conséquent, réagit de façon différenciée aux poussées dépressives ou inflationnistes qui se manifestent dans tout cet espace, qu'elles soient importées, comme l'effet des

fluctuations des prix pétroliers, ou qu'elles soient endogènes, comme il résulte inévitablement des décisions incoordonnées des entreprises et des administrations. Second obstacle, plus délicat encore : à quel pouvoir politique faut-il soumettre la BCE ? Les mauvaises solutions, en forme de comité ad hoc ou de rotation entre Etats sont riches de variantes toutes médiocres, mais les bonnes solutions, négociées à 12, 15 ou 25, ne pourront pas être d'atteinte facile, car elles déborderont nécessairement de la monnaie vers le crédit et, de là, vers le budgétaire (c'est-à-dire vers la quotité et la nature des dépenses et recettes publiques) le tout sans perdre de vue le poids international déjà acquis par l'euro. Quoi qu'il en soit et quelles que doivent être les itérations successives pour aboutir à un résultat pertinent, une chose est hautement souhaitable : il faut tout faire pour atteindre ce résultat, c'est-à-dire pour renforcer et pérenniser l'euro.

En effet, à la différence de la PAC qui surcharge les capacités d'action de l'Union Européenne pour un résultat de portée désormais mineure, l'euro est un acquis positif de la coopération européenne. Le fragiliser, jusqu'à son émiettement, voire son effacement, coûterait cher à tous les Etats européens et, plus encore, à leurs populations respectives. Un retour aux fluctuations monétaires d'avant 1999 et aux *stop and go*¹ d'avant et surtout d'après 1975 provoquerait un profond recul économique et social et non un retour à l'expansion glorieuse d'après-guerre. En douter, c'est imaginer que le système mondial d'aujourd'hui est semblable à celui de 1945-75, que les dispositifs politiques des Etats européens n'ont guère évolué depuis lors et que les populations européennes d'aujourd'hui sont portées par un élan comparable à celui de la reconstruction, du baby-boom, du bâti d'un Welfare State, etc. En fait ; la BCE peut devenir avec la Banque Européenne d'Investissement et avec le concours d'appareils bancaires bien contrôlés et de bourses mieux agrégées, le levier financier d'une politique hardie. A condition que la coopération des Etats soit agencée de façon à bien asseoir un noyau stratégique de pouvoir, capable d'impulser cette politique et de l'adosser à un regain d'espérances populaires, générateur d'adhésion et d'enthousiasme.

¹ Les *stop and go* sont les alternances de relance et d'austérité auquel les désordres monétaires ont conduit maints gouvernements.

L'Europe ou les Europes ? (2005)

Annexe 3. –

Sur la géographie des luttes de classes

[Retour à la table des matières](#)

Cet immense sujet, peu étudié, est trop souvent noyé sous des représentations simplistes de l'impérialisme ou de la "mondialisation". Le premier de ces termes, chargé d'un sens nouveau par Lénine, ses contemporains et leurs sources a été utilement porté au concept, même si maintes vulgates, marxophones ou non, l'ont derechef réduit à quelques simplismes au lieu de le travailler autant que le développement social réel le rend nécessaire. Le second n'est qu'une "vocabulosité", un mot aussi vague que vaste qui aide les esprits paresseux à faire l'économie d'une théorie explicite du système mondial et de son histoire.

Ici, faute d'avoir le temps d'y revenir, je vais négliger les systèmes mondiaux antérieurs au développement du capitalisme industriel, étant bien entendu que leurs immenses séquelles qui peuplent une grande partie des formations économiques et politiques actuelles ¹ ont encore quelques répondants aux Etats-Unis ou en Europe. Il suffit de rappeler qu'avant le premier épanouissement d'un mode de production

¹ Notamment des modes de production et des types d'Etat inclus dans ces formations, tous sujets pour lesquels je renvoie aux six volumes de *La Société* et à leurs enrichissements dans mes ouvrages ultérieurs.

capitaliste ¹, dans l'Angleterre du 18^e siècle, les seules classes présentes et actives loin de leurs sociétés d'origine étaient, d'une part, les agents du commerce lointain (marchands et leurs subordonnés, sur mer comme sur terre) et, d'autre part, les diverses classes asservies, tirées du lointain par conquête, razzia, commerce de traite, etc. A ces deux catégories complexes, il faut ajouter les peuplades parfois massives transplantées de ci de là dans les empires de grande taille et les minces filets d'itinérants individuels ou groupés (pèlerins, "étudiants", "artistes", etc.).

(1) - Dans les systèmes mondiaux capitalistes, à côté des classes relevant de modes de production de plus ancienne facture et d'appareils étatiques souvent encore minces ², de nouvelles classes se sont agglomérées à l'échelle d'entreprises d'abord limitées. Les plus importantes sont nées par novation ou par assemblage d'activités textiles déjà déployées sous des formes artisanales ou manufacturières et de quelques autres activités proto-industrielles en dérivant (armes, mines, verre, papier, etc.). Leur importance n'a cessé de croître par accumulation et concentration du capital (c'est-à-dire réinvestissement de profits, apports nouveaux de capitaux monétaires et fusion d'entreprises). Une bourgeoisie industrielle s'est ainsi formée à une échelle longtemps locale ou régionale et son mode de production a gagné d'autres branches d'activité préexistantes (transport, commerce, banque, etc.) ou créées à partir d'embryons artisanaux, (métallurgie, chimie, industries mécaniques, et ainsi de suite à l'infini). Cette bourgeoisie proliférante, mais d'effectif limité, a évidemment été entourée par une énorme expansion d'une classe ouvrière salariée, tandis que s'épaississait peu à peu, entre ces deux classes fondamentales un intermédiaire qui s'est lentement diversifié en fonctions variées, d'inégale valorisation sociale : employés, ingénieurs, techniciens, cadres, etc. Tout ce monde en fermentation permanente n'a cessé de s'enfler, sous des appellations changeantes, avec des statuts différenciés depuis les proches collaborateurs du capital jusqu'aux salariés déclinant vers un statut ouvrier encore masqué par une titulature ancienne (tel est aujourd'hui, en France, le cas de maints "ingénieurs" ou "techniciens"). Ce même monde en devenir s'est mêlé, hors production et échange, ³ à diverses classes ou séquelles de classes anciennes, ancrées dans l'artisanat, la boutique, etc, comme dans les "services" marchands, y compris ceux des "professions libérales", le tout formant un magma de classes moyennes.

Je souligne ce point parce qu'un infini dégradé de nuances ne doit jamais faire oublier les couleurs fondamentales. Dans les sociétés où un mode de production capitaliste est prépondérant, une bourgeoisie et une classe "ouvrière" (= salariée, subordonnée au capital) sont les deux classes fondamentales, celles par rapport auxquelles toutes les autres classes, leurs sous-couches diverses, leurs séquelles et leurs embryons, prennent leur sens, y compris les classes enracinées, par ailleurs, dans l'appareil d'Etat. Mais cette clé générale n'ouvre aucune porte, si l'on ignore les

¹ A ne jamais confondre avec le mode capitaliste marchand dont il est issu : voir *La Société*, tome 2, *Les Structures Economiques*.

² Voir *La Société*, tome 4, *Les Appareils*.

³ C'est-à-dire par inter-mariage, cohabitation locale et autres connexions.

structures idéologiques ¹ qui façonnent les représentations des hommes-en-société. Une objection déclinée d'innombrables manières conseille de s'en tenir aux seules représentations finales ainsi façonnées - et ce, jusqu'à nier souvent qu'il y ait quoi que ce soit de fondamental en amont desdites représentations. Cette sottise revient à ignorer que l'humanité (et toutes ses institutions) ne vivent et ne survivent qu'au prix d'une production économique donnée, laquelle est un incessant renouvellement (et, s'il se peut, un élargissement) d'une "valeur ajoutée" dont le partage primaire s'opère entre profits, salaires, rentes ² et impôts, pour se diffracter de plus en plus - en un ensemble de partages vitaux qui sont la manifestation primaire de luttes de classes de plus en plus subdivisées.

A quoi s'ajoute une difficulté majeure, quand l'ancrage des classes se disperse entre des sociétés diverses, voire lointaines, plus ou moins différentes les unes des autres.

(2) - Pour s'en tenir à la distribution spatiale des classes, il faut d'abord centrer l'attention sur les classes fondamentales. Cela revient à observer la distribution territoriale de celles-ci, aux divers stades de la concentration du capital, du développement étatique et de l'extraversion des principales puissances. Tout ceci en suivant la trajectoire du premier au quatrième système mondial capitaliste.

Au départ, l'exemple de la France est pertinent, parce que ce pays est l'un des premiers - après l'Angleterre et la Belgique - à être pénétré par le mode de production capitaliste, à disposer d'un Etat délimitant nettement "sa" société et à projeter, néanmoins, des tentacules coloniaux et marchands vers le reste du monde. Encore faut-il clarifier le vocabulaire utilisé : le capital désigne un rapport de production, finement analysé par Marx, qui sert d'épine dorsale au mode de production capitaliste, mais le capitalisme est un dérivé de ce terme qui peut se charger de significations, liées mais diverses, selon le champ social qu'il embrasse. Ici, en visant par priorité la géographie des classes sociales, j'appelle capitalisme l'espace occupé par des formations économiques dont le mode de production capitaliste industriel (puis l'un de ses dérivés ultérieurs) est la force prédominante. Le système mondial devient capitaliste lorsqu'il est dominé par des sociétés où règnent de telles formations économiques, c'est-à-dire à partir des 18^e-19^e siècles.

Tout au long du 19^e siècle, on assiste à la lente cristallisation de bourgeoisies d'échelle régionale. Peu à peu, des institutions au premier rang desquelles figurent la banque et la bourse commencent à lier entre elles les bourgeoisies lyonnaise ou lilloise, marseillaise ou rouennaise et ainsi de suite. Cette émergence d'une bourgeoisie nationale a été précédée par l'Etat uniformisateur d'administrations sur tout "son" territoire, mais ne se traduit guère par l'existence d'entreprises d'échelle

¹ Voir *La Société*, tome 6, *Les structures idéologiques*.

² Les rentes sont acquises dans les divers modes de production exploitant des sites naturels (agriculture, mines, pétrole, logements, etc.).

nationale, hormis les usines d'armement (à client étatique unique), certaines sociétés métallurgiques, les compagnies de chemin de fer et quelques rares autres installations. Au 20^e siècle, en revanche, les industries nationales se multiplient rapidement, surtout après 1920, dans le deuxième système mondial capitaliste. Les classes ouvrières salariées suivent évidemment ce mouvement et rejoignent ainsi les salariés d'Etat (bientôt prépondérants dans l'appareil de celui-ci). Les associations (partisanes ou syndicales), la presse et les élections généralisent une évolution esquissée au siècle précédent : des classes d'échelle nationale prennent figure.

Rares sont alors, les entreprises qui se déploient dans tout l'espace national et qui en débordent vers des marchés extérieurs ou vers des colonies. Même pour vendre et installer des chemins de fer, les producteurs européens se contentent le plus souvent d'apporter, par filiales ad hoc, une assistance commerciale et technique, sans immobiliser leurs capitaux dans l'exploitation des voies installées.

(3) - Au 20^e siècle commence l'ère des firmes multinationales, par un mouvement d'abord timide, puis ralenti par la crise des années 1930 et dévié par la deuxième guerre mondiale, si bien que les "groupes" n'acquièrent une pleine visibilité (sinon une réelle transparence...) qu'à partir des années 1950 et suivantes. Ces firmes sont toujours des grappes d'entreprises diversement ordonnées et réparties sur le territoire de leur pays d'origine, lesquels groupes deviennent multinationaux en se prolongeant par d'autres filiales ou succursales dans un nombre croissant de pays étrangers. C'est seulement dans une partie d'entre eux que les capitalistes contrôlant un groupe donné et la hiérarchie qui l'anime incluent des nationaux autres que ceux du pays d'origine, alors qu'en toutes circonstances, le pôle "salarié" de leur activité est occupé par des travailleurs d'extraction locale, lesquels pénètrent peu à peu dans les rangs subalternes de l'encadrement.

Tous ces groupes épaississent leurs états-majors et leurs cadres d'officiers supérieurs ou de rang moyen. En outre, leurs activités à l'étranger les amènent à exporter des cadres inférieurs et des techniciens pour former et encadrer la main d'oeuvre locale, jusqu'à ce que celle-ci puisse produire des contingents de "sous-officiers" et de techniciens qualifiés qui soient de bons serviteurs des intérêts (capitalistes) du groupe.

Autrement dit le déploiement des groupes d'entreprises provoque toujours un épaississement et une diversification des couches moyennes entre les classes fondamentales. Ceux des groupes qui deviennent multinationaux diversifient, en outre, leurs classes salariées inférieures et moyennes, en termes de nationalité (c'est-à-dire d'origine et de culture). Une complication supplémentaire résulte du fait que les groupes multinationaux ne recrutent pas toujours l'ensemble de leurs salariés ordinaires dans le pays lointains où sont installées leurs usines et mines, mais les importent d'autres provenances. Bref, le feuilletage des classes sociales se colore d'une gamme de nationalités.

Par ailleurs, des changements majeurs interviennent dans ces groupes, du côté de la classe capitaliste : le temps n'est plus où les familles apporteuses du capital occupaient avec leurs associés et leurs "clients" tous les postes supérieurs, car outre des renforts (et contrôles) supplémentaires venues des banques apporteuses de capitaux additionnels, la hiérarchie des cadres supérieurs non-familiaux et non-bancaires acquiert une importance et une influence telles que les directeurs généraux, les administrateurs centraux et même les "grands patrons" et autres n° 1 quelle qu'en soit l'appellation sont extraits de cette hiérarchie par des procédures où les alliances matrimoniales et les influences bancaires comptent moins que l'innovation technico-scientifique, les prouesses marchandes et autres ou le sabre d'abordage manié d'une main ferme. Galbraith a très bien analysé cette montée en puissance de la "technostructure", que l'opinion publique perçoit en rangeant les hauts dirigeants des groupes parmi les "technocrates".

(4) - Cette technocratie est renforcée par les hauts dirigeants des entreprises publiques qui, parfois proviennent de technostructures privées ou y achèvent leurs carrières, en pantouflant ainsi aux côtés d'anciens de leurs filières professionnelles (X, ENA, autres "grandes écoles", Préfectorale, etc. - tous exemples français qui ont des équivalents dans maints autres pays européens). Les entreprises publiques - dont les plus importantes sont à la tête de groupes presque en tous points analogues à ceux du secteur privé - ne se distinguent des "services publics" que par les détails de leurs statuts et l'échelle de leurs rattachements administratifs (ministères étatiques ou collectivités locales). Sous d'autres noms, ces entreprises et quasi-entreprises à-la-française ont des répondants dans presque toute l'Europe. Le "secteur public" qu'elles forment toutes ensemble est né, pour l'essentiel, au 20^è siècle.¹ Auparavant il n'existait que des services municipaux (eau, pompiers, etc) et de rares "administrations" nouvelles telles les Postes - dont les équivalents étrangers ont parfois pris, dès l'origine, la forme de sociétés commerciales bordées par des obligations réglementaires. Au 20^è siècle, les guerres mondiales et les crises des années 1930 ont entraîné leur éclosion multiforme, par création directe ou par "nationalisation" d'entreprises privées préexistantes. Puis, sitôt après 1945, leur nombre et leur taille se sont accrus pour des raisons diverses : réorganisation d'entreprises de guerre ; sanction de dirigeants (p.ex. Renault en France ou les Hermann Goering Werke du III^è Reich, etc) ; innovations technico-militaires (aviation, atome, espace, etc.) ; souvent aussi, poussées syndicales, telles celles qui ont conduit, un peu partout, à la nationalisation des houillères ; etc.

Pour l'essentiel, les firmes publiques ont été encadrées par une technostructure du genre déjà évoqué et ont fait usage d'une classe salariée aux nuances et aux statuts semblables à ceux du secteur privé, à ceci près que "l'Etat-patron" est généralement plus respectueux de ses propres lois fiscales et "sociales" que la bourgeoisie privée.

¹ C'est-à-dire dans le deuxième système mondial capitaliste (des années 1910 aux années 1940) et surtout dans le troisième (des années 1940 aux années 1980), après quoi le reflux a commencé dans l'actuel système mondial en formation depuis 1990.

Par ailleurs, les "services publics" - quand ils n'étaient pas dotés d'un statut industriel et commercial les rapprochant des firmes nationalisées - ont été soumis à des normes administratives identifiant leurs cadres et salariés aux fonctionnaires de rang comparable.

(5) - Dans l'actuel système mondial, les principaux changements concernent les groupes multinationaux, étant bien entendu que dans toutes les sociétés où le mode de production capitaliste prolifère, il atteint rapidement le stade que l'on peut dire capitaliste-monopoliste,¹ cependant que le mode de production étatique-capitaliste, si puissamment développé en Europe, au 20^e siècle (n° 4 ci-avant) mais combattu depuis lors, continue de progresser en Asie, notamment par reconversion du mode étatique-socialiste² chinois. Donc, l'heure est à la prolifération des multinationales de toute provenance, nord-américaines, européennes et australiennes, mais aussi asiatiques des "premiers tigres" (japonaises, coréennes, singapouriennes, taiwanaises, etc.) et, plus récemment, chinoises et indiennes. A quoi l'on peut ajouter quelques éléments plus courts, venant du Proche et Moyen-Orient, d'Afrique australe et du Brésil. La Russie commençant à s'équiper de même (pétrole, aviation, espace), il n'est guère que le gros de l'Amérique latine et de l'Afrique à n'être que cible de multinationales, mais non productrice de telles firmes et groupes.

Néanmoins, le classement desdits groupes, selon leur volume d'activité, leur diversification et leur capacité d'extraction de "valeur ajoutée" ailleurs qu'en leur pays d'origine est très étalé. Pour l'essentiel, les mastodontes sont pétroliers, avionneurs, informatiques ou "assembleurs d'automobile", mais il est vrai que nombre d'entre eux se sont déspecialisés : virtuellement ils touchent à tout ce qui est rentable, ils naviguent du verre au yaourt comme BSN devenu Danone, etc. Mastodontes ou non, ils tendent tous à dénationaliser leur fiscalité et leurs placements, mais plus encore leur dispersion de mines, d'usines, d'entrepôts et de sociétés connexes (vente, après-vente, assurance, transport, crédit, etc). A la dénationaliser, certes, mais pas au point d'abandonner la protection virtuelle de leur Etat d'origine, si précieuse en cas d'émeutes, révolutions, crises, expropriations et autres pépins majeurs où le recours aux diplomates, voire aux soldats d'un Etat puissant a son prix - que, d'ailleurs ils ne paient guère, quand leur "matière imposable" est bien calfeutrée dans quelque paradis fiscal.

Tels sont les agents principaux de l'actuelle "mondialisation" du mode de production capitaliste-monopoliste (et des formes antérieures qui tendent à rejoindre cet Idealtype). Si bien que pour juger des luttes de classes d'aujourd'hui, sans trop se perdre dans le dédale des luttes agraires, artisanales, boutiquières et même latifondiaires qui mobilisent encore la majorité des populations, mais ne brassent pas la majeure partie des "valeurs ajoutées", il faut fixer l'attention sur ces groupes et suivre les migrations internationales de leurs "valeurs ajoutées".

¹ Voir *La Société, tome 2, Les Structures Economiques*.

² Voir *La Société, tome 2, Les Structures Economiques*.

(6) - Le partage primaire de ces "valeurs ajoutées", c'est-à-dire des contributions au "revenu national" des multiples pays inclus dans l'aire géographique des firmes multinationales doit être identifié, dans toute sa nudité, sans chercher à suivre prématurément les embranchements et déviations que ces fleuves de produit brut chargé de plus-value doivent emprunter jusqu'à leur terminus en revenu final, car les comptables et statisticiens d'aujourd'hui peinent à voir clair dans ces deltas marécageux. Leurs outils sont surtout de portée nationale, dans un monde où de rares CNUCED ou PNUD essaient de voir clair au delà des frontières, sans que les OMC ou les OCDE leur soient d'un grand secours.¹ Font défaut les outils statistiques transnationaux, les Etats désireux de les élaborer et les concepts pertinents pour éclairer ce travail.

Fort heureusement, au niveau de généralité où l'on doit ainsi se tenir, au stade actuel de la propagation mondiale du capitalisme, un repérage élémentaire est possible, en se référant aux quatre parties prenantes primaires entre lesquelles la plus-value se répartit nécessairement.

Le lecteur que cette proposition choquerait (re)lira attentivement son intégrale de Marx, sans négliger les recherches qu'il consacre aux "faux frais de la production" que sont les impôt

Les rentes qui circulent dans le système mondial actuel sont des rentes foncières associées aux produits de la terre et des rentes minières (pétrole inclus). Les rentes immobilières peuvent être négligées, malgré le tourisme et les rivières luxueuses et les rentes de monopole sont à déceler non au fil des échanges internationaux, mais dans les boucles des "entrepôts" et autres rétentions où les produits peuvent stagner, par exemple dans un pétrolier géant voguant en plei Atlantique, sans savoir si on le dirigera vers New-York ou Rotterdam. A condition de négliger les fraudes qui pululent en Afrique centrale, telles celles qui permirent, en Angola, la longue guérilla de Savimbi, "auto-financé" par les ressources diamantaires locales, les rentes minières et pétrolières sont partagées entre les Etats (sur le territoire desquels se trouvent les mines et les gisements) et les compagnies qui exploitent ces ressources et les exportent. Les différentiels des coûts de recherche et d'extraction, d'un site à l'autre, et surtout les différentiels de rapports de forces entre Etats et compagnies se traduisent par une assez grande variabilité géopolitique du partage de ces rentes. Mais, vue d'Europe, la résultante est claire : les Etats et les compagnies de ce continent jouissent pleinement des rentes tirées des gisements anglais, norvégiens, hollandais et autres, tandis que toutes les compagnies pétrolières ramassent en outre une part substantielle des rentes tirées de sites extra-européens.

¹ CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement ; OMC : Organisation Mondiale du Commerce ; OCDE : Organisation pour la Coopération et le Développement Economique.

La résultante est un peu plus complexe pour les produits de la terre (y compris pêche, forêts, plantations, élevages et toutes cultures). Hormis quelques cas particuliers (comme l'exploitation forestière qui se rapproche du cas des mines), les produits exotiques ou banals des terres lointaines (et de leurs eaux environnantes) ne semblent être grevés que d'un profit marchand, parfois gonflé de surcroûts divers (monopoles, stockages, transformations) mais non supérieurs, en principe, aux plus-value que les bourgeoisies locales pourraient tirer - et tirent effectivement - des mêmes ressources, si elles en capturaient pleinement le contrôle jusqu'aux utilisateurs finals. Néanmoins l'Europe - ou, de même, à quelques détails près, les Etats-Unis et le Japon - entretient ses propres paysans en les protégeant de la concurrence des prix marchands mondiaux, grâce à la PAC (voir annexe 1), laquelle a deux effets : d'une part elle prive de débouchés les producteurs du lointain ou en réduit considérablement le volume et la rentabilité ; d'autre part, elle fait porter aux contribuables européens le coût intégral de la PAC qui subventionne les paysans européens (et les pêcheurs, etc.).

Profits et salaires requièrent moins d'explications, car dans toute l'Europe, les activités locales procurent sans doute l'essentiel de ceux-ci, même si une vue plus fine devrait tenir compte des immigrés d'autres pays d'Europe qui contribuent aux profits de leurs pays d'accueil. Pour le reste, les bourgeoisies européennes, utilisatrices de travailleurs extra-européens - soit immigrés en Europe même, soit employés dans des entreprises délocalisées au lointain - jusqu'en Chine et aux Indes - tirent de ceux-ci un supplément de profits (particulièrement substantiel au lointain), tandis que les salariés européens expatriés dans ces entreprises délocalisées y trouvent des salaires supérieurs à ceux que leurs emplois métropolitains offriraient. Enfin, on ne commet sans doute aucune erreur grave en estimant que dans les investissements exploités par des groupes européens, dans des pays étrangers de développement voisin de celui de l'Europe, la balance entre les profits tirés de ces Amériques et autres Japon et les profits que les multinationales de ces mêmes pays étrangers tirent de leurs activités en Europe est à peu près équilibrée. Je ne suis pas sûr qu'on puisse en dire autant pour les salaires des uns et des autres, mais je n'en puis juger, faute de données globales pertinentes.

Reste les impôts qui sont affectés de deux manières très différentes. D'une part, les rentes, profits et salaires tirés d'activités extra-européennes s'exposent à des prélèvements allégés soit du fait de fiscalités locales clémentes ou distraites, soit grâce au recours à l'écran des paradis fiscaux, soit enfin du fait des indulgences législatives et des négligences administratives des fiscs européens. En allégeant ainsi les impôts payés par les Européens au titre du lointain, tous les Etats d'Europe perdent une part substantielle de leur matière imposable, alors qu'ils supportent, du même coup, les subventions de la PAC et autres aides à l'exportation, mais aussi les coûts sociaux résultant des délocalisations d'entreprises (chômage, reconversion, etc.) et enfin, les surcoûts "de souveraineté" induits par les activités du lointain (interventions et sauvetages en Côte d'Ivoire ou en Angola, pour ne prendre que des exemples français récents).

Il est vraisemblable que le total actif et passif à prendre en compte n'est pas de même structure pour chacun des pays européens pris isolément, et ne correspond pas à ce que donnerait un partage au prorata des populations, ni même au prorata des PIB, mais on ne pourra juger de ceci qu'après le bâti (éventuel) de statistiques convenables. En revanche, on peut s'appuyer sur la présente analyse schématique pour caractériser mieux qu'il n'est d'usage la géographie des luttes de classes, en France par exemple.

(7) - Les luttes de classes en France. Je le répète, ces luttes ne se réduisent pas à leur ossature économique et ont bien des enjeux politiques et culturels. Mais il reste que le partage de la "valeur ajoutée", cumulée en revenu national, est au coeur ou à l'arrière-plan de chacune de ces luttes. Par schématisation supplémentaire, je laisse de côté les luttes - d'ailleurs classiques - qui se jouent à l'échelle des entreprises génératrices de revenus salariaux et de revenus du capital, et j'ignore de même les inflexions et distorsions de cette première découpe que provoquent les activités des banques et de tous autres intermédiaires financiers (bourse, assurances, etc.) pour fixer l'attention sur les décisions politiques (Etat, y compris ses échelons locaux et ses antennes "sociales", de statut administratif ou non). Dans le champ opératoire ainsi dégagé, on peut voir clairement

- que l'Etat est le protecteur des classes rurales, grâce à la PAC et aux compléments qui l'abondent ; qu'il prive, de ce fait, toutes les autres classes des réductions considérables de prix qui résulteraient d'importations libérées, ce dont souffrent particulièrement celles des classes salariées ou assistées pour qui l'alimentation, l'habillement, etc. représentent une part considérable du budget familial ;

- que la libération des importations, visées ci-avant, n'aurait un effet bénéfique que dans la mesure où la protection traditionnelle du "petit commerce" et les habiletés manoeuvrières du "grand commerce" étaient rabotées en conséquence, par des politiques pertinentes ;

- que la large utilisation par l'Etat des "recettes pétrolières" a pour effet, d'un côté, d'alourdir la fiscalité indirecte au détriment des classes les moins fortunées, néanmoins obligées d'utiliser l'automobile, etc., cependant que, d'un autre côté, elle convertit l'Etat en défenseur des compagnies pétrolières nationales renforçant leur position rentière et encourage "involontairement" les fraudes et "générosités" dont ces compagnies peuvent se rendre coupables ;

- que l'Etat, spectateur impuissant ou indifférent des "délocalisations" d'entreprises, devient de fait "l'allié" des bourgeoisies du lointain, chez qui il favorise le développement du capitalisme et "l'ennemi" des classes salariées nationales dont le poids relatif se réduit dans son propre pays.

Les réflexions précédentes doivent être comprises sans prêter à l'État - c'est-à-dire à ses agents gouvernementaux, parlementaires ou de haute administration - une intentionnalité néfaste car celle-ci peut être totalement absente, sans que rien soit changé. En effet, la résultante globale du système mondial en vigueur, à son présent stade de développement est de convertir l'État - le français comme les autres européens - en écran déformant les luttes de classes. Pour n'insister que sur le seul exemple de la PAC, l'écran étatique national et la PAC coopérativement activée avec les autres États européens qui redouble cet écran, empêchent les classes salariées de s'opposer aux classes paysannes dans chacun des pays européens et empêchent les classes paysannes du lointain de s'opposer clairement et frontalement à leurs antagonistes européens réels. Autrement dit, l'internationalisation croissante des échanges dans le monde actuel obscurcit les conflits sociaux nationaux jusqu'à les faire avorter, et du même coup prive les Parlements nationaux de l'occasion, voire de la possibilité de s'en mêler. Les luttes de classes se métamorphosent en luttes purement internationales d'apparence. Les instances politiques aptes à en connaître - et, éventuellement, à agir - se situent "au dessus" des États, soit dans les rencontres coopératives de ceux-ci (le G7, la CEE-UE, ,etc.) soit dans des institutions précises qui ne sont pas encore perçues comme foyers mondiaux des luttes de classes : pour l'essentiel, l'OMC et le FMI (ce dernier apparaîtrait tel si l'on avait examiné, ici, les échanges internationaux sous l'angle monnaie/crédit et non sous l'angle produits/revenus).

Fin.